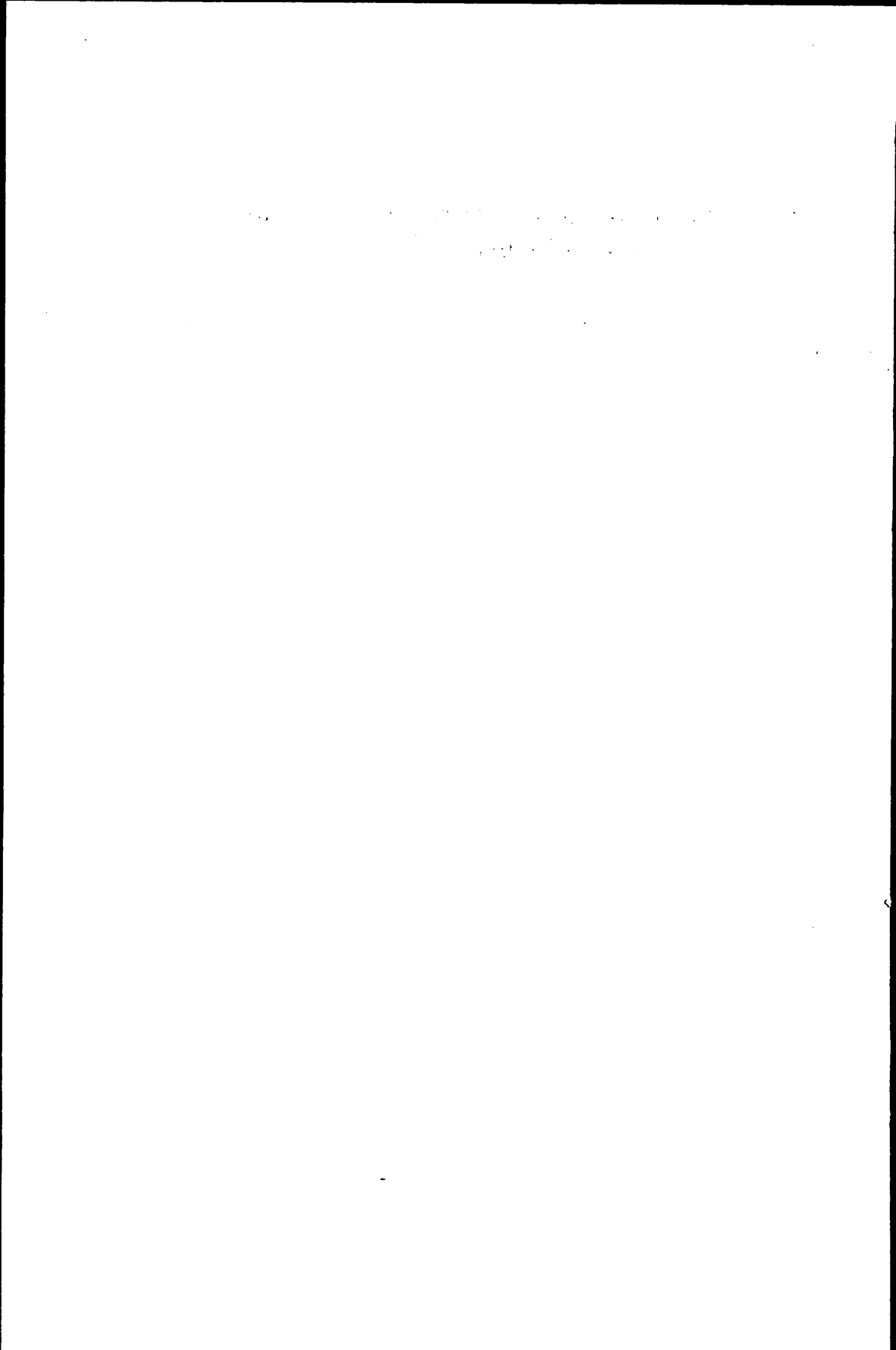


**Evolutions parallèles et relations bilatérales
France-Hongrie XX^e siècle**



Introduction¹

Réfléchir sur l'évolution de la Hongrie et de la France au XX^{ème} siècle, tout en cherchant à comprendre les relations nouées entre ces pays, exige un effort de clarification important de tous les partenaires impliqués. Les enjeux sont scientifiquement et politiquement importants, car dans les deux pays on a pu constater l'accumulation de préjugés néfastes, dont l'essentiel porte sur les suites de la première guerre mondiale. Le colloque tenu en Sorbonne les 20 et 21 janvier 1994, et dont nous ne publions ici que ce qui touche à l'histoire, a marqué une étape que j'espère significative à plusieurs points de vue.

Tout d'abord il a fait connaître en France l'avancée notable des travaux hongrois sur la genèse du traité de Trianon, et en écho il a donné l'occasion aux collègues hongrois d'entendre le point de vue de chercheurs français et allemands sur la responsabilité hongroise avant et après 1920. Je tiens à souligner ici que la vision hongroise savante fait maintenant une large part aux conditions immédiates qui ont très largement contribué à faire du traité de paix ce qu'il a été, c'est-à-dire pour les Hongrois, un découpage territorial fort injuste. Il faut également noter que l'ampleur de cette injustice est ramenée par tous les auteurs à des proportions nettement plus réduites que l'illusion arithmétique qui voudrait que le tiers des Hongrois ait pu, sans risque d'entraver le développement national d'un peuple voisin, être « rattaché » à sa mère-patrie. Ce premier point n'est pas négligeable mais il repose sur une deuxième idée force qui s'est imposée au cours de la conférence : il n'y a pas, en France, de tradition anti-hongroise qui soit comparable à la méfiance à l'égard des Allemands, par exemple. Et les précurseurs de Trianon sont bien difficiles à trouver, surtout avant la guerre. Car la sympathie pour les peuples slaves n'impliquait pas une haine de la Hongrie, même si les slavistes français ont souvent pris fait et cause pour les nationalistes slaves. D'ailleurs le troisième éclairage qui nous a été offert portait sur la date de la décision de tronquer la Hongrie historique. A en croire Français et Hongrois, on peut maintenant affirmer qu'au plus tôt elle remonte à novembre 1917, et que des doutes ont subsisté pendant onze mois au moins après cette date. En estimant que le choix s'est opéré en 1918, on mesure bien l'importance de la conjoncture à court terme (notamment des événements de Russie) et le désir de croire que Vienne va finalement tenter de séparer son sort de celui de Berlin.

Au-delà de Trianon même, la position de la Hongrie entre les deux guerres a fait l'objet de contributions qui ont montré l'importance de la responsabilité propre des petits

¹ Les textes publiés ici ont souvent gardé leur forme initiale. Nous remercions les auteurs, qui ont mis de côté leur fierté littéraire, d'avoir bien voulu nous permettre de publier à temps ces contributions.

Etats d'Europe centrale, surtout pour ce qui est de leurs relations entre eux. Qu'un collègue allemand insiste sur ce sujet n'est pas indifférent, mais ses réflexions rejoignent celles des diplomates et militaires français de l'époque. Plus généralement, tout au long du colloque, on a pu percevoir en filigrane une interrogation sur la façon dont une « petite puissance » pouvait peser ou non sur son sort dans l'arène internationale. La question est ouverte, mais le collègue hongrois qui a étudié l'après-1945 montre bien que même dans le cadre du « bloc soviétique », la Hongrie a su manifester une spécificité qui n'a pas laissé la France indifférente.² En se plaçant dans une perspective centenaire, on voit d'ailleurs que malgré Trianon les ponts entre les deux pays n'ont jamais été coupés. C'est notamment vrai dans le domaine des échanges intellectuels.

Outre les relations bilatérales proprement dites, deux intervenants se sont penchés sur les migrations et ont tenté de donner des pistes pour combler une carence. Actuellement les travaux sur l'émigration hongroise en France sont très datés, pour l'essentiel, et ne permettent pas de comprendre les modalités d'insertion sociale des centaines de milliers de Hongrie installés en France depuis une centaine d'années. Utilisant l'expérience acquise lors de l'étude des Hongrois d'Amérique, Z. Fejős a intégré dans sa contribution écrite les remarques faites au colloque par Michel Dreyfus (CNRS) sur les émigrés polonais, espagnols et italiens en France, et notamment sur la surreprésentation des militants dans les études, alors que les élites immigrées entrepreneuriales ou religieuses étaient beaucoup moins bien connues. Toujours est-il que cette approche a permis de remettre en cause l'idée d'une identité nationale immuable et montré la multiplicité des identités nationales d'un même individu, tout particulièrement dans des situations liées aux migrations.

Enfin, en étudiant la façon dont la gentry hongroise d'il y a un siècle, puis une partie de la population juive hongroise après 1945, ont converti leurs avantages sociaux et politiques en fonction des mutations de la société hongroise, notre dernier contributeur a levé le voile qui couvre habituellement le caractère social et non seulement politique de l'histoire hongroise récente.

Pour qui lit attentivement les textes qui suivent, il est clair qu'il n'y a pas unité de vue sur tout, mais les divergences ne recouvrent pas la nationalité des auteurs. Le travail historiographique et historique, ainsi que sociologique continue, et le Centre Interuniversitaire d'Études Hongroises compte bien continuer à réunir les spécialistes de la Hongrie et de la région pour déchiffrer, avec nos collègues hongrois notamment, cette histoire parallèle et commune.

Les présidents de séances, Jean Bérenger et Béla Köpeczi, outre leur active contribution aux débats, sont impliqués dans les travaux en cours et ont, depuis des années, contribué à la remise en cause des schémas simplistes hérités de l'entre-eux-guerres. Le colloque a donc permis de constater que la génération suivante d'historiens polongeait les travaux de ces spécialistes de l'époque moderne, notamment en évitant les obsessions nationales si typiques issues du XIX^{ème} siècle. Cette évolution est sans aucun doute une des conditions nécessaires à la réflexion globale qui reste à mener sur la région danubienne.

² Par manque de temps, la contribution écrite de Michel Prigent, portant sur les perceptions de la guerre froide, n'a pu être intégrée à ce dossier.

László SZARKA

Académie hongroise des sciences, Institut des sciences historiques

Les minorités hongroises issues de Trianon : visions hongroises

*(Contribution à la question de l'auto-organisation et
de l'intégration des minorités hongroises dans l'entre deux guerres)*

« Les conditions ethnographiques dans l'Europe centrale sont telles qu'il est, en effet, impossible que les frontières politiques coïncident dans toute leur étendue avec les frontières ethniques » affirme Millerand dans la lettre annonçant au nom des Alliés le texte définitif du traité de paix hongrois de Trianon. Justifiant le rejet des arguments hongrois, il poursuit : « Il s'ensuit, et les Puissances alliées et associées ne se sont pas résignées sans regret à cette nécessité, que certains noyaux de population magyare se trouveront passer sous la souveraineté d'un autre Etat. Mais on ne saurait se baser sur cette situation pour prétendre que mieux aurait valu ne pas modifier l'ancien statut territorial. Un état de choses, même millénaire, n'est pas fondé à subsister lorsqu'il est reconnu contraire à la Justice. »¹ Quand on examine la formation des minorités hongroises de Tchécoslovaquie, Roumanie et Yougoslavie, soit près de trois millions de personnes en tout, il faut prendre en compte, entre autres, la réalité que Millerand mentionnait comme facteur décisif, c'est-à-dire les villes et villages à population mixte d'Europe centrale, autrement dit les rapports ethniques en tant que données objectives.²

Pourtant il est un fait qu'on ne peut pas oublier, c'est qu'il y a des frontières ethniques nettement définissables entre Slovaques et Hongrois, entre Ruthènes et Hongrois, et dans certaines zones entre Hongrois et Roumains, ou Serbes et Hongrois. En outre la frontière linguistique hungaro-slovaque était classée parmi les cas de rupture les plus nets, car seules quelques rares bourgades accueillent une population mixte. (Les cartes 1 et 2 montrent bien la complexité des relations interethniques dans la région au sens large.)

¹ Lettre au Président de la Délégation Hongroise accompagnant la réponse des Puissances Alliées et Associées. Paris, le 20 mai 1920, in *A magyar békeszerződés. Traité de paix avec la Hongrie*, Budapest, 1920, p. 3.

² Dans son brillant essai sur l'arrière-plan sociologique de la délimitation des frontières Pierre Bourdieu démontre que, vu la priorité donnée de tout temps aux motifs subjectifs liés aux rapports entre puissances, les facteurs qu'on peut considérer comme des données objectives n'ont qu'une valeur relative quand il s'agit de déterminer les frontières. Pierre Bourdieu, « L'identité et la représentation. Eléments pour une réflexion critique sur l'idée de région », *Actes de la Recherche en sciences sociales*, 35 (1980), p. 63-72.

Comme l'indique Millerand dans le passage cité ci-dessus, la Conférence de paix, ayant d'autres préoccupations, n'a pas tenté de faire respecter au maximum les caractéristiques ethniques du bassin des Carpathes.³

Dans le cadre de la Hongrie polyglotte d'avant 1918, l'évolution des rapports entre les Hongrois et l'autre moitié de la population, soit cinq nationalités, n'indiquait aucune tendance à l'accroissement de la différenciation ethnorégionale, à l'accentuation des limites entre ethnies, ou de leur séparation. Au contraire, au cours du XVIII^{ème} siècle puis dans la seconde moitié du XIX^{ème}, on en est peu à peu arrivé à une sorte de mosaïque, à une structure ethnosociale fondée sur des complémentarités. C'est dans cette communauté étatique plurinationale marquée par quelques spécificités régionales qu'ont eu lieu en même temps une industrialisation fort poussée, bien qu'étant concentrée dans quelques îlots, une urbanisation aux résultats extrêmement significatifs, et un développement de la bourgeoisie qui a entraîné des mutations importantes dans toutes les couches de la société. C'est ce qui a provoqué les migrations et les processus d'assimilation (magyarisation) si forts au tournant du siècle. Dans un premier temps on peut constater que ces transformations sociales, qui ont touché des millions de personnes, ont rendu de plus en plus imbriquées les existences des peuples du bassin des Carpathes, et que, comme l'indiquait la déclaration nationale faite à l'époque par les Slovaques, on en était presque arrivé à des relations de sang, familiales.⁴ Dans un second temps au contraire, si l'on se situe dans le champ de la concurrence symbolique entre nationalités — l'illusion de la création d'un « Empire hongrois » monolingue répondant aux visions de l'« oppression asiatique » et de « la mort de la nation » — les représentations nationales de la société finirent par être totalement opposées.⁵

Malheureusement, en raison de l'absence tant d'une coalition des forces politiques qui aurait pu permettre un changement, que d'une volonté politique en ce sens, les caractéristiques ethniques objectives de la Hongrie d'avant 1918 ne reçurent pas l'attention dont elles auraient dû bénéficier, ni au sein de la Monarchie hongroise, ni dans les structures fixées par le droit constitutionnel de la Monarchie austro-hongroise. Les tentatives politiques erratiques des Roumains, des Slovaques et des Serbes en vue de la création de territoires nationaux autonomes, ou de la fédéralisation interne de la Hongrie ont échoué face à des obstacles qui se sont révélés insurmontables.⁶

³ Pour ce qui est du règlement des questions territoriales en débat il y a eu une évolution claire. A la priorité donnée aux intérêts économiques et stratégiques des nouveaux Etats centre-européens, s'est ajoutée de plus en plus nettement la volonté des grandes puissances de pacifier la région. C'est pourquoi, en l'absence de présence militaire de l'Entente, le renforcement des positions tchécoslovaques et roumaines a semblé être la forme d'intervention la plus efficace pour rétablir l'ordre.

⁴ Le texte du mémorandum national slovaque adopté en 1861 à Turóvszentmárton (Martin en slovaque) a été publié par Gábor G. Kemény, dans *Iratok a nemzetiségi kérdés történetéhez Magyarországon a dualizmus korában, 1867-1892* (Ecrits sur l'histoire de la question des nationalités en Hongrie à l'époque du dualisme), Budapest, 1952.

⁵ De ce point de vue, voir l'étude de Ludwig von Gogolák, in Urbanitsch et Wandruszka (sous la direction de), *Die Habsburgermonarchie 1867-1918, Die Völker des Reiches*, vol. III, tome 2.

⁶ Voir les contributions de Károly Vörös et de László Katus dans le volume dirigé par Peter L. Hidas, *Minorities and the Law*, Toronto, 1986.

La loi hongroise sur les minorités de 1868 avait prévu pour les groupes non hongrois des droits très étendus en matières d'utilisation de la langue maternelle et de culture. Mais la politique gouvernementale d'assimilation, qui visait à renforcer l'unité de la nation hongroise politique sans négliger l'unification ethnique, a en quelques décennies réduit à peu de chose les ambitions du législateur, qui avait envisagé une pratique fondée sur le partage des droits et devoirs, la distribution des compétences et même la concession (politique). C'est justement à cause des conséquences négatives de la politique hongroise des nationalités que, quand la première guerre mondiale éclata, les représentants radicaux des nationalités de Hongrie mirent leurs espoirs dans ce qu'on appelait la solution-catastrophe, c'est-à-dire la défaite militaire de la monarchie des Habsbourg et sa dissolution. Ceci est largement prouvé par le fait que les programmes de création d'Etats nationaux de l'émigration slave du sud et tchécoslovaque d'Europe occidentale étaient repris par la majorité des hommes politiques d'opposition issus des minorités sans aucune restriction sur le fond et même sans aucune remarque.⁷

L'histoire du traité de paix de Trianon signé le 4 juin 1920 et celle des minorités hongroises qui en résultèrent ont donc des racines étendues qui plongent fort profond, et sans la prise en compte desquelles l'esprit public hongrois d'aujourd'hui ne sera pas plus capable que l'opinion dans l'entre-deux-guerres d'assimiler les changements constitutionnels des années 1918-1920, et de remettre à sa juste place la problématique construite autour de l'événement qui est certes le plus important de l'histoire hongroise du siècle, mais qui a pendant été vécu trop longtemps comme un traumatisme.⁸

On peut, sans trop craindre de se tromper, affirmer que l'année 1919 a été la plus longue de l'histoire hongroise : en fait elle a duré 20 mois ! Elle commença avec l'élan de la révolution des chrysanthèmes du 30 octobre 1918 pour en arriver à précipiter le pays — qui après la défaite militaire de la Monarchie devint rapidement la République populaire hongroise — dans une révolution communiste portée par une puissante foule désemparée. Celle-ci fut suivie par une période d'occupation de trois mois de Budapest et d'une bonne partie du pays par les Roumains, qui par endroit restèrent plus longtemps. Puis vint le régime Horthy, qui liquida les illusions de politique intérieure et extérieure. Cette année, qui à tous points de vue fut celle de l'effondrement, se conclut par la signature du traité de paix de Trianon. L'élite dirigeante aristocrato-gentroïde de la Hongrie d'antan essaya, après l'échec des révolutions bourgeoise et prolétaire, de reprendre là où, le 19 octobre 1918, István Tisza avait abandonné les rênes du pouvoir en constatant la défaite militaire. Elle réussit à maintenir ses positions hégémoniques et rejeta l'essentiel de la responsabilité de l'éclatement du cadre étatique historique sur

⁷ Par exemple, sur la réaction des hommes politiques slovaques on peut consulter Vavro Srobár, *Osvobodené Slovensko*, Bratislava, 1932.

⁸ On peut consulter les deux ouvrages qui ont fait la présentation la plus riche du syndrome de Trianon : sous la direction de Béla K. Király, Péter Pásztor, Ivan Sanders, *Essay on World War I : Total war and Peacemaking. A Case Study on Trianon*, Brooklyn College Press, Columbia University Press, New York, 1982, *War and Society in East Central Europe VI (East European Monographs CV)* et, sous la direction de Stephan Borsody, *The Hungarians : a Divided Nation*, Yale Center for International Area Studies, New Haven, 1988.

les dirigeants qui avaient présidé à l'échec (ou au moins à l'absence de succès) des deux révolutions. Pendant ces vingt mois de chaos, le pays essaya quatre systèmes de gouvernement, on y compta huit gouvernements et deux contre-gouvernements. Les armées des pays voisins conquièrent, en ne rencontrant pas autre chose qu'une résistance minime, les deux tiers du territoire d'origine de l'Etat hongrois, y compris des régions majoritairement hongroises. Sur la scène internationale, la Hongrie fut alors presque totalement isolée, et, en pratique, elle ne maintint de relations avec les puissances de rang mondial qui prenaient les décisions que par le biais des missions militaro-diplomatiques envoyées par l'Entente puis par la Conférence de paix.⁹

Plusieurs facteurs ont joué un rôle exceptionnellement important dans la création de minorités hongroises fortes de plus de trois millions de personnes. Comme points de départ il y avait les traditions ethno-régionales d'avant 1918, les notes présentant à la Conférence de paix les exigences territoriales des nouveaux pays — qui, on s'en aperçut plus tard, furent d'autant plus prises en considération que même du point de vue administratif il n'y avait aucune limite intérieure tenant compte de la répartition des groupes ethniques — et les conceptions stratégiques. Aux yeux des Hongrois les revendications territoriales tchécoslovaques, yougoslaves et roumaines (fondées pour l'essentiel sur des promesses orales ou écrites datant de la guerre), ne permettaient à la Conférence de paix, lors des réunions sur le tracé de frontières, que de choisir entre le mauvais et pire. Les délégations française, anglaise, italienne et américaine, qui tentaient chacune de promouvoir ses sphères d'influence et ses intérêts propres du moment, dans la mesure où elles avaient des différends sur quelques éléments du tracé de la frontière hongroise, n'étaient disposées à rejeter que les revendications territoriales nettement outrancières. (Ainsi le Csallóköz/Žitný Ostrov, totalement hongrois ethniquement, a-t-il été placé sous souveraineté tchécoslovaque parce que les Français n'ont pas obtenu des Italiens et des Américains la cession à la Tchécoslovaquie des bassins houillers industrialisés du nord de la Hongrie actuelle et qu'en échange, pour compenser le recul français, les Américains n'ont plus demandé que le Csallóköz/Žitný Ostrov soit maintenu sous autorité hongroise.¹⁰)

La lettre de Millerand citée plus haut tente d'expliquer les partis pris, par ailleurs assumés ouvertement, qui ont pesé sur les choix territoriaux en évoquant une alternative dont les deux branches étaient opposées à l'extrême. Pour l'Entente il ne fut pas réellement difficile de trancher entre l'intégrité totale de la Hongrie millénaire et les revendications des nouveaux petits Etats alliés. Pourtant dans les propositions de solution alternatives avancées à la Conférence de paix et ailleurs par les gouvernements

⁹ Mária Ormos, *From Padua to Trianon*, Budapest, 1991, p. 9.

¹⁰ Sur cette question du Csallóköz/Žitný Ostrov, grande île du Danube située entre Budapest et Bratislava, voir *A magyar béketárgyalások. Jelentés a magyar békeküldöttség működéséről, Neuilly-sur-Seine-ben 1920 januárius-március havában*, (Les négociations de paix avec la Hongrie. Rapport d'activité de la délégation hongroise à la conférence de paix à Neuilly-sur-Seine dans les mois de janvier-mars 1920) tome I, Budapest, 1920, p. 448-449, et Géza Jeszenszky, « A csallóközi magyar-szlovák határ története », (Histoire de la frontière hongro-slovaque à la hauteur du Csallóköz) *História*, 1988/6, p. 28-29. [Sur le sort de cette île du siècle se reporter également à la contribution de Vladimir Fisera, NDLR.]

hongrois, on peut trouver une prise en compte accrue de la situation ethnique se traduisant dans des plans et des propositions.

Et pourtant, en réalité, il est inutile de poser de questions rhétoriques, car dès l'époque des faits, les contemporains savaient clairement que le système de paix de Versailles et en son sein le traité de Trianon — quelles qu'aient été les solutions territoriales adoucies imaginées par les Hongrois dans des cadres confédéral, d'union personnelle, voire cantonal ou proposées à plusieurs reprises par les diplomates anglais, américains et italiens — ne pouvaient reposer que sur les rapports de forces militaires et politiques établis à la fin de la guerre, sur le « fait accompli » militaire résultant des actions menées entre novembre 1918 et l'automne 1919, et ils savaient aussi que c'est sur ces bases qu'on a tenté d'isoler, et de pacifier au plus vite les foyers de conflits militaires ou révolutionnaires. En même temps il s'agissait aussi, en se tournant vers l'avenir, de garantir les intérêts des puissances de l'Entente qui dirigeaient les travaux de la Conférence de paix et ceux de leurs associés. Il était impossible de croire qu'à un accord de paix qu'on pouvait défendre politiquement et militairement et qui pouvait être géré on aurait pu substituer, en tant qu'alternative prise au sérieux, le risque du *bellum omnis contra omnes*. C'est cette même crainte qui explique que les propositions fort incertaines de condominium, certes fondées quant aux droits des nationalités, mais impliquant le prolongement de conflits locaux, n'avaient aucune chance d'être retenues. Et on peut ajouter que les gouvernements hongrois qui en prirent l'initiative ne les assumèrent pas de façon conséquente, sans évoquer la position de rejet catégorique des Tchécoslovaques et des Roumains.¹¹

Pourtant les dirigeants politiques hongrois, à la fin de la guerre, avaient bien compris que, sans le ferme soutien d'une des grandes puissances victorieuses, il était impossible de maintenir l'unité de l'Etat hongrois historique. Et c'est pourquoi, comme Budapest ne pouvait compter sur strictement personne à part les Américains les Hongrois s'efforcèrent, afin de bénéficier d'une position de négociation favorable tout en se tenant au principe de l'intégrité territoriale, d'élaborer des accords provisoires auxquels il aurait été possible de faire référence après l'éventuel abandon forcé du principe d'intégrité. Or c'est justement de ce point de vue qu'il faut donner raison à la décision de principe du Conseil supérieur de la Conférence de paix précisant que toute correction des frontières hongroises déjà fixées ne pouvait aboutir qu'à de nouvelles solutions reflétant les rapports de forces dans la région, et qui, du point de vue de la Hongrie, seraient encore plus mauvaises.¹²

A l'évidence toute autre est la question de savoir pourquoi malgré tous les efforts de la délégation hongroise le plébiscite, moyen employé seulement quatre fois dans le cadre du système de paix de Versailles, n'a été mis en œuvre qu'une fois dans le cas de la Hongrie, quand il s'est agi de décider du sort de Sopron et de ses alentours

¹¹ L'argumentation de Millerand est traduite en hongrois dans *A magyar béketárgyalások, ...*, op. cit., p. 4, et se développe en deux temps. Premièrement les peuples ont décidé de leur sort en octobre-novembre 1918. Et deuxièmement les Puissances ont tranché en connaissant la situation ethnique et les aspirations nationales de la région. Donc aucun plébiscite n'aurait pu véritablement entraîner la modification des frontières établies à Versailles.

¹² Voir Ormos, op. cit.

(Ödenburg en allemand, ville à la frontière de l'Autriche). Ce n'est sans doute pas un hasard si les démarches effectuées en concertation par les délégations tchécoslovaques, yougoslaves et roumaines à la Conférence de paix ont justement été les plus fermes et les plus acharnées quand il s'est agi d'écarter la possibilité de plébiscites.¹³

En effet, à n'en pas douter, quelles qu'eussent été les circonstances dans lesquelles des référendums se seraient tenus dans les zones et villes à majorité hongroise, leurs résultats auraient entraîné des changements significatifs par rapport au tracé des frontières fixé à la Conférence de paix. La délégation hongroise a donc laissé passer une opportunité bien réelle quand, dans son activité parisienne et dans ses memoranda, elle s'est concentrée non pas sur le réexamen à posteriori du sort des territoires habités de façon compacte par des Hongrois, mais sur le principe de l'intégrité territoriale, et ce n'est qu'après le refus définitif de celle-ci qu'elle a soulevé la première question.¹⁴

Nous allons maintenant tenter de signaler en faisant la liste les facteurs qui ont soit favorisé soit entravé les processus d'auto-organisation des trois minorités créées par le système de paix de Versailles en Europe centrale, c'est-à-dire des groupes de Hongrois devenus minoritaires en restant en dehors des frontières de la Hongrie. Quelles furent les données politiques et économiques de base qui donnèrent aux Hongrois habitant, à la suite des traités de paix de Versailles et Trianon, la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Yougoslavie la possibilité de transformer des groupes ethniques créés artificiellement en véritables communautés ? On pense ici à une société ethnique qui soit capable d'exprimer ses intérêts propres face aux nations majoritaires et à la Hongrie issue du traité de Trianon.

On peut regrouper ces facteurs en trois groupes. Dans le premier on mettrait les phénomènes psychosociaux servant à manifester la nouvelle situation dans les petites communautés se retrouvant en situation minoritaire. Ce fut le cas tout particulièrement dans la première phase, où les nouveaux appareils d'Etat des trois Etats successeurs,

¹³ Le texte original en français du mémorandum commun du 24 février 1920 signé par les trois délégations à la Conférence de paix a été publié dans l'ouvrage dirigé par Ion Ardeleanu, Vasile Arimia et Mircea Musat, *Desavirsirea unitatii national-statale a poporului Roman. Recunoasterea ei internationala, 1918*, vol. VI de Documente interne si externe, februarie 1920-decembrie 1920, Bucarest, 1986, p. 32-42. Pour ce qui est du plébiscite proposé également par les Hongrois en Transylvanie, la délégation roumaine a rédigé un mémorandum particulier s'y opposant, *Les Roumains et le plébiscite demandé par la délégation magyare*, Paris, mars 1920, cité dans l'ouvrage sus-mentionné, p. 106-111. Le point de vue tchécoslovaque, également opposé au plébiscite, est exprimé le plus vigoureusement et efficacement dans la déclaration faite par Masaryk en janvier 1919 et reprise dans *Világ*, le 6 janvier 1919. Alors qu'auparavant, dans l'émigration, Masaryk lui-même était favorable à la tenue de plébiscites, en tant que chef de l'Etat tchécoslovaque il repoussa le règlement par voie de référendum en invoquant l'influence de la propagande orchestrée par les appareils d'Etat autrichiens et hongrois, pourtant en décomposition. La position de Masaryk a été sévèrement condamnée par Oszkár Jászi, le ministre des nationalités du gouvernement de Mihály Károlyi. Voir Fedor Houdek, *Vznik hranic Slovenska*, Bratislava, 1931, p. 345-350.

¹⁴ Voir la dernière étude hongroise détaillée sur cette question : József Gáldantai, *A Trianoni békekötés 1920. párizsi meghívástól a ratifikálásig*, (L'accord de paix de Trianon de l'invitation de 1920 à Paris jusqu'à la ratification) Budapest, 1990.

constatant des signes de résistance, eurent recours à la force brutale (en février 1919, lors des manifestations de Pozsony/Bratislava, lors de la nomination de préfets roumains à Kolozsvár/Cluj et en terre sicule). La solidarité locale qui se manifesta alors, ou celle d'autres communautés se trouvant dans des situations équivalentes a sans doute été la première expérience communautaire minoritaire.¹⁵

Ici, il nous faut mentionner la très forte identité nationale de chacune des trois minorités hongroises qui, selon ce que nous dit une enquête quantitative menée par des sociologues en Slovaquie de 1991, reste jusqu'à aujourd'hui une des caractéristiques des Hongrois qui y vivent. L'explication la plus immédiate que nous ayons est sans doute possible le fait que la période du XIXème siècle, qui a été déterminante pour le développement national hongrois, est aujourd'hui encore une référence commune à l'ensemble de la nation linguistique hongroise.¹⁶

Le comportement de résistance silencieuse face à l' « occupant » s'est également avéré être un facteur important de formation de la communauté dans la première période. Il faut toutefois rappeler que la résistance passive est devenue, du point de vue des minorités hongroises, une source de pertes significatives : les fonctionnaires qui ont refusé de prêter serment de fidélité aux nouveaux Etats ont été licenciés et en majorité ils sont partis s'installer en Hongrie, grossissant la troupe des 300.000 réfugiés.¹⁷

Une étape plus avancée de l'organisation communautaire s'est traduite, dans le cas des trois minorités, par un local-patriotisme se transformant progressivement en régionalisme d'un type nouveau, ou plutôt en provincialisme, et par un messianisme, un sens de la mission héroïque qui se sont imposés à ces minorités très rapidement vu leurs conditions d'existence (l'adaptation spécifique faite par la minorité du transylvanisme, le mouvement vox humana de Slovaquie du sud, ou la volonté de faire revivre la solidarité danubienne, etc.). La reconnaissance de la nécessité de l'auto-organisation a donc fondamentalement pris le sens d'une sorte d'adaptation psycho-sociale à une situation sans aucun précédent pour les trois groupes de population.

¹⁵ Sur la manifestation de Pozsony/Bratislava qui s'est terminée par huit décès voir László Fogarassy, « Pozsony nemzetiségi összetételének változásai », *Forrás*, 1987, numéro 10 (Les modifications de la composition nationale de la population de Pozsony/Bratislava) et sur les incidents en Transylvanie Ernő Raffay, *Erdély 1918-1919-ben, tanulmányok*, (La Transylvanie en 1918-1919, études) Budapest, 1987.

¹⁶ Alena Zelová, « A nemzeti kisebbségek identitása Szlovákiában », *Regio*, 1991/1, p. 57-65 (L'identité des minorités nationales en Slovaquie).

¹⁷ Sur les réfugiés, voir Gyula Popély, *Népfogyatkozás, a szlovákiai magyarok a népszámlálások tükrében*, (Population en voie de déclin, les Hongrois de Slovaquie au miroir des recensements) Pozsony/Bratislava, Budapest, 1990, Árpád E. Varga, *Népszámlálások a jelenkori Erdély területén. Jegyzetek Erdély és a kapcsolt részek XX. századi nemzetiségi statisztikájának történetéhez*, (Recensements dans la Transylvanie contemporaine. Notes sur l'histoire des statistiques sur les nationalités de Transylvanie et des parties rattachées au XX^e siècle Budapest, 1992, et Károly Mirnics, *A vajdasági magyarok asszimilációjának történetéhez*, (Sur l'histoire de l'assimilation des Hongrois de Voïvodine) manuscrit en cours de publication (Budapest, 1994).

Tout cela a été rendu extraordinairement difficile par l'interdiction initiale de relations avec la Hongrie, avec Budapest qui gardait à beaucoup de points de vue un rôle central, par les obstacles qui furent mis ensuite, et par le caractère ardu de ces relations qui se maintient jusqu'à aujourd'hui. (Vue d'Europe occidentale, la diffusion de la presse culturelle hongroise rencontre des obstacles proprement incroyables, sans évoquer celle de la presse quotidienne.) La relation entre la Hongrie et les minorités hongroises a souvent et beaucoup changé. Entre les deux guerres les sentiments de rupture avec la Hongrie, d'annihilation dominant, et le but essentiel était alors de les éradiquer. Trianon — tant dans la propagande révisionniste hongroise, dans la politique officielle hongroise, que dans les arts — personnifiait tous les maux. C'est bien pourquoi il faudrait analyser en tant que tel le fait qu'au sein des minorités hongroises l'irréductibilisme radical, pourtant souvent dénoncé par anticipation, n'a jamais eu qu'un soutien limité.¹⁸

Le deuxième grand groupe de facteurs pesant sur l'auto-organisation des minorités correspond aux droits politiques, économiques, culturels garantis par les nouveaux Etats, et plus généralement à l'attitude de la société majoritaire face aux minorités.

Les accords de défense des minorités signés par les trois Etats successeurs eurent des suites positives en Tchécoslovaquie et partiellement en Roumanie. On pense avant tout à l'autorisation d'emploi des langues minoritaires, au maintien d'un réseau minimal d'institutions culturelles et d'enseignement hongroises, et au règlement du statut juridique des Eglises des minorités.¹⁹

Alors que la Tchécoslovaquie cherchait à appliquer dans sa législation sur les minorités les principes de l'accord international la Roumanie et la Yougoslavie essayaient au contraire d'en limiter la portée. On peut mesurer la différence réelle entre ces deux positions en examinant tout particulièrement la liberté d'action et les résultats des partis politiques des minorités hongroises. Il est bien sûr également vrai que les succès de la représentation politique hongroise de Tchécoslovaquie a été facilitée du fait que, des Etats de la Petite Entente, c'est la République de Masaryk qui a été contrainte au plus de compréhension, car Prague, surtout dans les années trente, a eu de plus en plus de souci du fait de la minorité de trois millions et demi d'Allemands instrumentalisée par Hitler.

Les trois minorités hongroises ont tenté de profiter au maximum des possibilités offertes par la Société des Nations de Genève pour la défense des minorités : de façon intéressante dans ce cas ce sont les initiatives des Hongrois de Roumanie qui ont connu le plus de succès, réussissant dans certains cas à faire reculer le gouvernement de Bucarest qui dut retirer plusieurs mesures orientées contre les minorités. Dans chacun des trois Etats, cela a eu une importance particulière dans la réparation des torts

¹⁸ L'analyse de l'histoire de la politique révisionniste hongroise par un spécialiste n'a toujours pas vu le jour, mais on peut clairement montrer, grâce aux programmes politiques des partis hongrois des pays voisins, aux documents sur leurs relations avec la Hongrie, que les hommes politiques hongrois en situation minoritaire étaient plus prudents, plus retenus sur la question de la révision des frontières.

¹⁹ De ce point de vue voir *Fejezetek a csehszlovákiai magyarok történetéből*, (Chapitres de l'histoire des Hongrois de Tchécoslovaquie) Pozsony/Bratislava, 1993.

provoqués par les réformes agraires, et les transferts de propriétés qu'elles ont entraînés, ainsi que par la tutelle de l'Etat sur le réseau scolaire de langue hongroise. Or, on sait que parmi les conditions de base de l'auto-organisation de la minorité hongroise entre les deux guerres il y a l'affirmation d'une vie économique et d'un groupe d'entrepreneurs s'organisant entre autres aussi sur une base ethnique, et le maintien d'une instruction scolaire dans l'esprit national. Il faut noter qu'aujourd'hui l'absence de ces deux conditions rend très difficile les processus d'auto-organisation renaissant depuis 1989.²⁰

Le gouvernement hongrois a considéré dès le début qu'un de ses principaux devoirs était d'obtenir un règlement global de la question du droit des minorités hongroises, même s'il est vrai qu'entre les deux guerres il n'a jamais renoncé à l'espoir de modifier les frontières. La Hongrie a tenté de passer des accords bilatéraux de défense des minorités avec les pays trois voisins concernés, mais comme on le comprend en voyant l'argumentation justifiant le refus tchécoslovaque, aucun des Etats successeurs ne considérait que les minorités restées en Hongrie soient assez importantes pour que leur défense justifie de laisser la Hongrie s'appuyer sur un accord pour défendre ses minorités, ou bénéficier d'un droit de regard officiel sur le respect de leurs droits. En conséquence le gouvernement hongrois est intervenu en défense des minorités hongroises surtout au sein du système de la SdN, de l'Union Interparlementaire et d'autres forums internationaux, mais il n'a jamais laissé planer de doute sur le fait que pour lui la seule solution réelle était de changer les frontières. L'appréciation à porter sur la politique hongroise de révision est un thème toujours d'actualité dans l'historiographie nationale : d'après ce que nous en savons aujourd'hui, le programme de révision intégrale a représenté, pour la majorité de gouvernement hongrois, une sorte de revendication « en plus » alors que, au moins depuis l'échec des concertations bilatérales de 1921-1923, la politique étrangère hongroise s'est concentrée en priorité sur l'objectif de récupération des territoires proprement hongrois, c'est-à-dire la réalisation de la « révision ethnique ».²¹

L'auto-organisation des minorités hongroises dans la période de l'entre deux guerres n'a que partiellement correspondu à une intégration des trois groupes aux nouvelles communautés étatiques. On peut mentionner une fois de plus de nombreuses causes à cet état de fait : des conflits historiques d'avant 1918, de la décision de Trianon sur les frontières, vécue comme une injustice par la majorité des Hongrois des minorités, jusqu'à la non-connaissance de la langue de la majorité de la population, aux pratiques discriminatoires de l'appareil d'Etat, du Législateur, et du pouvoir judiciaire, ou aux relations restées jusqu'au bout vraiment tendues entre la Hongrie et les Etats voisins. Les Etats « d'accueil » se définirent dès le départ comme Etats-nations ; leurs

²⁰ Sur les coopératives de la minorité hongroise de Slovaquie, voir László Pukkai, *A Hanza szövetkezeti mozgalom története*, (Histoire du mouvement coopératif Hanza) Pozsony/Bratislava, 1994, en cours de publication.

²¹ Sur l'appréciation portée sur la révision voir entre autres Pál Köteles, « La politique extérieure de Pál Teleki », dans *Teleki Pál a politikus*, Budapest, 1992, et Loránt Tilkovszky, *Revízió és nemzetiségi politika Magyarországon 1939-1941*, (Révision et politique en direction des minorités en Hongrie, 1939-1941) Budapest, 1967.

Tableau 1 (suite)

	Total	Hongrois	Allemands	Slovaques	Roumains	Ruthènes	Serbes	Serbes+Croates	Croates	Autres	
1960											
Hongrie	9 963	9 786	51	31	16	-	5	25		49	1961
Autriche	271	6	238	-	-	-	-	25		2	1961
Tchécoslovaquie	4 168	518	6	3 559	-	35	-	-		50	1961
Yougoslavie	1 847	459	-	61	58	(25)	833	246		165	1956
Roumanie	6 232	1 559	368	-	4 052	-	-	-		253	1959
Union Soviétique	920	146	-	12	18	686	-	-		58	
Total	23 401	12 474	663	3 663	4 144	746	838	296		577	
1970											
Hongrie	10 322	10 166	36	21	13	-	12	18		56	1971
Autriche	272	(7)	(240)	-	-	-	-	(25)		-	
Tchécoslovaquie	4 542	554	5	3 884	-	42	-	-		57	
Yougoslavie	1 930	439	7	60	53	22	890	246		213	1971
Roumanie	6 720	1 597	372	-	4 559	-	-	-		192	1966
Union Soviétique	1 057	152	-	10	23	808	-	-		64	
Total	24 843	12 915	660	3 975	4 648	872	902	289		582	

Tableau 1
Répartition par nationalités de la population sur le territoire de la Hongrie historique 1920-1970

	Total	Hongrois	Allemands	Slovaques	Roumains	Ruthènes	Serbes	Serbes+Croates	Croates	Autres	
1920											
Hongrie	7 990	7 157	552	142	23	-	17		37	62	
Autriche	295	25	221	-	-	-	-		45	4	
Tchécoslovaquie	3 558	739	150	2 034	-	459	-		-	176	1921
Yougoslavie	1 488	391	319	49	70	11	-		-	98	1921
Roumanie	5 139	1 322	555	-	2 923	-	-		-	339	
Total	18 470	9 634	1 797	2 225	3 016	470	-	649	-	679	
1930											
Hongrie	8 689	8 001	479	105	16	1	7		28	52	
Autriche	299	18	(251)	-	-	-	-		30	-	1931
Tchécoslovaquie	4 065	708	169	2 408	-	546	-		-	234	
Yougoslavie	1 152	(400)	(300)	(70)	(50)	(20)	-	(650)	-	(62)	
Roumanie	5 548	1 353	544	-	3 208	-	-		-	443	
Total	20 153	10 480	1 743	2 583	3 274	567	-	715	-	791	
1950											
Hongrie	9 205	9 076	22	26	15	-	10	5	10	51	1949
Autriche	276	5	240	-	-	-	31	-	31	-	1951
Tchécoslovaquie	(4 000)	355	-	(3 565)	-	(30)	-	-	-	(50)	1949
Yougoslavie	1 745	449	36	72	59	22	197	763	197	147	1948
Roumanie	5 761	1 482	332	(3 752	-	-	-	-	195	
Union Soviétique	(800)	(140)	-	(10)	(16)	(574)	-	-	-	(60)	
Total	21 787	11 507	630	3 673	3 842	626	238	768	238	503	

constitutions, leurs institutions politiques, leurs administrations et leur législations ne laissaient que très peu de liberté de mouvement aux minorités. Dans de telles conditions la loyauté des citoyens et des communautés minoritaires est restée à un niveau très bas, ce que même la Tchécoslovaquie, qui était sans aucun doute le pays qui menait la politique des minorités la plus généreuse, n'a pas réussi à surmonter réellement.

Pour résumer, nous pouvons donc dire qu'au travers du développement des minorités hongroises résultant des décisions de Trianon, on peut percevoir l'ensemble des problèmes générés par le traité de paix. Car à Trianon, on ne s'est pas contenté de sanctifier l'autodétermination des nationalités non hongroises. Les résolutions territoriales, et en premier lieu celles qui portaient sur les frontières hongroises, ont atteint les objectifs stratégiques et économiques des petits Etats d'Europe centrale alliés des grandes puissances victorieuses ; il n'était pas question de préparer les décisions d'un tribunal de paix impartial. Les minorités hongroises portent jusqu'à aujourd'hui le sceau de Trianon, minorité et majorités, sur la base des expériences équivoques vécues depuis 75 ans craignent toute modification de l'ordre établi, toute nouvelle règle du jeu administrative, juridique ou politique. La seconde guerre mondiale et les tentatives des années qui suivirent démontrèrent qu'on ne peut régler les rapports entre les peuples du bassin des Carpathes sans atteinte grave aux droits de l'homme par des modifications de frontières, des guerres locales, des échanges de populations, des déportations ou des génocides. Car toute solution par la force fait naître de nouvelles blessures et de nouveaux conflits, et qu'en fin de compte toute tentative d'homogénéisation se fait aux dépens tant des vainqueurs que des vaincus.

Selon Francis Fukuyama, ce qui rend fort particulier le processus qui préside à la grande expérience de la renaissance de l'Europe centre-orientale de l'après 1989, c'est l'étrange parallèle entre les tentatives de démocratie et les phénomènes nationalistes. Du point de vue des minorités hongroises cette expérience offre, face à l'assimilation qui ne cesse de s'accélérer, des possibilités nouvelles d'auto-organisation qui ont manqué pendant cinquante ans, des possibilités d'élaboration de revendications et de techniques d'autogestion culturelle et locale, ainsi que l'opportunité d'établir un système de relations d'un type nouveau tant avec les sociétés majoritaires qu'avec la Hongrie fondé sur une ouverture totale et la conciliation permanente des intérêts. On peut affirmer sans crainte d'erreur que le baptême de Trianon subi par les minorités hongroises perdra pourtant sa signification déterminante à l'instant où les frontières des petits Etats de la région deviendront symboliques dans la mesure où elles le sont déjà aujourd'hui en pratique dans les zones plus heureuses de l'Europe.

L'amie de notre ennemi ?

Attitudes françaises envers la Hongrie et ses voisins slaves (1870-1938)

Au début de l'année 1918 une affiche était placardée sur les murs dans les rues et les salles de classe. Publiée par Berger-Levrault (de Nancy), elle comportait comme titre « Les nationalités opprimées ». Le dessin surmontant ce titre représentait les deux aigles des armoiries allemandes et austro-hongroises surplombées elles-mêmes par un casque à pointe purement prussien. L'Autriche-Hongrie, même comme « bourreau des nationalités opprimées », n'était, là encore et pour reprendre le titre utilisé par un spécialiste de ces pays, Jules Chopin, qu'un « brillant second ». Il fallait, pour l'opinion française, conforter l'idée qu'en tout domaine c'était l'Allemagne « la pire des pires ». Et de mentionner le martyr, dans l'ordre, des Polonais et des Serbes, entre les mains des deux « Reichs », rajoutant pour faire bonne mesure une dénonciation de l'allié bulgare de l'Autriche-Hongrie quitte à appeler Serbes ses victimes essentiellement macédonniennes. En France, la détestation des puissances centrales — c'est vrai depuis 1870 et le restera jusqu'en 1938 — c'est avant tout la détestation de l'Allemagne. Ensuite seulement vient l'Autriche germanophone (parce que germanophone) et enfin la Hongrie, « brillant troisième ». A preuve l'oubli complet, dû aussi à la simple ignorance, de toute mention des Slovaques, Roumains et Ruthènes parmi les nationalités opprimées sur cette même affiche dont le texte s'achève en affirmant que la seule paix possible est « celle qui laissera les nationalités de l'Europe centrale se constituer normalement » (*ibid*, archives personnelles de l'auteur). Comment la chose devait-elle s'appliquer et à qui ? Les Hongrois devaient-ils bénéficier des mêmes droits, eux que la France avait soutenus face à Vienne (sans voir que cela faisait le jeu de Berlin), faisant fond sur la très réelle francophilie des élites, hongroises ou non, de la région ? Je me consacrerai principalement au cas de la Slovaquie puisque tout simplement c'est elle qui occupe le plus grand rôle dans les publications des années 20 et 30, publications de spécialistes, historiens, politologues, économistes ou d'hommes politiques, sans oublier celles des propagandistes.

L'attitude française est due à des raisons de politique intérieure française et aux traditions de relations avec les différents pays. C'est surtout en fonction des besoins des intérêts nationaux français que l'on va défendre telle ou telle position. Les besoins des intérêts d'Etat français sont fixés pour la période moderne, c'est encore partiellement vrai jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale, en fonction du tête à tête franco-prussien et franco-allemand. En Alsace on y est particulièrement sensible. Et le début de la ligne pro-tchèque, pro-serbe doit être cherché, pour ce qui est en tout cas des attitudes de notre élite politique, du côté des conséquences du traumatisme de la

guerre perdue de 1870. C'en est un simple corollaire. Je citerai ici un article de ce qui était la revue officieuse de l'Etat français qu'il soit monarchiste ou républicain modéré c'est à dire *la Revue des deux mondes*, hélas pas assez utilisée par ceux qui s'intéressent à l'histoire des idées politiques. Laveley écrit dans le numéro du 15 novembre 1871 la chose suivante : « Quand la Bohême et les Slaves du Sud s'agitaient, nos hommes d'Etat disaient : « C'est la Russie qui souffle ce mouvement. C'est le panslavisme. » » Mais après la défaite de 1870 autre son de cloche, l'auteur dit dans le même article : « Nous en avons aujourd'hui un terrible besoin du panslavisme ! Lui seul peut nous sauver du pangermanisme. » Et il ajoute sous forme d'autocritique : « On ne s'en doutait guère à la fin du règne de Napoléon III, il n'y avait alors qu'un seul ennemi, le panslavisme. » On oublie donc les Cosaques de 1815, la guerre de Crimée, et autre querelle des Lieux Saints. On oublie l'allié turc.

Donc 1870 comme moment tournant. L'augmentation de l'intérêt pour cette zone va favoriser le développement de tous les projets visant à affaiblir les puissance centrales. On pense alors d'ailleurs plus à la Prusse, donc on s'intéresse beaucoup plus au Polonais qu'aux autres « victimes ».

Du coup, comme l'écrit Henri Toulouze, les Magyars « sauf à de rares époques » n'ont « jamais été au centre des intérêts français »¹. Sinon par rebond et par la bande quand il fallait affaiblir le germanisme en soutenant en Hongrie (mais aussi chez les « petits » Slaves souvent anti-hongrois) les éléments démocratiques et souvent francophiles des classes moyennes éduquées d'origine toute récente et d'influence limitée.

Un autre idéologue de la jeune Troisième République, A. Leroy-Baulieu, voyait les choses un peu autrement, d'une manière moins univoque et moins « instrumentaliste ». Dans son ouvrage, *La France, la Russie et l'Europe*, loin de réduire unilatéralement l'Autriche-Hongrie au rôle de prison des peuples comme le fait la tendance germanophile à Paris il pose, en politologue et non en propagandiste, la question en terme d'alternative possible. Certes, son raisonnement part des mêmes présupposés que celui de tous les « regards » français de l'époque à savoir la réduction des Puissances centrales au « leadership » allemand-berlinois, de la question des germanophones d'Autriche à celle des germanophones d'Allemagne, des intérêts et par là des comportements des magyarophones de l'Empire des Habsbourg à ceux des germanophones du même Etat, enfin réduction de la question des nationalités opprimées d'Autriche-Hongrie à celle des nationalités slaves, ces dernières d'ailleurs réduites aux « Slaves de l'Ouest et du Sud »². Ainsi pas un mot des Roumains ni des Ruthènes (slaves), rien sur les Juifs ou les Tziganes. Depuis les accords franco-russes de 1891-1893 il n'y a plus de question ruthénienne/ukrainienne et la question polonaise ne se pose qu'en Allemagne et en Galicie autrichienne et pas à ... Varsovie, ville russe. Quant aux Hongrois, on note en 1896³ que, par rapport à 1883, suite aux accords franco-russes intervenus entre temps, s'ils

¹ In Henri Toulouze, « Un événement parisien en 1883 : la grande délégation hongroise », *Cahiers d'Études Hongroises*, 1993, n°5, p. 145.

² A. Leroy-Beaulieu, *La France, la Russie et l'Europe*, extraits dans Jeromos Szalay, *Vérités sur l'Europe Centrale*, Paris, Danubia, 1961, p. 95

³ Voir Catherine Horel, « Les fêtes du millénaire de la Hongrie vues par la France », in *Cahiers d'Études Hongroises*, 1993, n°5, p. 155-178.

sont toujours « intéressants » pour Paris contre l'Allemagne et le germanisme, ils sont gênants du fait de leur « politique agressive » voire de leur « férocité »⁴ envers les Slaves, qui sont devenus depuis quelques années les amis de nos amis petersbourgeois. Aussi la France a-t-elle deux fers au feu en ce qui concerne sa stratégie de soutien à la contestation interne (cinquième colonne) menée contre ses ennemis de Berlin et de Vienne. Si la Hongrie est démocratique et fédéraliste elle deviendra une alliée au même titre que les Slaves de la Double Monarchie, si par contre elle fait fond sur un duopole Vienne-Budapest contre ses Slaves, eh bien Paris soutiendra au contraire le protecteur des Slaves (les Slaves de l'Est non russes étant passés par pertes et profits), à savoir Nicolas II. Leroy-Beaulieu dans le texte évoqué ci-dessus pose la question on ne peut plus clairement : « L'Empire des Habsbourg reste-t-il un Etat dualiste germano-magyar, c'est l'opresseur historique des frères slaves que Moscou est appelé à délivrer. Tente-t-il de se transformer en fédération donnant à chaque individualité une égale liberté, c'est un concurrent qui menace d'usurper vis à vis des Slaves de l'Ouest et du Sud la mission dévolue à la Sainte Russie. »⁵

Ainsi, dans la dernière hypothèse, la France serait prête à lâcher les Russes et même les indépendantistes des nationalités slaves opprimées si l'Autriche-Hongrie acceptait, comme l'y exhortait en 1848 l'austo-slavisme d'un Palack, de se fédéraliser intégralement.

Les options de l'après-guerre (1917-1920)

Cette possibilité disparaît chez les « théoriciens » et stratèges politiques français en 1917, quand ils choisissent de jouer la seule carte de la destruction inconditionnelle de l'Autriche-Hongrie, d'autant que la Russie de février 1917 disparue, il n'y a plus de raison de défendre une solution intermédiaire d'autonomie slave protégée par la Russie.⁶ Le silence ou la marginalisation des Hongrois démocrates et fédéralistes lassent les Français. En juillet 1918 les Britanniques eux-mêmes, avec Lord Robert Cecil du Foreign Office conclueront : « Il n'y a désormais aucune chance de détacher l'Autriche-Hongrie de l'Allemagne »⁷ La France soutiendra les indépendantistes slaves, Ernest Denis lançant des revues au titre emblématique, *La Nation Tchèque* (incluant les Slovaques de Haute Hongrie) puis *Le Monde slave*. Son propre maître Louis Léger, fondateur des études slaves universitaires en France, posait en axiome, après bilan de l'évolution en Transleithanie après 1867, que le « patriotisme généreux » des Hongrois avait laissé la place, une fois la tutelle étrangère secouée, à l'« aveuglement égoïste qui les empêche de reconnaître chez autrui les droits qu'ils réclament pour eux-mêmes »⁸.

⁴ Ibid., p. 166-167.

⁵ Leroy-Beaulieu, loc. cit.

⁶ Voir mon article « Les communistes et la paix de Versailles : le cas des pays slaves », in *Les conséquences des traités de paix de 1919-1920 en Europe Centrale et Sud-Orientale*, sous la direction de P. Ayçoberry et al., Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 1987, p. 371-386.

⁷ Ibid., p. 376.

Ainsi Millerand, au nom des Puissances alliées et associées dans une « lettre d'envoi » écrite le 6 mai 1920 et adressée à la délégation hongroise, jointe au traité de Trianon signé un mois plus tard, estime-t-il que l'urgence de « la conclusion de la paix à laquelle l'Europe entière aspire » passe avant « l'intérêt ethnique et économique de noyaux » ou « d'îlots » de « population magyare »⁹.

A l'intérêt de la paix pan-européenne s'ajoute la rupture avec la théorie du droit historique, bien dans la ligne d'une Troisième République dénigrant les « anciens régimes » : Millerand précisait qu' « un état de choses même millénaire, n'est pas fondé à subsister lorsqu'il est reconnu contraire à la justice »¹⁰. Toutefois, le principe des nationalités lui-même est sur-déterminé par l'intérêt de la paix en Europe, ce qui suppose pour la France officielle de 1920 le soutien aux nationalités slaves amies de la France, Pologne et Bohême (ou Tchécoslovaquie, terme utilisé comme synonyme de Bohême par les dirigeants français et qui fait l'impasse sur le problème slovaque et sur celui des Hongrois de Slovaquie). Concrètement, cela veut dire le refus d'accorder un plébiscite aux territoires hungarophones situés à l'extérieur de la Petite Hongrie de 1920. Notons que ce problème ne se pose pas pour la Croatie car la délégation hongroise à Trianon renonce à exiger un plébiscite dans cette région¹¹ ni pour le Burgenland puisque les Hongrois, grâce à l'action de leur corps francs de 1919 à 1921, obtiennent la ville de Sopron après la tenue d'un plébiscite.¹² Toutefois, si les Hongrois ont eu gain de cause à Sopron, c'est que le Burgenland ne faisait pas partie, vu qu'il s'agissait de l'Autriche germanophone, des territoires promis aux amis de l'Entente. Ouvrir la question d'un plébiscite c'était, selon André Tardieu lui-même, le négociateur de Versailles, renoncer à la Tchécoslovaquie car c'eût été « manquer aux engagements pris pendant la guerre en faveur des victimes historiques de l'Allemagne ».¹³ Si l'on compare le cas hongrois avec celui de l'Italie satisfaite aux dépens des Slovènes et des Croates, Slaves alliés à l'Entente pas plus mais pas moins que les Slaves de Slovaquie ou les Slaves serbo-croates du Banat, que l'on a refusé à la Hongrie, on voit que cette dernière paie pour ne pas avoir su changer de camp pendant la guerre comme l'a fait l'Italie. La décrédibilisation de toute solution fédérale et de toute stratégie zonale de développement économique — comme le préconisaient les Britanniques — furent autant de point d'appui pour les amis de Paléologue ou de Paul-Boncour. De plus Károlyi et Oszkár Jászi, son ministre des minorités, en 1918-1919, s'ils promirent l'indépendance aux Roumains de Transylvanie, n'allèrent pas au-delà d'un plan d'autonomie en ce qui concerne les Slovaques. Par ailleurs l'Entente les trouve trop « rouges » et les traite de manière bien plus intransigeante qu'elle ne le fera pour Béla

⁸ Cité par Sigismond Varga, *La tragédie d'un pays millénaire*, Paris, La Source, s.d. (1932), p. 46.

⁹ Ibid., p. 67-70, pour le texte de la « Lettre ».

¹⁰ Cité par Bertrand de Jouvenel dans *Vingt ans d'erreurs politiques*, Paris, Hier et Aujourd'hui, 1947, p. 150.

¹¹ Voir citation dans S. Varga, op. cit., p. 7.

¹² Voir Jean Nouzille, « La nouvelle frontière entre l'Autriche et la Hongrie, 1919-1921 », dans *Les conséquences ...*, op. cit., p. 23-34.

¹³ A. Tardieu, *La paix*, cité par De Jouvenel, in op. cit., p. 150, 208-209.

Kun et Horthy.¹⁴ Ainsi la France ne soutient même pas ceux qui en Hongrie font preuve comme elle d' « antigermanisme viscéral » et ce depuis avant 1914 comme Károlyi et son parti indépendantiste.¹⁵

La France, afin d'affaiblir indirectement l'Allemagne fortifiait les Tchèques, chassait la Hongrie de la très fertile Ile du Seigle (en allemand Schüttinsel, en Hongrois Csallóköz, en slovaque itn Ostrov) créée au sud-est de Bratislava par les bras du Danube et peuplé essentiellement de Hongrois (région de Komárno), région, qui plus est, contiguë à la mère-patrie de ces « noyaux compacts » pas plus, mais pas moins que celle de Sopron ou de l'Istrie.

A. de Monzie résuma magistralement la situation inextricable pour la France de par ses contradictions internes lors de la discussion au Sénat du traité de Trianon. Il déclara : « Nous ne pouvons pas continuer à *hair la Hongrie par procuration* (souligné par V.-CL. F.), nous ne pouvons la découper, la mutiler, l'estropier *par altruisme* (souligné par V. CL. F.) ».¹⁶

La Hongrie, victime indirecte de l'idéologie française « officielle »

Le système politique et social de la Hongrie était très « ancien régime » pour nos républicains agnostiques et roturiers. L'échec de Károlyi et de Béla Kun rendant ce pays encore plus rétrograde aux yeux des Français. Par ailleurs la question principale pour la France était — alors même que la Hongrie ne pouvait avoir qu'une armée de 35 000 hommes selon les dispositions de Trianon — celle de savoir qui dispose de la force d'armée sur le terrain ? Qui de facto peut aider la France à contenir l'Allemagne immédiatement, militairement ? Or, c'est l'armée serbe et c'est l'armée tchèque et c'est l'armée polonaise et c'est l'armée roumaine et personne d'autre que ces quatre là. Et pas simplement pour contenir l'Allemagne et c'est là la deuxième fonction de ces quatre grandes armées tournées vers l'Est autant que vers l'Ouest german ; vers l'Est c'est le cordon sanitaire, rôle qu'elles ont obtenu à la force du poignet, par leur sacrifice héroïque (légions tchécoslovaques en Russie), par leur présence physique sur le terrain dans la constellation antibolchevique et c'est cela qui a décidé la Grande-Bretagne singulièrement à reconnaître en juillet 1918 le Comité national tchécoslovaque comme un gouvernement provisoire de plein droit. C'est parce qu'il était en Sibérie au moment où il était militairement indispensable qu'il a été légitimé y compris en Europe centrale. Il en sera

¹⁴ Voir François Fejtő, *Mémoires de Budapest à Paris*, Paris, Calman-Lévy, 1986, p. 30-33 et 134.

¹⁵ Voir id., passage extrait d'une version plus ancienne des mêmes mémoires et ôté de la version définitive in « Réfugié, apprenti immigré, 1938 », in *France-Forum*, janvier-mars 1986, p. 28. François Fejtő note que cette ancienne francophilie à rebours de l'opinion publique hongroise a provoqué chez Károlyi une « rancune » qui le précipitera dans les bras de Moscou (ibid.). Par contre, les francophiles de la vieille école qui le demeurèrent se firent encore plus isolés car ils furent perçus dans leur exil de Vienne et Novi Sad comme des traîtres aux yeux de l'opinion publique de leur pays (Voir id., *Mémoires*, op. cit., p. 40).

¹⁶ Voir le *Journal Officiel*, 1921, 12 juillet n°102.

de même lors de la résistance militaire des Tchèques aux armées de Béla Kun. Sans le front antibolchevique il n'y aurait pas eu cet intérêt supplémentaire parfois décisif pour les gens qui hésitent (ce ne sont pas les Français mais les Britanniques) pour soutenir les lobby tchèques contre les lobby hongrois.¹⁷ Or l'option de Paléologue qui était prêt à accorder aux Hongrois des rectifications de frontières pourvu qu'ils entrent dans ce nouveau bloc avec les pays de la future Petite Entente, cette option est rejetée par ces derniers pour lesquels le révisionnisme hongrois est plus dangereux que l'Allemagne et la Russie soviétique.¹⁸ Ce n'est pas la priorité de la France mais cette dernière n'a pas le choix de ses alliés en Europe centrale et orientale car la Hongrie, de même que les autres pays vaincus et que la Russie soviétique elle-même, est l'amie de l'ennemi allemand et l'ennemie des traités de paix engendrés par la France.

Autre raison de l'hungarophobie : la détestation qu'ont les *intellectuels* roturiers, républicains et anticléricaux, tels Ernest Denis ou Louis Eisenmann de la Hongrie du fait de sa germanophilie dont depuis Andrassy même Vienne avait eu à se plaindre. *Pars pro toto* : pour ces intellectuels officiels devenus protagonistes d'Etat depuis 1914 si une nation est favorable à « l'alliance allemande » elle est nécessairement anti-française et, quant à son système interne, antidémocratique et persécutrice des minorités.¹⁹ L'Etat hongrois/magyar est, pour Eisenmann, nécessairement tyrannique et la Hongrie officielle fatalement pro-allemande. Par contre il compte sur l'opposition démocratique et fédéraliste des intellectuels éclairés tels le comte Michel Károlyi et le sociologue Oszkár Jászi ainsi que sur la paysannerie pauvre pour créer une démocratie hongroise incluse (corsetée ?) dans une « Confédération danubienne ou danubo-balkanique ».²⁰ Ce projet se conçoit seulement sans leadership hongrois, contrairement aux rêves de Kossuth, mais il permet de garantir la « prospérité économique » de la région toute entière et d'en exclure définitivement l'Allemagne, quelle qu'elle soit. Ainsi, bridant un peu l'ardeur des séparatistes slaves d'Europe centrale et balkanique, certains « milieux autorisés » français, s'ils répugnent à abandonner l'option d'une fédéralisation de l'Europe centrale et d'une Hongrie démocratique pro-française, ne songent plus à empêcher la balkanisation de l'Europe centrale politique, quitte à essayer de maintenir l'unité économique de la région et, ce faisant, de garder au moins une (petite) carte hongroise. Cette position qui est aussi celle du journaliste du *Temps* Charles Rivet, est battue en brèche par ceux, et Ernest Denis en est, de même que les hautes sphères de l'armée française derrière Foch, qui ne pensent qu'en termes de rapport de forces militaires. Il suffit pour eux de construire une « digue » y compris en créant entre la future Yougoslavie et la future Tchécoslovaquie le fameux « corridor » pour lequel plaidera à Versailles Eduard Beneš. Précisons ici comment cette

¹⁷ Pour plus de détails voir VI. Cl. Fisera, art. cit.

¹⁸ Voir une analyse plus développée dans VI. Cl. Fisera, *Les peuples slaves et le communisme de Marx à Gorbatchev*, Paris, Berg International, p. 172 et suivantes.

¹⁹ Voir la préface d'Eisenmann alors chargé de cours à la Sorbonne à l'ouvrage de Stéphane Osusk et Jules Chopin (alias J.E. Pichon, lecteur chargé de cours à l'Université Tchèque de Prague de 1902 à 1919 et secrétaire d'Ernest Denis, professeur à la Sorbonne), *Magyars et Pangermanistes*, Paris, Bossard, 1918., (La préface a été écrite entre fin février et début avril 1918.) p. I-VII.

²⁰ Ibid., p. VI.

idée s'est diffusée : tout d'abord il y a le livre *Slovensk svit* (Le monde slave, titre dont s'inspirera Ernest Denis pour trouver un titre à sa revue publiée à Paris pendant la guerre) publié en 1910 à Prague par l'archéo-ethnologue tchèque Lubor Niederle. Il remarque « une longue chaîne de villages croates » allant de la Drave croate à la Morava inférieure slovaque séparant l'Autriche de la Hongrie, suivant d'ailleurs au nord les rives de la Leitha. Les Wasser-Kroaten se « slovaquisent » vers le nord, selon Niederle. Le lobby germano-austro-hungarophobe parisien se saisit de cette idée et, dès 1915, le Dr A. Chervin dans son ouvrage *L'Autriche et la Hongrie de demain*, quatre ans avant Beneš, fait de ces nodules scientifiques secondaires un pont territorial « long de 200 kilomètres, large de 80 à 100 kilomètres » (alors que n'y vivent que 45 000 Croates à côté de 221 000 germanophones) chargé d'unir physiquement Tchécoslovaquie et Yougoslavie achevant ainsi de désagréger la Double Monarchie et d'encercler la Hongrie. En 1916 on publie d'ailleurs dans une traduction de Louis Léger le livre de Niederle en changeant le titre de manière significative, « Le monde slave » devenant « La race slave » (sic).

Ainsi la majorité des élites françaises, slaves et hongroises partage dès 1916 les mêmes prémisses ethnocentristes en matière de politique danubienne. Louis Kossuth, dès juin 1848, avait abandonné l'amitié de la France, coupable de se payer de mots, alors que les mots n'ont pas aidé la Pologne francophile. L'Etat hongrois préférera l'épée allemande et les Slaves révoltés celle de la France. Tant pis pour la réciprocité culturelle et le cosmopolitisme pan-européen ou fédéraliste qui allait avec. Dans le livre déjà cité de Chopin et Osusk (futur ambassadeur tchécoslovaque à Paris pendant vingt ans, jusqu'à la terrible épreuve pour ce francophile slovaque que fut le fait d'y vivre la trahison de Munich) on fait des gorges chaudes des « raisonnements » de l'Entente qui espéraient en la nation hongroise parce que « de temps en temps » elle s'intéressait « aux modes, à la littérature et à l'art français » ou *étonnait* les sportsmen anglais par « sa passion pour les courses de chevaux. »²¹ La SdN elle même n'aura pas une capacité d'intégration immédiate de ces « nationalités jeunes ou rajeunies, gourmandes, âpres » dont parlait le sénateur Paul-Boncour, alors dans l'opposition lors de la discussion parlementaire du traité de Trianon.²² Et avant cet échec suivant l'échec durable en 1919 du régime des démocrates hongrois Károlyi et O. Jászi, régime que L. Eisenmann avait appelé de ses vœux un an auparavant. Eisenmann en « raisonneur » de l'Entente avait sousestimé la puissance des passions nationalistes qui a interdit à Jászi, ministre des minorités, de les défendre en fédéralisant le pays, y compris face à Károlyi son président en 1919, dans la tourmente de la guerre civile et étrangère. Et ce, alors qu'il avait su, lui Jászi, davantage oser défendre les sujets hongrois non magyarophones ... avant 1914.

Le doute s'installe dans les esprits après Versailles

Ainsi les traités entre la France et ses alliés, les voisins de la Hongrie, seront-ils comme les traités entre ses voisins, tous fondés entre 1920 et 1927 sur « l'ordre établi »

²¹ Osusk et Chopin, op. cit., p. 145 et 47.

²² Extraits in Varga, op. cit., p.120.

(traités signés par la France en 1924-1927) et auraient-ils pour but de « maintenir l'ordre créé par la paix de Trianon » (premiers traités entre pays de la Petite Entente, de 1920-1921). Dans ce dernier cas, le seul ennemi désigné est la Hongrie et le seul traité évoqué Trianon. Seule la Yougoslavie mentionne aussi dans son traité avec la Roumanie le danger bulgare.

La France fera élargir ces dispositions à la défense de l'Autriche indépendante, au danger allemand et à « l'ordre établi par (tous) les traités de paix ». On note toutefois que l'Italie fut plus rapide que la France à « sauvegarder ses intérêts politiques en Europe centrale ». ²³ Et puis, à mesure qu'on avance dans les années vingt des voix moins euphoriques commencent à se faire entendre. De retour d'Europe centrale dès 1922, Wladimir d'Ormesson note que le potentiel d'agression allemand reste entier alors que les Etats pro-français sont hétérogènes et faibles. Il observe que la Hongrie a également conservé ses forces et son unité. L'interdiction du retour d'un roi en Hongrie, vu le soupçon infondé de la France et de ses alliés que le roi signifie agression irrédentiste, n'a produit qu'une « double blessure multipliée » en Hongrie, pays menacé par ses voisins pro-Versailles et qui, « déduction toute logique », s'allie à l'Allemagne et à l'Italie par « communauté d'intérêt » ²⁴. Même Jules Chopin, après un voyage en Europe centrale en 1928-1929, regrette que l'on n'ait pas favorisé le développement économique des petits paysans hongrois de Slovaquie, ni assuré « une raisonnable décentralisation » ²⁵ et en Tchécoslovaquie et en Yougoslavie. On eût pu aussi moins censurer les publications venant de Hongrie pour éviter de s'aliéner « certains intellectuels magyars des villes ». ²⁶

Que n'y eût-il pensé en 1918 et n'en eût-il persuadé le Slovaque Osusk ! Il remarque également que malgré le prestige des lettres françaises (encore qu'on en soit resté à Hugo et Dumas !) et une ancienne « affection » pour la France, la Grande-Bretagne et l'Italie ont des amitiés qui pour être plus récentes n'en sont pas moins plus actives car elles ont laissé espérer aux Hongrois un « remaniement amiable des frontières » même si c'est à long terme. ²⁷ Allié à des tout nouveaux doutes sur la capacité d'arbitrage de la SdN, Chopin se surprend à envisager désormais un plus grand « écho chez nous » de la cause hongroise pourvu qu'elle sera formulée avec modération. ²⁸ L'évolution des esprits, sur dix ans, est frappante.

Autre tournant, c'est évidemment après 1933 l'arrivée au pouvoir d'Hitler, l'échec de Barthou, l'échec des Locarno orientaux sous toutes leurs formes et nous avons à nouveau chez des politiciens français non marginaux mais souvent assez loin du pouvoir une nouvelle position qui elle exige l'abandon de l'alliance prioritaire avec

²³ Voir Vladimir Vocho, « Les traités conclus par les Etats de l'Europe centrale », dans *Etudes centre-européennes*, Prague, 1937, p. 158.

²⁴ W. d'Ormesson, *Nos illusions sur l'Europe Centrale*, Paris, Plon, 1922, p. 33-34.

²⁵ J. Chopin, *De l'Elbe aux Balkans, l'Europe centrale nouvelle*, Paris, Baudinière, 1929, p. 48 et suivantes, p. 180-181.

²⁶ Ibid., p. 50-51.

²⁷ Chopin, op. cit., p. 105.

²⁸ Ibid., p. 106.

Prague et Belgrade. Raymond Recouly, célèbre journaliste du *Figaro* spécialiste de l'« Est », écrit en décembre 1935 dans sa préface au livre d'Henry Laporte *La Nouvelle Europe vient d'avoir seize ans* : « La nouvelle Europe, comme les traités qui l'avaient faite, reposait sur ce postulat : la supériorité militaire de la France, aidée par ses alliés, sur l'Allemagne (souligné par Rémond Recouly) » Cette supériorité militaire, à l'heure présente, n'existe plus ... La base des traités et par conséquent aussi celle de la nouvelle Europe se trouvent — que nous le voulions ou non — ébranlées ». ²⁹ Il en conclut qu'il faut un « accord diplomatique », c'est-à-dire un « compromis », « consentir des concessions » à l'Allemagne. ³⁰ Toutefois, pas question ajoute H. Laporte dans le corps de l'ouvrage de permettre la restauration d'un Habsbourg à Vienne et à Budapest, même si par ailleurs cela calmerait les Allemands. En effet « ce serait offrir un point d'appui dangereux aux revendications de minorités mal assimilées, aux Magyars, par exemple ». ³¹ Une fois de plus, Prague (« M. Beneš ») étant opposée au retour du roi à Budapest et à l'autonomie des Hongrois de Slovaquie, a fortiori à l'Anschluß, la France « ne peut que se trouver avec son « amie et alliée » ». ³²

Or les Tchécoslovaques et les Yougoslaves se placent dans le sillage du modèle français fermant dès 1919 l'Université hongroise de Bratislava (ce contre quoi protestera vivement au nom de « l'anti-tchéquisation » la revue de Budapest en langue française *Les Pays du Danube*, avril 1922, p. 89-90, « La suppression définitive de l'Université de Pozsony ») ou supprimant en Voïvodine les écoles hongroises sous prétexte qu'elles sont privées. ³³ De la même manière, l'attentat de Marseille provoquera en France une campagne anti-hongroise frénétique, la Hongrie étant stigmatisée comme « féodale » et « champion politique du révisionnisme territorial » à qui on impute la volonté de récupérer ... la Croatie. ³⁴

L'apaisement français contre les démocrates et les fédéralistes

L'effet de ces évolutions sera la tentation égoïste d'un Laval s'appuyant sur l'Italie et lâchant la Petite Entente, favorisant même le réalignement de Belgrade et de Bucarest, sinon de Prague, sur Rome en politique et Berlin en économie. Ces cavaliers seuls encouragés par Paris signifiaient la deuxième mort du fédéralisme ou confédéralisme pan-danubien et la fin de l'option fédérale comme solution à la question des minorités hungarophones. Le séparatisme intérieur et extérieur était de mise et, en France, la

²⁹ *La Nouvelle ...*, op. cit., Paris, Lanore (s.d., date de la préface : décembre 1935), p. XVII.

³⁰ *Ibid.*, p. XVIII.

³¹ *Ibid.* p. 117.

³² *Ibid.*, p. 119. Les guillemets dans les guillemets, « amie et alliée » sont de l'auteur, ce qui montre combien la Tchécoslovaquie avait une place privilégiée dans toute réflexion française en ces matières et que le temps semblait jouer en sa faveur.

³³ Dans Varga, op. cit., p. 103-104.

³⁴ Edouard Plantagenet (« professeur au Collège libre des sciences sociales, directeur de « *La Paix, revue internationale* » *La bande terroriste Pavlevitch-Pertchertz-Pertchevitch à la solde du révisionnisme*, éd. La Paix, s.d. (fin 1934), p. 5.

grande peur des nantis contre les populations étrangères « qui nous amenaient la guerre » triomphait. La crise économique, dès 1929-1931, puis la lutte contre le front populaire et le parlementarisme menées par les extrémismes (communistes ou d'extrême droite) gagnèrent du terrain et firent que les « amis hongrois de la République française », nom d'une association créée par Paul-Boncour en 1937 pour *contrebalancer* la xénophobie croissante³⁵, étaient en cette deuxième moitié des années trente « démodés, marginalisés » avec leurs idées de « libéralisme, individualisme, non-violence, réformisme ... ».³⁶

Conclusion

En conclusion on peut dire que le problème de ces minorités hongroises c'est le problème de la confusion entre Magyars et Etat hongrois. Et les uns, c'est-à-dire Budapest, et les autres ont insuffisamment insisté sur la distinction à apporter entre la citoyenneté et la nationalité. La cause de cela évidemment c'est la nature de l'Etat centralisé et du mythe d'Etat du tchécoslovaquisme, du yougoslavisme et du magyarisme qui exclut les conceptions pluralistes. S'il n'y a pas cantonalisation, il ne peut pas y avoir de reconnaissance de cette distinction entre l'hungarophonie et la loyauté envers un état étranger devenu mixte. De ce point de vue là les torts sont partagés. Il faut dire que Budapest a quand même une conception extrêmement dure concernant les minorités qui restent sur son territoire ; conception qui veut que les Slovaques de Hongrie (même s'ils sont très peu nombreux) ne sont que slovacophones, qu'ils sont des Magyars de « nationalité » et qu'ils ont un sentiment national hongrois. Toute chose que la propagande tchèque utilise contre cette même Hongrie pour montrer que les Hongrois n'ont pas à se mêler des affaires des Etats successeurs du Nord et du Sud puisque eux-mêmes maltraitent leurs (rares) minorités.

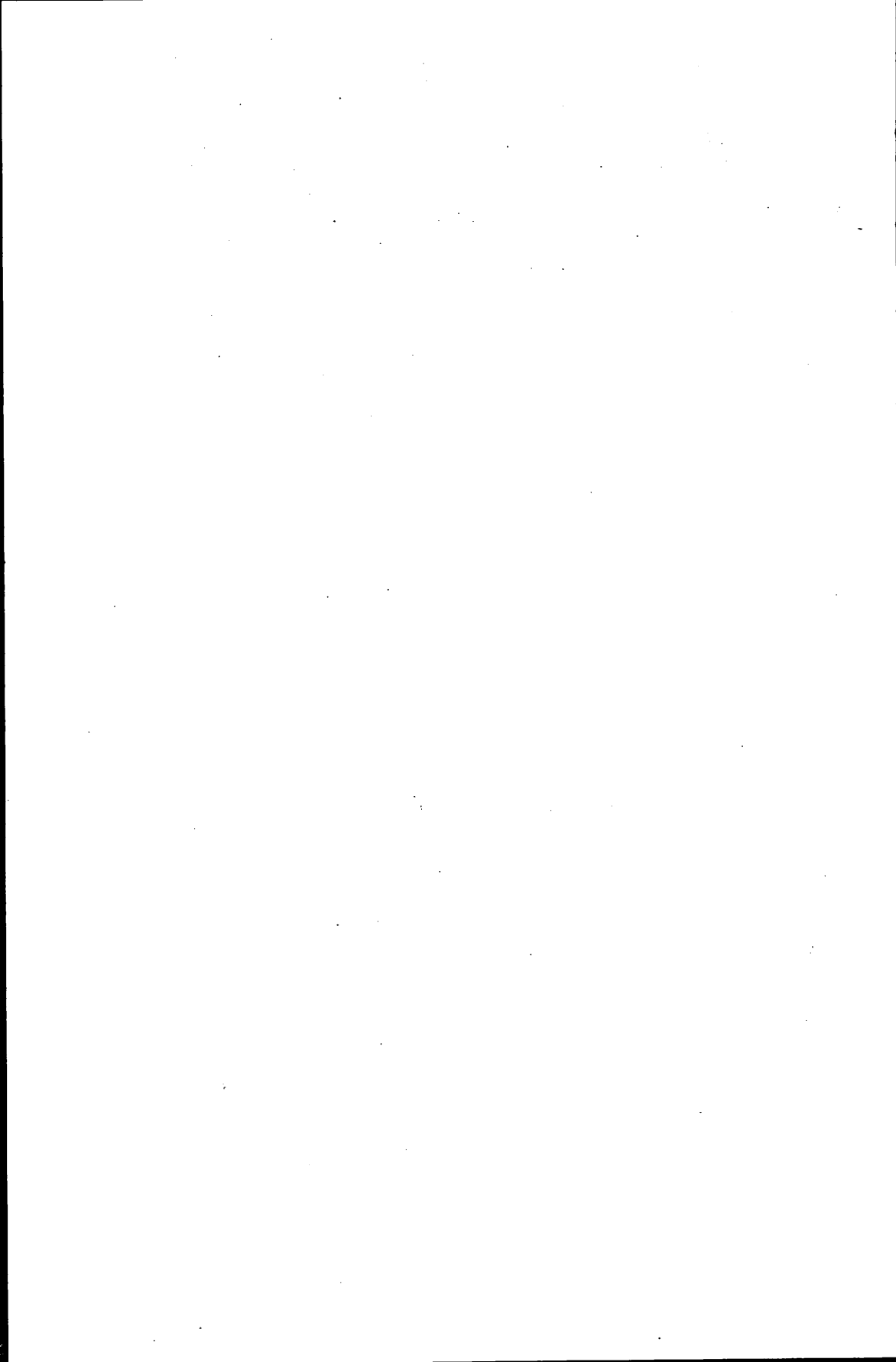
Autre chose c'est le refus de considérer que les formes institutionnelles de ces minorités doivent être des formes permanentes. Et là c'est la limite à mon avis des vertus de Masaryk ; il pensait pourtant qu'il fallait aider les minorités et leur a donné le droit de porter sur leur passeport une nationalité qui ne correspond pas à leur citoyenneté, y compris pour les Juifs qui pouvaient se dire Israéliens 30 ans avant la naissance de l'Etat d'Israël. Ils n'en ont d'ailleurs pas profité, ils se sont presque tous déclarés Allemands. C'est un autre problème. Masaryk lui-même pensait que la protection des minorités est quelque chose de transitoire. Lui aussi était un digne élève des Américains et de la France jacobine, pensant que très vite, par le développement de la démocratie parlementaire, et par le développement de valeurs civiques, les survivances (c'est ainsi qu'il interprétait le sentiment d'appartenance nationale, comme une survivance du passé prépolitique, prémoderne) s'étioleraient et seraient remplacées par une

³⁵ F. Fejtő, *Mémoires ...*, op. cit., p. 148-149. Cette association, rejetant fin août 1939 Károlyi qui refusa de condamner le pacte germano-soviétique, fit partie avec d'autres (tchécoslovaques, yougoslaves, polonaises, ...) des Amis étrangers de la France, qui recrutèrent dès septembre 1939 des volontaires pour aller s'engager dans l'armée française contre le péril hitlérien.

³⁶ F. Fejtő, *Où va le temps qui passe ?*, Mémoires parlées, Paris, Balland, 1991, p. 65.

conscience civique moderne d'identification avec l'Etat démocratique pluraliste et parlementaire. Il pensait en dernière analyse qu'au bout de 15 ans il n'y aura plus de partis allemands ni de partis hongrois, il y aura des tendances germanophones et hungarophones dans les partis agrarien, social-démocrate ou benesien et que petit à petit elles se disperseront dans les ailes droites, gauches ou centristes de ces trois partis. Evidemment il n'en a rien été, cette myopie envers le volet collectif des droits démocratiques qui est celui de l'appartenance identitaire collective minoritaire a été un point aveugle extrêmement grave même pour les démocrates les plus sérieux comme l'était Masaryk. Cela l'était a fortiori pour les « parrains » français des démocrates d'Europe centrale.

Autre chose et là c'est l'actualité qui nous interpelle, il est clair aussi que la SdN a été extrêmement inefficace puisqu'elle n'a pas permis l'accès direct à sa procédure des gens les plus concernés, a laissé un droit de veto aux grandes puissances et même aux Etats qui étaient l'objet de plaintes. C'est souvent l'émigration à l'étranger qui devait se faire le porte-parole des minorités ou alors les Etats voisins. On ne reconnaît pas les associations non étatiques des minorités qu'il s'agisse des hungarophones en Slovaquie ou des slovacophones en Hongrie parce qu'il n'y avait pas de véritable place pour ce qu'on appellerait aujourd'hui les ONG. Certes on verrait, et il serait bon de l'étudier, ce que fait le Congrès du mouvement des minorités nationales qui se réunit beaucoup à Genève et à Lausanne, où dans les années 30, cette dernière résistance symbolique malheureusement souvent pénétrée par les communistes, contre le révisionnisme cette fois hitlérien, c'est-à-dire l'Union paneuropéenne des associations pour la SdN où sont représentées, à part égale, les associations non gouvernementales des nationalités non étatiques avec d'autres qui, elles, représentaient les Etats successeurs. Toutefois, la France, qui avait la force matérielle pour résister, fluctuait entre indifférence, temporisation et solution égoïste, voulant rester en paix à tout prix alors qu'on était, pour reprendre le titre d'un poème de Miklós Radnóti, *A l'heure de l'impatience*.



Emigrations et identités ethniques

(*Enseignements à tirer des recherches sur
les expériences hongroises aux États-Unis*)

L'émigration des Hongrois a une longue et complexe histoire. En plusieurs vagues résultant de motifs très variés, les Hongrois ont émigré dans de nombreux pays. Outre des émigrants individuels, c'est-à-dire les réfugiés du XVIII^{ème} ou XIX^{ème} siècle, ou encore les artistes, les militaires célèbres d'époques plus reculées, l'émigration de masse de la population du pays remonte à bien plus de cent ans. Il y a, en effet, une rupture nette. Par leurs caractères et motivations, les mouvements de population de ces cents dernières années sont si différents qu'ils ne peuvent pas être traités comme de simples phases d'un processus social continu ou univoque. De cette longue tradition migratoire les expériences les plus variées et les plus connues se rattachent aux États-Unis ce qui explique que les enseignements du cas américain méritent une attention particulière. Pour cette raison et sur la base de recherches approfondies sur l'immigration hongroise et sur les communautés magyares aux États-Unis on essaiera de formuler quelques points de vue utiles pour l'étude de ces questions dans un contexte européen, notamment français. Les réflexions qui suivent ont des visées pratiques ; elles sont utilisées dans les recherches en cours et s'insèrent sur le plan théorique dans le champ comparatif franco-américain.

En insistant sur la constitution de l'*identité* de la population issue de l'immigration, il faut se garder d'oublier que c'est la nature même de ces mouvements fort divers que d'être caractérisée par des stratégies identitaires. Un des apports de la littérature récente sur les groupes ethniques aux États-Unis réside dans l'idée que toutes les formes d'identité sont des constructions historiques et sociales. Dans cette perspective, analysant les processus culturels et sociaux, les historiens ont commencé à être de plus en plus intéressés par les mutations par lesquelles les immigrants ont cessé d'être des étrangers. Là, on peut formuler quelques questions importantes (déjà étudiées par l'auteur dans le contexte américain) qui sont pertinentes également en France. Comment l'altérité des immigrants s'est-elle transformée dans les conditions du pays d'accueil ? De quelle façon tel ou tel groupe est-il devenu groupe ethnique ? Comment et dans quelle conjoncture cette identité ethnique s'est-elle définie ? L'approche « ethnique » recouvre-t-elle tous les aspects du phénomène national ? En abordant l'autre côté de la problématique : qu'est-ce que signifie l'identité nationale en situation d'émigration ou de diaspora ? Et enfin, comment pourrait-on définir ou circonscrire les limites, l'horizon des traits d'appartenance ?

Pour répondre à ces interrogations, c'est l'étude du mouvement migratoire vers l'étranger et tout particulièrement de ce que l'on appelle la « grande émigration économique » qui nous fournit le meilleur point de départ.

La Hongrie est l'un des derniers pays européens à être atteint par l'émigration intercontinentale, dans le dernier tiers du siècle passé. Après un accroissement continu, ce mouvement de population a connu sa pleine dimension et son intensité la plus forte à partir du tournant de ce siècle jusqu'à l'éclatement de la première guerre mondiale. Les migrants, principalement paysans, travailleurs agricoles, mais aussi artisans et habitants de petites villes ou petits nobles déclassés en Hongrie, travaillaient dans les secteurs qui exigeaient de la main-d'œuvre non qualifiée, c'est-à-dire dans les mines, dans l'industrie lourde de grands centres urbains développés. De la fin du dix-neuvième siècle à 1914, 1,2 millions de personnes ont quitté la Hongrie et se sont installées temporairement ou définitivement aux États-Unis. La plupart des migrants se sont recrutés parmi les nationalités de Hongrie, les Hongrois ne représentaient que 33% du total. En dépit de fluctuations temporaires et des retours continus des migrants, la population hongroise aux États-Unis comptait presque un demi-million de personnes comme l'indiquent les réponses à la question sur la langue maternelle du recensement américain de 1920. (Parmi les 474 000 personnes de langue hongroise les immigrants étaient 268 000 et la seconde génération 205 000.) Ce type de flux s'est perpétré jusqu'aux années trente, à la crise mondiale, mais dans une mesure plus limitée, à cause de la politique d'immigration restrictive (quotas) américaine. C'est une des causes extrinsèques qui explique que les travailleurs hongrois se sont tournés vers la France, laquelle, dans ces années-là, avait grand besoin de main-d'œuvre. La première phase du mouvement vers la France, dans la perspective de l'émigration hongroise centenaire, correspond au dernier stade du trajet obligé de la grande émigration économique (comme le mouvement vers le Canada.) Cela explique qu'il y a une similitude visible entre les deux variantes de l'émigration de masse (vers les États-Unis et vers la France). Une différence résulte cependant du fait que dans l'entre-deux-guerres la proportion des migrants politiquement plus conscients était plus forte. En outre, la composition sociale a changé elle aussi. La part des citadins, des personnes de classe moyenne et des intellectuels était plus importante qu'au tournant du siècle. Ajoutons que cette évolution n'était pas inconnue aux États-Unis à cette même époque.

L'identité dans cette situation migratoire, surtout autour de la première Guerre Mondiale, était fortement liée à l'existence d'ouvriers migrants. Cet aspect, il faut le souligner, est le premier trait de l'identité. La plupart des Hongrois qui se sont dirigés en masse vers l'Amérique du Nord n'avaient pas l'intention de s'y établir, ce qui eut un effet sensible sur leur comportement. L'activité quotidienne était dominée par un travail constant, dur et fatigant. La grande mobilité géographique des travailleurs migrants dans le pays était un trait significatif. Le va-et-vient des hommes entre le pays d'origine et le pays d'accueil était aussi fréquent. Par conséquent, tant au niveau communautaire que dans la vie individuelle, l'identité des immigrants était marquée par une sorte d'instabilité et l'inconstance. On peut dire que l'instabilité est presque toujours l'un des caractères les plus importants des situations d'émigration, d'exil ou liées au sort des réfugiés. Mais elle ne se manifeste pas au niveau imaginaire ou idéologique, comme pour les exilés politiques de l'après deuxième guerre mondiale. Les retours — ou du moins la possibilité de la remigration — étaient réels et fréquents pendant les années classiques de l'émigration économique. L'état transitoire du séjour à l'étranger de beaucoup de travailleurs migrants affaiblissait la cohésion interne des

colonies d'immigrants et de leurs différentes communautés. Mais il est bien entendu que ceux qui ont définitivement quitté leur pays (ou après un séjour temporaire, ont abandonné une idée de retour) ont dû construire l'identité d'immigrant ou surmonter leur existence d'étranger.

Examinons maintenant quelques autres traits des modalités de la construction de l'identité au niveau du groupe, et non pas de l'individu.

Pour que les masses de migrants puissent s'organiser en « communauté », plus précisément en différents groupements, plusieurs obstacles devaient être surmontés. En premier lieu à cause d'une part de leur étrangeté et de leur isolement, et d'autre part des circonstances déplorablement dangereuses sur les lieux de travail il fallait se grouper, et pas à pas les migrants s'associaient à plusieurs pour créer les cadres, pour établir un mode de survie. Dans la conjoncture locale comme aux États-Unis en général, l'organisation communautaire connaissait différentes trajectoires. Pour n'en énumérer que quelques unes, il importe de citer les caisses d'assurance mutualiste, la presse des immigrés, les communautés religieuses puis les Églises, les associations culturelles ainsi que les associations au sein du mouvement ouvrier. L'histoire de ces institutions peut, s'il elle est faite avec minutie, éclairer le dynamisme d'un univers d'immigrants qui était tout à fait marginal par rapport à la société majoritaire. Ce que l'on veut souligner pour l'instant, c'est l'importance des élites. Elle est marquante non seulement quand il s'agit d'établir et d'organiser les communautés des immigrés, mais aussi sous le rapport de leur capacité à définir consciemment leur identité. C'était le double rôle de l'élite des immigrés dont les membres se sont recrutés parmi les prêtres, les journalistes, les agents commerciaux ou les petits banquiers immigrés, les leaders du mouvement ouvrier et les autres personnages marquants de la vie associative ou de la politique locale. L'apparition du leadership est inséparable de la formulation de l'identité. Pour résumer, l'un des traits importants de cette identité est le poids de sa genèse, que l'on vient de décrire brièvement, c'est-à-dire de son *caractère associatif*, lequel était fortement dominé par une élite dont la nature vient d'être esquissée. Il s'ensuit que les formes et le contenu de l'identité hongroise se sont fréquemment manifestés dans l'activité communautaire. La conscience et le comportement des immigrés étaient ainsi soutenus par des liens d'appartenance vivants.

Évidemment, comme les autres immigrants en général, les Hongrois aux États-Unis ne formaient pas un groupe homogène. Dans cette perspective et si l'on abandonne le paradigme traditionnel d'assimilation unilinéaire, l'analyse historique détaillée montre la multiplicité du phénomène qui est habituellement appelé « *amerikai magyarság* » (les Hongrois d'Amérique). Cette désignation obscure suggère idéologiquement l'unité de cette identité. L'interprétation des mutations sociales et culturelles en situation de diaspora met en relief la complexité existant derrière des tableaux statistiques impersonnels.

L'examen des colonies de Hongrois dans les localités montrent des clivages internes liés à toute une série de facteurs qui évoluent dynamiquement dans le temps. L'hétérogénéité provient en partie du « bagage culturel » importé des immigrants, et en partie du contexte socio-culturel et politique du pays receveur. On viendra au premier point plus tard en traitant quelques spécificités hongroises. L'occupation, le statut social atteint dans la société américaine a aussi diversifié les communautés issues

de l'immigration hongroise, alors que les Hongrois occupaient collectivement une place déterminée au bas de la hiérarchie sociale. Pour certains, une tendance à l'ascension sociale de la population d'origine hongroise plus grande qu'avant la guerre est visible à partir des années vingt, mais pour les autres, surtout pour les enfants des immigrés, elle n'est devenue accessible qu'après la deuxième guerre mondiale dans les années de prospérité.

Le développement de l'identité collective et les conflits qu'il a pu générer sont largement tributaires des dissensions politiques, importées ou nées sur place, qui divisent la communauté. Ainsi les ouvriers qualifiés avaient souvent participé aux mouvements syndicaux et politiques en Hongrie et retrouvaient aux États-Unis le chemin de la vie syndicale ou politique. Mais il y eut aussi des ouvriers non qualifiés, qui arrivant dans un milieu urbano-industriel nouveau pour eux entrèrent alors en politique. Pourtant, même si on peut constater que certains groupes d'immigrés hongrois ont surtout mis en avant la solidarité de classe, il ressort clairement que l'identité ethnique et la solidarité de classe ne s'excluaient pas obligatoirement. La diversité des situations d'identification et le contenu politiquement neutre de la culture ethnique rendaient en effet possible le fait d'assumer, pour un individu, à la fois ses liens avec le groupe ethnique et avec sa classe. Pour nous, vu la participation importante des Hongrois au mouvement ouvrier en France, le rapport entre identité ethnique et solidarité de classe sera un des thèmes prioritaires de la recherche sur les années vingt et trente.

Dans l'entre-deux-guerres l'identité a pris de nouvelles significations. Ce sont les processus de passage du stade d'immigrant à celui de membre d'une minorité ethnique qui se développent dans cette période. Dans ces nouvelles circonstances historiques la relation entre la société (et la politique américaine) — et l'immigration a été profondément transformée. Quant aux immigrants, il semble utile de mentionner trois aspects fondamentaux de la mutation de leur situation.

Premièrement, c'est au cours des années vingt que les « nouveaux immigrés », dont les Hongrois et d'autres venus de l'Europe de l'Est et du Sud, se virent contraints à se fixer dans leur pays d'accueil. Ce fait est indissociable de l'interruption du recrutement continu des colonies, y compris de celle des Hongrois, à la suite de la fermeture des ports aux États-Unis. Le restrictionnisme américain les affecta durement ce qui déboucha sur une frustration identitaire. Les réseaux interpersonnels et les chaînes migratoires liant les migrants et le pays natal, l'« old country » ont été coupées. En même temps l'opinion américaine a développé un sentiment anti-immigrant. Il reste que tout en reconnaissant la nécessité de s'installer et d'être naturalisé même peu avant la deuxième guerre mondiale, il y avait tout de même plus de cent mille Hongrois (personnes ayant vécu en Hongrie) qui n'avaient pas acquis la nationalité américaine, ce qui démontre la force de l'incertitude initiale des migrants face au sol choisi.

Deuxièmement, l'apparition de la seconde génération était particulièrement significative tant dans les milieux familiaux qu'en ce qui concerne les Hongrois comme groupe aux États-Unis. Par leur loyauté politique et ethnique ou leur situation dans la société américaine, les enfants des immigrants qui ont vécu et ont été éduqués en Amérique se sont considérablement différenciés de leurs parents. En bref, le plan générationnel de l'image hongroise qui était (re)défini autant par l'élite ancienne des

immigrés que par leurs descendants a donné de nouvelles significations à l'identité des communautés venues à l'origine de Hongrie.

Troisièmement, les changements de la situation macro-économique à cette époque ont eut des effets très importants et directs sur l'élaboration des stratégies identitaires. Les immigrants et leurs descendants pouvaient profiter des conditions américaines, mais en dépit de la consolidation matérielle, leur sécurité de vie n'était pas tout à fait assurée. L'interruption causée par la Grande Crise économique, à un moment où ils n'étaient pas encore capables de se stabiliser, a transformé, et même mis en cause, leur identification avec le pays d'accueil. Après une longue période de relèvement, la situation de la population issue de l'immigration a été de nouveau critiquement affectée par la deuxième guerre mondiale. Pour les Hongrois, il y eu une sorte de crise d'identité car leur pays d'origine appartenait au camp opposé à celui de leur pays d'accueil.

On peut dire que les traits mentionnés ci-dessus se retrouvent plus ou moins chez les autres groupes originaires d'Europe de l'Est. Plus précisément, de tels cadres constituent vraiment les conditions du développement de l'identité, et en même temps leur existence et leur fonctionnement est l'un des caractères de l'identité immigrante et/ou ethnique. Alors, comment définir la spécificité hongroise dans une telle situation ?

En bref, il convient de distinguer trois différents points de vue, qui sont les suivants :

1. Les forces spécifiques aux Hongrois qui affaiblissaient la cohésion de groupe. Ici, l'accent doit être mis sur les traits auxquels on s'est déjà référé, ceux qui viennent du « bagage culturel » des immigrants. Il y en a plusieurs, mais les clivages religieux étaient déterminants. Ils étaient plus grands que chez les autres groupes. La plupart des immigrants hongrois étaient catholiques, mais du point de vue de la composition ethnique les communautés religieuses présentaient en plusieurs endroits une hétérogénéité visible. Les Églises, les communautés religieuses des immigrants, en tant que cadres importants de la constitution du sentiment national n'ont pu remplir cette fonction qu'au prix de beaucoup de tensions communautaires et idéologiques. Les protestants en terme d'ethnicité plus homogène que les catholiques se divisaient en trois ou parfois quatre groupes en fonction de leurs liens avec les autorités ecclésiastiques. L'appartenance à l'une des hiérarchies américaines ou à l'Église Réformée de Hongrie a non seulement partagé, même dans l'activité quotidienne, les groupes de fidèles, mais cela a abouti à créer un obstacle au développement d'une identité commune des immigrants calvinistes. On pourrait également mentionner les autres confessions religieuses moins importantes ou le rôle spécifique des Juifs en provenance de la Hongrie, et il est incontestable que la religion n'a pu être l'axe autour duquel l'unité ou l'identité commune des Hongrois pouvait se former, à la différence d'autres immigrants, comme les Polonais, les Arméniens par exemple.

Un autre point important tient au nombre des migrants. Cela aussi affaiblissait la cohésion interne de groupe. Les Hongrois, tant les immigrants que leurs descendants ethniques actuels appartiennent aux groupes restreints et presque invisibles de la société américaine. (On ne touche pas ici la question de cette invisibilité, ce que l'on conçoit — outre des chiffres — comme une construction historique et culturelle.) Toutefois, le sort des groupes peu nombreux dans une perspective compara-

tive est moins connu qu'il le faudrait. En d'autres termes, le comportement des petits groupes, leur ethnicité dépendent de la « force » de la population concernée ; le cas des Hongrois aux États-Unis, comme communauté petite et très diversifiée à de nombreux égards, met en garde contre la généralisation sur la nature de l'identité dans les situations d'immigration.

2. Le deuxième aspect des spécificités hongroises consiste dans la question de la loyauté. Les propriétés de la loyauté nationale de la population en Hongrie n'étaient pas les mêmes pour tous les secteurs de la société. La distance entre les Hongrois et les nationalités est évidente, mais il y avait des différences importantes liées à la stratification sociale et aux origines géographiques. Par exemple, des immigrants venus des villages les plus isolés de Hongrie se définissaient par leur localité d'origine. Ce phénomène était peut-être moins déterminant que chez les Slovaques ou dans certains groupes venus de l'Italie. La complexité de la société en Hongrie explique la dualité des forces identitaires. Cette dualité résulte de la collusion du sentiment national qui était bien élaboré et étendu en Hongrie à la veille de la première guerre mondiale et des traditions de localité (ou des traditions à caractère folklorique). Ces forces ont mutuellement contribué à la constitution de l'image ou de l'identité des Hongrois en dehors du pays.

3. Le troisième point de vue dans l'approche historique de l'identité du groupe hongrois est lié à leur position très particulière par rapport à la politique des États-Unis pendant les deux guerres mondiales. Ce qui était déterminant pour les Hongrois, c'est qu'il y a eu une sorte de crise d'identité provoquée par la situation de guerre entre leur pays d'origine et leur pays d'accueil. Pendant les deux guerres, les sentiments d'appartenance de tous les immigrés à leur pays ont été renforcés, mais pour les Allemands et pour les Hongrois les années de guerre ont provoqué une sorte d'état de crise. En bref, être immigrant ou appartenir à un groupe ethnique signifiait autre chose pour les Hongrois que pour les autres groupes venus de l'Europe de l'Est. Aux événements publics, c'est-à-dire dans les réunions politiques par exemple, les Hongrois ne pouvaient pas se définir par leur identité nationale dans la même mesure que les autres. Et il faut préciser ici que la « demande » de différence « ethnique » ou « nationale » varie énormément selon des pays d'accueil. On peut d'ores et déjà noter qu'en France elle est très différente de ce qui a été constaté aux États-Unis. C'est particulièrement important car on comprend ainsi que les manifestations identitaires en émigration ne peuvent être trop directement liées au pays d'origine risque de remettre en cause l'identité communautaire dans son fonctionnement même.

Pour conclure ces observations issues de la situation des Hongrois aux États-Unis, il est utile de préciser que l'identité dans la situation de diaspora peut être interprétée comme l'unité de plans différents. L'identité nationale n'en est qu'un élément qui est constamment défini et redéfini, et dont la signification peut varier selon les groupes sociaux. Il faut abandonner l'idée que les communautés d'immigrés étaient homogènes, et il est important mettre en relief la complexité de leur structuration interne. Ce qu'on peut apprendre des recherches des anthropologues et ethnologues, c'est que pour eux l'importance de l'identité ethnique ne réside pas dans le contenu de l'identité, mais ce sont les frontières par lesquelles un groupe peut, et de temps en temps, ici ou là veuille soutenir sa différence par rapport aux autres groupes.

Nous n'avons pas l'intention de dire que les représentations ne sont absolument pas importantes pour définir l'identité. Toutefois, l'accent doit être mis sur la constante reformulation, redéfinition de l'état particulier d'être différent de la majorité ou des autres groupes ethniques.

Bibliographie

- BODNAR, John : *The Transplanted. A history of immigrants in Urban America*, Bloomington, 1985
- DEGH, Linda : « The ethnicity of Hungarian Americans », in *Congressus Quintus Internationalis Fenno-Ungaristum*, Turku 20-27. VIII, 1980, pars IV, red Osmo Ikola, Turku 1980, 225-290
- FEJŐS, Zoltán : *A chicagói magyarok két nemzedéke 1890-1940. Az etnikai örökség megőrzése és változása*, Budapest, Közép-Európa Intézet, 1993
- FISHMAN, Joshua A. et al. : *The rise and fall of ethnic revival*, Berlin — New-York, Mouton, 1985
- FISHMAN, Josua A. : *Hungarian language maintenance in the United States*, Bloomington, 1966
- From 'Melting Pot' to Multiculturalism ; The Evolution of Ethnic Relations in the United States and Canada*, Ed. by Lerda, Valeria Gennaro, Bulzoni Editore, 1990
- GANS, Herbert : « Symbolic ethnicity : the future of ethnic groups and cultures in America », *Ethnic and racial studies*, 2 (1979)1, pp. 1-19
- GREEN, Nancy L. : « L'immigration en France et aux États-Unis, historiographie comparée », in *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, N° 29, janvier-mars 1991, 67-82
- GREENE, Victor : *American Immigrant Leaders 1800-1910. Marginalize and Identity*, Baltimore — London, The John Hopkins University Press, 1987
- GREENE, Victor : *Passion for Polka. Old Time Ethnic Music in America*, University of California Press, 1992
- HIGHMAN, John : *Send these to me*, Baltimore — London, 1984
- LAZAR, André : « Les Hongrois dans l'histoire du nord de la France », in *Revue du Nord*, LXVII, N° 267, octobre-décembre 1985, 955-966
- MILZA, Pierre : *L'immigration en France au XX^e siècle*, Paris, Armand Colin, 1990
- MOLNÁR, Sándor : *Magyar sors francia földön*, Paris, 1932
- NAGY, Csaba : « Magyar kivándorlás Franciaországba a két világháború között », in *Honismeret* 12, 1984, 2, 62-64
- NOIRIEL, Gérard : « Difficulties in French historical research on immigration », in *Immigrants in two democracies. French and American experience*, ed by Horowitz, Donald J., and Noiriel, Gérard, New-York — London, New-York University Press, 1992, 68-79
- NOIRIEL, Gérard : *Le creuset français. Histoire de l'immigration XIX-XX^e siècle*, Paris, Seuil, 1988
- OKAMURA, Jonathan : « Situational identity », *Ethnic and racial Studies*, vol 4, 1981, (4), 452-465
- PÉCSI, Anna : *Magyarok a franciaországi munkásmozgalomban*, Budapest, Kossuth, 1982
- PUSKÁS, Julianna : *From Hungary to the United States (1880-1914)*, Budapest, Akadémiai Kiadó, 1982
- SCHWARTZ, Laura : *Immigrant Voices from Home. Work and Community : Women and Family in the Migration Process, 1890-1938*, Ph. d. Diss., University of New-York at Stony Brook, 1983
- SINGER-KÉREL, Jeanne : « Foreign Workers in France, 1891-1936 », *Ethnic and Racial Studies*, vol. 14 (1991), 3, 279-293

The Ethnic Enigma. The Salience of Ethnicity for European-Origin Groups, ed. by Kivisto, Peter, Philadelphia, 1989

VERDY, Steven Béla : *The Hungarians of North America*, New-York, Chelsea House Publishers, 1989

VASSADY, Bela Jr. : « Mixed ethnic identities among immigrant clergy from multiethnic Hungary : the Slovak-Magyar Case, 1885-1903 », in Kivisto, Peter ed. : *The Ethnic Enigma. The Salience of Ethnicity for European-Origin Groups*, ed. by Kivisto, Peter, Philadelphia, 1989, 47-66

Ignác ROMSICS

Université Loránt Eötvös, Budapest et, pour l'année
1993/1994, professeur d'histoire à Bloomington (Indiana)

Détruire ou reconstruire l'Autriche-Hongrie ?

Le dilemme de la politique danubienne de la France au début du XXe siècle

Dans les siècles passés la politique danubienne de la France a toujours été définie en fonction de sa rivalité avec son (ses) voisin(s) oriental (-taux). Le jugement porté sur l'Europe orientale, et plus précisément les peuples de la région danubienne, dépendait de la façon dont ils prenaient, ou voulaient prendre position dans cette compétition entre puissances. C'est ainsi que s'explique, depuis le début de l'époque moderne, le soutien de Paris à toutes les menées politiques qui, de Gábor Bethlen à Louis Kossuth en passant par François II Rákóczi, affaiblirent directement ou indirectement les intérêts germaniques ou allemands. Ce soutien était naturellement limité par la position et la force de la France du point de vue géopolitique. Il est même arrivé, la dernière fois dans le cas de membres de l'émigration de 1849 autour de Kossuth puis de Kossuth lui-même à la fin des années 1850, que Paris (dans l'affaire mentionnée ici Napoléon III) utilise comme simples instruments les rebelles hongrois, qui, au moment décisif, se voient abandonnés sans le moindre remord. C'est à la suite de ces tristes expériences que l'expression « Le Dieu est haut et la France est loin » est apparue et s'est transformée en proverbe, véritable pierre angulaire de la pensée politique hongroise.

Fondamentalement, l'appréciation portée sur l'Empire des Habsbourg une fois ses bases modifiées, après 1867, et en son sein sur la Hongrie, dépendait de la politique menée par Vienne-Budapest face à l'Allemagne en cours d'unification. Tant qu'on pouvait supposer que la Monarchie, gardant sa liberté de mouvement en politique étrangère, jouerait un rôle modérateur et serait un facteur d'équilibre, notamment face au second Reich, l'affirmation de Palacky, passée à la postérité, « Si elle n'existait pas, il aurait fallu l'inventer ! », était également fort populaire à Paris. Mais plus tard, quand dans les années 1890 la politique d'alliance de Bismark, dont le but premier était l'isolement de la France, développa toutes ses potentialités et que la Monarchie y fut intégrée comme point d'appui pour soutenir les intérêts et réaliser les objectifs allemands dans les Balkans, la cote de l'empire danubien baissa de façon sensible. Au départ, au tournant du siècle, il ne s'agissait que de l'accentuation des critiques et d'un intérêt accru pour divers programmes slaves de fédéralisation de la Monarchie, ou même pour le panslavisme. Cependant, c'est dans la période qui précéda la guerre que le programme de transformation de l'Empire en une série d'Etats nationaux fut lui aussi formulé. Et c'est ce programme, comme on le sait, qui a été adopté à la fin de la guerre en tant que but de la politique étrangère française. Notre article étudie l'élaboration de ce programme et sa transformation en objectif de la politique officielle française. Le

processus sera décrit étape par étape en nous appuyant sur les études et livres qui ont reflété et tout à la fois influencé la pensée politique française, sur les documents des Archives du Ministère français des Affaires Etrangères, et bien évidemment sur la littérature spécialisée.

Un des premiers et des plus efficaces partisans de l'idée du panslavisme et de la fédéralisation de la Monarchie comme moyens possibles de défense face à l'expansionnisme allemand fut Louis Léger (1843-1923), professeur au Collège de France. Fort de ses lectures savantes et de son expérience personnelle il connaissait bien les Balkans et les territoires habités par les Slaves occidentaux. En 1917 il avait déjà écrit 20 livres, qui portaient tant sur les langues et littératures slaves, que sur l'histoire de la Russie et de l'Europe orientale.

Parmi les peuples slaves, les Tchèques lui était particulièrement chers. Il leur avait déjà rendu visite six fois en 1911. Il avait appris leur langue, popularisé leur culture, et dès avant la guerre ils lui avaient donné de nombreux signes de leur reconnaissance. En 1871, au lendemain de la défaite subie face à la Prusse, Léger commença à rédiger et publier le journal intitulé « La Correspondance Slave », dont le programme était, selon sa propre formulation : « l'union intime de notre pays avec la race slave pour contenir les insatiables ambitions de l'Allemagne ».¹

Il soutint dès le début et avec enthousiasme la transformation du dualisme en trialisme, que ce soit dans sa version tchèque ou dans celle des Slaves du sud. Il consacra son tour des Balkans en 1882 aux souvenirs laissés par l'époque napoléonienne, par la République illyrienne dirigée par Fouchet. Et comme il y mit toute sa volonté, il trouva les traces de ces quelques années dans les infrastructures, l'administration et les mentalités. C'est dans son interprétation qu'est passé dans le domaine public et dans la littérature spécialisée internationale ce dialogue supposé se dérouler entre l'empereur autrichien visitant les provinces illyriennes libérées et son accompagnateur issu du cru :

« — Qui a construit ce pont ? — demandait l'Empereur à son guide.

— Sire, ce sont les Français.

— Qui a planté ces arbres ?

— Sire, ce sont les Français.

— Qui a fait empierrier cette route ?

— Les Français.

— En vérité, dit l'Empereur en souriant, c'est dommage qu'ils ne soient pas restés plus longtemps. »

La pensée conclusive du chapitre était qu'il était souhaitable que voie le jour au sein de la Monarchie une unité « yougoslave » englobant également la Bosnie-Herzégovine qui compterait 5 millions d'habitants et se constituerait en s'appuyant sur la tradition de la République illyrienne.²

Dans les écrits de Léger le souhait de voir le dualisme passer au trialisme prit, dans les années 1910, une forme plus accentuée en devenant un programme de fédéra-

¹ Louis Léger, *La renaissance tchèque au dix-neuvième siècle*, Paris, 1911, p. 208.

² *id.*, *La Save, le Danube et le Balkan*, Paris, 1884, p. 19 et 86-87.

lisation sur un principe ethnique de la Monarchie. Comme pour Seton-Watson, Steed, et d'autres, les faiblesses, les erreurs et les crimes de la politique austro-hongroise des nationalités jouèrent naturellement pour lui un rôle important et firent partie intégrante de son argumentation. Cependant il ne cachait absolument pas que, pour lui, le point de vue décisif était la sécurité de sa patrie. Si le programme de fédéralisation et de démocratisation (vote à bulletin secret et suffrage universel) gagne, écrivait-il, du fait de leur supériorité numérique les Slaves deviennent le facteurs dominant de l'Empire et alors « l'Autriche se détacherait certainement de la triple alliance et se rapprocherait de la France et de la Russie ».

Pour Léger les aspirations panslaves n'étaient donc pas intéressantes ou importantes en elles-mêmes, mais parce qu'elles paraissaient pouvoir s'insérer dans la panoplie de la politique de sécurité française. L'intérêt commun des peuples slaves et latins, soulignait-il, était de retenir l'expansion allemande ; et c'est pourquoi ces deux « races » — mettant de côté leurs discordes — doivent s'allier contre l'ennemi commun. Poursuivant cette logique il alla jusqu'à reprendre la pensée de la « Grande Slavie », la patrie commune des peuples slaves, vieux rêve des penseurs du panslavisme. Il fallut toutefois attendre jusqu'à 1917 pour qu'il développât cette idée.³

Jusqu'à l'éclatement de la guerre mondiale l'autre spécialiste français de Monarchie, Ernest Denis (1849-1921), professeur d'Histoire à la Sorbonne, et ses disciples, comme par exemple Louis Eisenmann, développaient des analyses de même type. Dans son histoire de la Bohême après la Montagne Blanche écrite en 1903 Denis notait qu'il « est de mode de prévoir le morcellement prochain de la monarchie des Habsbourg ». Mais il précisait immédiatement que « les nécessités qui ont amené la formation de l'Autriche au XVI^{ème} siècle n'ont pas disparu ». C'est pourquoi, quels que soient les griefs des Hongrois, des Tchèques, des Polonais et des Slaves du sud, ils ont tous intérêt au maintien de la Monarchie ».⁴

Dans son travail paru sous le titre « L'Europe et la question autrichienne au seuil du XX^e siècle », le journaliste André Chéradame arrive tout droit à la conclusion que le véritable ennemi de la Monarchie n'est pas la Russie et le panslavisme, mais l'Allemagne et le pangermanisme. Donc la France et la Russie ne doivent pas, si elles comprennent bien leur situation, agir afin de détruire l'Etat danubien, mais au contraire en vue de le consolider. C'est la condition externe du renforcement de l'Autriche-Hongrie. La condition interne est « le fédéralisme » ...seule forme d'Etat qui assure le respect des droits des peuples autrichiens ; c'est l'intérêt de l'humanité ». Chéradame était certain que le fédéralisme était inévitable, et qu'une fois en place il changerait l'orientation de la politique extérieure de l'Empire. Ainsi elle serait conduite à passer du camp germano-italo-roumain au camp franco-russo-bulgare ce qui augmenterait à tel point la suprématie militaire de ce dernier que la possibilité d'un conflit armé serait par principe écartée.⁵

³ *id.*, (1911), p. X-XI et 225-226.

⁴ Cité dans François Fejtő, *Requiem pour un empire défunt*, Paris, 1988, p.352.

⁵ André Chéradame, *L'Europe et la question d'Autriche au seuil du XX^e siècle*, Paris, 1901, p. 414-425.

Naturellement des ouvrages pronostiquant ou souhaitant l'éclatement de la Monarchie parurent également. Parmi ceux-ci le plus connu était sans doute le récit de voyage politique de Madame Edmond Adam (1836-1936), écrivain célèbre pour sa haine des Allemands et son esprit républicain, intitulé « Patrie hongroise » et publié en 1884. A l'opposé symétrique des réflexions citées plus haut, Madame Adam était certaine que l'Empire danubien dirigé par les austro-allemands prendrait parti pour Berlin au moment du « grand règlement de comptes ». Elle supposait par contre que les Hongrois à l'esprit libéral et aux sentiments indépendantistes feraient le choix inverse, et c'est justement pour cela qu'elle soutient chaudement leurs activités séparatistes. Elle pensait qu'il était souhaitable de créer une Hongrie indépendante, unitaire et forte, dans ses frontières historiques. Elle proposait une politique généreuse en faveur des Slovaques, mais en cas de séparatisme slave une répression sans pitié était prévue. Madame Adam prit une part active à la préparation de l'alliance franco-russe de 1891. Pourtant elle ne songea pas un instant à soutenir ni l'idée de « Grande Slavie » à laquelle rêvait Léger, ni le panslavisme ou l'expansion de l'influence russe dans la région danubienne. Celle-ci nuirait aux intérêts français de la même façon que la réalisation des plans allemands de Mitteleuropa. C'est pourquoi elle appelait les nationalités à plus de compréhension face aux Hongrois et à développer leur attachement à l'Etat hongrois tout en demandant aux Hongrois de faire preuve d'une générosité digne de l'esprit de Wesselényi et Petöfi.⁶

C'est un éclatement de la Monarchie d'un tout autre type que J.-E. Pichon, dans un article publié en 1913 sous un de ses pseudonymes (Jules Chopin), pronostiquait et appelait de ses vœux. Le lecteur français de l'Université tchèque de Prague (à partir de 1901) ne croyait ni que l'Empire Habsbourg pouvait ou désirait garder sa liberté d'action face à l'Allemagne, ni que la fédéralisation de l'union étatique (double Monarchie) et la réalisation de la suprématie slave par ce biais répondaient aux intérêts de la France. Que se passerait-il si cette dernière hypothèse se réalisait ? se demandait-il dans son article. « Les Slaves ne manqueraient sûrement pas de se tourner vers le grand empire slave, vers la Russie, comme le font dès à présent la Bulgarie, le Monténégro et la Serbie. Plus gravement encore que l'alliance austro-allemande, une telle alliance austro-russe compromettrait l'équilibre européen », répondait-il. C'est pourquoi la seule solution était la « suppression de l'Autriche ». Cependant, à la place de l'Empire, et en cela il ne suivait plus Madame Adam mais reprenait, en les radicalisant, les plans fédéralistes de Léger et d'autres, Pichon envisageait des bastions ethniques, il voyait « s'élever modestement de petits Etats homogènes, libres et indépendants : la Bohême, l'Autriche (Haute et Basse), la Galicie, la Dalmatie, etc. » Afin que ces petits Etats ne deviennent pas les jouets des grandes puissances il leur faudrait à l'évidence former un système d'alliances étroites comme cela avait déjà commencé dans les Balkans. Ainsi, concluait l'article de Pichon, ce n'est pas l'affirmation de Palacky sur la légitimité de la Monarchie qui se vérifiera sur le long terme, mais ce que le message de la Bohême au Parlement allemand de Francfort disait de la possibilité de sa transforma-

⁶ Edmond Adam, *Patrie hongroise*, Paris, 1884 ; István Lelkes, dans *A magyar-francia barátság aranykora 1879-1889*, Budapest, 1932, présente en détail et commente ce livre et d'autres ouvrages de E. Adam.

tion en Etat allemand : « Nous avons existé avant l'Autriche, nous pourrions bien exister après. »⁷

Les vues de Madame Adam et du professeur Pichon n'exercèrent pas d'influence notable avant la première guerre mondiale. Les milieux qui orientaient l'opinion publique et la pensée politique étaient convaincus que malgré ses erreurs et ses faiblesses internes la monarchie austro-hongroise restait la meilleure garantie de l'équilibre politique de l'Europe centrale et orientale. Pour eux il était possible que la transformation, la modernisation de la Monarchie aille dans le sens des intérêts français, contrairement à sa dissolution. Dans les mois qui suivirent le début de la guerre cette situation évolua dans la mesure où les propositions, les exigences ou les prédictions visant le démembrement de la Monarchie eurent un écho plus important. Mais en même temps on entendait encore des avis favorables au maintien et à la modernisation de l'Empire.

Louis Léger et Ernest Denis, les deux héros déçus de la fédéralisation, devinrent les porte-parole les plus actifs de la transformation de la Monarchie en petits Etats nationaux. Pour eux l'Autriche « a manqué sa vocation historique » et « est devenue l'avant-garde de l'Allemagne » qui ainsi a pu atteindre la Méditerranée. Donc « l'Autriche doit disparaître » faisait savoir Léger dès fin 1914 — début 1915.⁸ On peut trouver des déclarations similaires dans les écrits de Denis. Par exemple, dans son ouvrage traitant de la « Grande Serbie » il écrivait : « Ce rôle de surveillants de l'Allemagne, les Habsbourgs auraient pu le tenir ; ils s'y sont refusés, et désormais, il est trop tard pour y revenir. Les Habsbourgs doivent disparaître. La première condition de stabilité pour l'Europe nouvelle est la suppression de l'Autriche ». ⁹

Pourtant les deux auteurs divergeaient sur quelques questions de détail. Léger envisageait à ce moment encore trois Etats successeurs : l'Autriche-Hongrie ethniquement et linguistiquement allemande et hongroise ; le nouveau royaume à constituer en associant Bohême, Moravie, Silésie et Slovaquie ; et la confédération sud-slave destinée à être soumise à la tutelle serbe. Les territoires restant seraient répartis de la façon suivante : la Galicie entre la Russie et la Pologne qui se réunifierait ; la Transylvanie irait à la Roumanie ; la Bukovine entre la Roumanie et la Russie ; le Trentin, Trieste, Pola et les territoires adjacents reviendraient à l'Italie.¹⁰

La carte du bassin danubien dessinée par Denis différait en trois points de la vision de Léger. Tout d'abord, à la place d'une fédération d'Etats associant l'Autriche et la Hongrie il comptait déjà sur une Autriche et une Hongrie autonomes. Ensuite pour des raisons historiques, géographiques et économiques, ainsi que pour prendre en compte les « sentiments » des Hongrois, il aurait plutôt laissé la Transylvanie à la Hongrie, en la dotant d'une large autonomie politique. Enfin, et c'est le troisième point, il reformula le plan de corridor slave entre Bratislava (Presbourg/Pozsony) et Zagreb, qui jusqu'alors avait surtout été agité, depuis plus d'un demi-siècle, par les rêveurs panslaves. Dans ce seul cas, écrivait-il « on est obligé de faire fléchir le principe des nationalités

⁷ Jules Chopin, *L'Autriche-Hongrie, « brillant second »*, Paris, 1917, p. 292-294.

⁸ Louis Léger, *La liquidation de l'Autriche-Hongrie*, Paris, 1915, p. 10.

⁹ Ernest Denis, *La Grande Serbie, op. cit.*, p. 302.

¹⁰ Louis Léger, *op. cit.* (1915), p. 11-12.

devant des considérations supérieures ». Pour Denis il y avait en fait deux « considérations supérieures ». Un tel corridor permettait d'une part d'assurer aux Tchèques un accès vers la mer et d'établir un lien entre Slaves du nord et du sud, et d'autre part de séparer les Allemands des Hongrois, devenus leurs « serviteurs » et leurs « courtiers ». ¹¹

Dans cette même année, donc en 1915, Denis fit paraître un second livre. Il y traitait de l'histoire de la Serbie et dans son paragraphe de conclusion présentait les frontières du futur grand Etat slave du sud. La frontière hungaro-yougoslave annonçait dans ses grandes lignes, et sur toute sa longueur, la frontière de Trianon. A l'est elle suivait le Maros en évitant vers le sud Arad et Szeged qui n'étaient pas accordées à la Yougoslavie 1920 ; au centre à la hauteur de Szabadka (Subotica) elle coupait la Bácska (Bačka), puis de là se dirigeant vers le nord elle atteignait le Danube au niveau de Baja. Ensuite elle allait vers l'ouest jusqu'à la jonction de la Mure et de la Drave, en suivant la Drave. ¹²

Il est bien sûr difficile de savoir dans quelle mesure les opinions de Denis et Léger peuvent être considérées comme généralement acceptées ou même repérées dans l'opinion publique française de 1914-1915. En tous cas nous pensons qu'il est tout à fait significatif qu'Edit Marjanović, qui a étudié la presse française sous cet angle, ait trouvé en tout pour 1914 et 1915 quatre articles évoquant la transformation et non pas l'éclatement de la Monarchie. Sur ces articles trois envisageaient le trialisme (Autriche-Hongrie-Bohême) et un une fédération de quatre unités (le quatrième membre étant la Croatie et les territoires sud-slaves associés). En majorité les articles, dont ceux de Stephen Pichon, rédacteur au Petit Journal et futur ministre des affaires étrangères, présentaient comme probable l'éclatement de la Monarchie. ¹³

Léger, et surtout Denis, combattaient pour le triomphe de leurs idées non seulement en écrivant des livres, mais aussi avec les armes de la propagande, articles, interventions et discours publics. A partir de mai 1915, en collaboration avec Beneš, Denis rédigea le journal *La nation tchèque* qui, dans les pays latins, avait un rôle pareil à celui qu'avait dans les pays anglo-saxons *la New Europe*, paraissant à Londres sous la houlette de Seton-Watson. Denis présidait la rencontre d'intellectuels du 16 mars 1916 tenue dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, où on réclama fermement la dissolution de l'Empire Habsbourg et la création d'un Etat tchécoslovaque. Même dans le comité créé en 1916 pour élaborer les buts de guerre de français il prit position pour le démembrement de la Monarchie. ¹⁴

A la différence des essayistes susmentionnés la politique du gouvernement français, s'adaptant aux évolutions de la situation militaire, arriva bien plus tard à la

¹¹ Ernest Denis, *La guerre*, Paris, 1915, p. 333-342.

¹² *id.*, *La Grande Serbie*, *op. cit.*, p. 302.

¹³ Edith Marjanović, *Die habsburger Monarchie in Politik und öffentlicher Meinung Frankreichs 1914-1918*, Wien-Salzburg, 1984, p. 19-25.

¹⁴ François Fejtő, *op. cit.*, p. 315, 356, et 358-359. Voir aussi Bernard Michel, « Le rôle d'Ernest Denis et du journal *La nation tchèque* dans la naissance de la Tchécoslovaquie » et Bohumila Ferenčuhova, « Les slavissants français au cours de la première guerre mondiale », tous deux dans *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 169 (1993), p. 17-36.

conclusion qu'il fallait soutenir un programme de destruction totale de la Monarchie, et le fit avec beaucoup plus de précautions. Parmi les buts officiels de guerre français il y avait tout d'abord la reconquête de l'Alsace-Lorraine et dans une hypothèse optimiste l'annexion de la Saare et celle de la rive gauche du Rhin s'ajoutait à cela l'exigence de réunification de la Pologne et de garantie de son autonomie. (La Russie, alliée de la France, s'opposait fermement à cette dernière exigence.)¹⁵

Afin de renforcer ses positions l'Entente reconnut, par des accords secrets signés en 1915-1916, la légitimité de certaines revendications de la Serbie, de l'Italie et de la Roumanie visant des territoires austro-hongrois. Toutefois cela ne signifiait pas encore la disparition de la Monarchie, mais sa mutilation. (La Roumanie récupérerait la Transylvanie, la Bucovine et le Banat, l'Italie le Tyrol du sud, Gorizia, l'Istrie et la Dalmatie du nord, la Serbie, elle, recevrait tous les autres territoires slaves du sud, mis à part la Croatie et la Slovénie.) Il est vrai que par ailleurs il n'est pas certain que ces promesses soient fondées sur des conceptions claires et aient vraiment fait l'objet d'une réflexion approfondie. On doit les interpréter plutôt comme des improvisations, des promesses faites dans le cadre d'un marchandage éphémère, et non pas comme les éléments d'une conception à long terme qui s'imbriqueraient logiquement les uns dans les autres.

De nombreux éléments peuvent être présentés pour montrer que la politique officielle française pendant la première moitié de la guerre préférait nettement le maintien de la Monarchie à sa disparition.

L'une des preuves de cette attitude est le commentaire par Maurice Paléologue, ambassadeur à Pétrograd, de sa conversation de janvier 1915 avec le ministre russe des affaires étrangères Sazonov. Voici ce qu'il en dit à Paris : « La question de l'Autriche est la seule sur laquelle nous devons prévoir quelques divergences avec le gouvernement russe. Tant qu'il existera une Allemagne et une Italie, nous serons intéressés au maintien de l'Autriche. » Sur le mémorandum du 2 avril 1915 de Léger, dans lequel il traitait de la question tchèque et proposait soit l'indépendance complète soit un statut égal à celui des Hongrois, on peut lire l'appréciation suivante du fonctionnaire des affaires étrangères suivant le dossier (sans doute Laroche, une des figures-clef de la future conférence de paix du côté français) : il « ne renferme rien de nouveau ; rappelle les souvenirs historiques et énumère sans grande précision et sans aucune argumentation les aspirations des Tchèques ». Berthelot lui-même, qui des diplomates français était sans doute celui qui était le plus proche de Beneš, informa Maurice Paléologue de la création de la Légion Tchèque le 8 août 1916 de la façon suivante : « le moment n'est pas venu de fixer le sort de la Bohême ». Beneš reçut le même type de réponse dilatoire de Briant, premier ministre et ministre des affaires étrangères, quand, à l'automne 1916, il le sollicita en tant que secrétaire du Comité National Tchécoslovaque de Paris pour recevoir l'appui du gouvernement français à la création d'un Etat Tchécoslovaque totalement autonome. La réponse, et les versions successivement proposées pour ce texte, montrent clairement que la France excluait avec la plus grande détermination tout engagement en faveur de l'Etat Tchécoslovaque indé-

¹⁵ Kalervo Hovi, *Cordon sanitaire or barrière de l'Est ?*, Turku, 1975, p. 32-33.

pendant ou de la dissolution de la Monarchie. Enfin nous pouvons également faire mention des propositions de 1916 du Comité national d'études sociales et politiques, chargé de préparer les propositions de paix françaises. Après des débats longs et ardu il prit finalement position en affirmant que les intérêts de la France exigeaient non pas la suppression de la Monarchie austro-hongroise mais sa fédéralisation.¹⁶

L'idée qu'on retrouve dans la littérature spécialisée, selon laquelle « during the first years of the First World War the French Government came round to supporting the dissolution of the Dual Monarchy and the independence of its Slavic or Romance nationalities or their annexation to their national parent states » et qui voudrait que « the French military planners were also prepared at the end of 1914 to dissolve the Dual Monarchy »¹⁷ est exagérée, voire relève de l'incompréhension. Elle se fonde sur un document daté du 31 décembre 1914 à Bordeaux que plusieurs chercheurs tiennent pour l'expression du point de vue de l'Etat Major français alors qu'il ne s'agit, sans aucun doute possible, d'un document mis au point par une personne réfugiée d'Autriche-Hongrie de nationalité roumaine que l'Etat Major a classé et inséré dans ses dossiers en tant que « note sur l'état d'esprit » des populations de l'Empire.¹⁸

Pour résumer ce qui précède on peut dire que pendant la première moitié de la guerre la France n'avait pas de politique danubienne clairement définie et portant sur le long terme. Dans l'intérêt de la victoire militaire, avec ses alliés, elle fit des promesses diverses qui se contredisaient en partie (à la Serbie et l'Italie) ; elle tolérait, à Paris, l'activité des hommes politiques issus des nationalités et venus de la Monarchie, en outre à partir de 1916 elle autorisa même le recrutement d'une force militaire parmi les prisonniers de guerre tchèques. Mais elle ne se prononça pas expressis verbis en faveur du démembrement de la Monarchie. Donc le dilemme fondamental restait entier.

C'est la même incertitude, ou plutôt le même flou intentionnel qui caractérisait la note commune du 10 janvier 1917, dans laquelle, à la demande de Wilson, les puissances de l'Entente présentaient pour la première fois publiquement et de façon concertée leur politique danubienne. Ce texte cité à maintes reprises fait allusion à la responsabilité de la Monarchie dans la guerre et annonce les buts de guerre des puissances signataires : « liberation of Italians, of Slaves, of Romanians and the Czeko-Slovaks from foreign domination ». Une partie des spécialistes, ainsi Kalervo Hovi, déjà cité à propos du document de décembre 1914, interprètent cela comme un engagement à démembrer la Monarchie. D'autres, comme Edith Marjanović, Zbynek Zeman ou l'Américain David Kelly, expliquent au contraire que la « liberation ... from foreign domination » signifie la fédéralisation de la Monarchie, ou en fait la création d'autonomie en faveur des nationalités.¹⁹ A l'appui de cette dernière interprétation il y a le

¹⁶ Pour plus de détails, voir Edith Marjanović, *op. cit.*, p. 30-56.

¹⁷ Kalervo Hovi, *op. cit.*, p. 40.

¹⁸ La phrase qui, dans ce document, indique avec certitude qui en est l'auteur, est la suivante : Archives diplomatiques, Paris (AD), Guerre 1914-1918, Autriche-Hongrie, Vol. 149, « Note sur l'état d'esprit des nationalités d'Autriche-Hongrie », 31 décembre 1914.

¹⁹ Kalervo Hovi, *op. cit.*, p. 41 et 43 ; Edith Marjanovic, *op. cit.*, p. 58-63 ; David Kelly, « Woodrow Wilson and the creation of Czeslovakia, in *East European Quarterly*, juin 1991, p. 185-207, et Zbynek Zeman, *The Masaryks : The Making of Czeslovakia*, Londres, 1990, p. 89-90.

mémorandum français qui a servi de point de départ à cette note commune, et qui, considérant les conditions de paix uniquement du point de vue français, ne disait pas un mot du démembrement de la Monarchie, ou encore d'un Etat autonome des Slaves du sud ou tchécoslovaque. Parmi les provinces de la Monarchie seule la Croatie est concrètement mentionnée, et uniquement dans un contexte bien précis, pour dire qu'elle peut, avec la Serbie et le Monténégro, se partager les régions de la Dalmatie qui ne reviennent pas à l'Italie.²⁰

Cependant, même si nous acceptons l'interprétation de Kalervo Hovi, selon laquelle les buts de guerre de la France au tournant de 1916-1917 comprennent la suppression de l'unité de la Monarchie Habsbourg et, selon les possibilités, la création d'un nouvel Etat tchécoslovaque et d'un Etat yougoslave, il est impossible d'y accorder une importance excessive. Ce point de vue gouvernemental, si jamais il a vu le jour, s'est avéré être bien éphémère. L'effondrement du front roumain à la fin de 1916, et la première révolution russe en février 1917, c'est-à-dire l'évolution défavorable de la situation militaire, et en même temps l'intention déclarée du nouveau souverain austro-hongrois, Charles IV, de conclure une paix séparée, semblaient donner raison à ceux qui trouvaient qu'il était dans l'intérêt de la France non pas de démembrer l'Empire danubien mais de le moderniser. L'Etat-Major français, qui de façon intéressante était plus actif que le Ministère des Affaires Etrangères dans l'élaboration de conceptions à long terme, produit dans la première moitié de 1917 deux mémorandums sur les perspectives d'avenir.

Les deux propositions cherchaient des contrepoids possibles à la Mitteleuropa allemande et toutes les deux comptaient sur la survie de la Monarchie. Par contre, sur les questions de détails, les deux plans divergeaient profondément. L'un d'entre eux, ne prenant pas du tout en compte une éventuelle sécession des territoires peuplés par des nationalités slaves, et par l'annexion de la Silésie allemande et des territoires allemands du sud à l'Autriche visait à opposer une forte confédération catholique à une Allemagne du nord prussienne, protestante, agrarienne et militariste.²¹ (Ce même plan était apparu au sein du comité d'intellectuel chargé de l'élaboration des buts de guerre français en 1916. S'opposant à Denis, l'industriel François Wendel appelait l'attention sur le fait qu'on agitait de façon indigne le principe national si on l'utilisait « en supprimant les Habsbourg » ou « regroupe en son nom les soixante-dix millions d'Allemands d'Autriche et du Reich ». Il faudrait une Autriche suffisamment importante pour ne pas être un satellite de Berlin, une Autriche diminuée de la Bohême, de la Transylvanie, de la Galice, etc ..., mais augmentée de l'Allemagne du Sud.²²

Le second document de l'Etat Major, s'inspirant de l'esprit des plans de fédéralisation de l'avant guerre, proposait de transformer la Monarchie en une confédération d'unités ethno-nationales. Dans sa forme d'alors, (« dualiste et féodale ») la

²⁰ Edith Marjanovic, *op. cit.*, p. 59-60.

²¹ AD Guerre, 1914-1918, Autriche-Hongrie, vol. 150, « La situation militaire, politique et économique de l'Autriche-Hongrie au commencement de 1917 », 7 mars 1917.

²² François Fejtó, *op. cit.*, p. 312.

Monarchie « doit effectivement disparaître ». Mais si la seule chose qui se produise, c'est que l'Empire éclate en morceaux, alors, soulignait l'auteur, en réalité il n'y aurait que l'Allemagne qui en profiterait car les petits Etats sans accès à la mer et jaloux les uns des autres entreraient en compétition pour les faveurs de leur grand voisin. La politique à suivre et le mot d'ordre ne devaient donc pas être « *delenda Austria* » mais « *constituenda Austria* », en précisant qu'il s'agissait d'une association volontaire d'Etats nationaux indépendants et démocratiques, mais toujours dans un cadre juridique habsbourgeois. Le nouvel Empire se serait composé de quatre unités nationales et d'une unité multiethnique : l'Autriche, la Bohême (territoires Tchèque et Morave, mais sans la Slovaquie), la « Petite-Hongrie », la Croatie (territoires croate, slovène, serbe et dalmate de l'Empire), et la Transylvanie. Parmi ses anciennes provinces, la Monarchie aurait perdu la Bukovine, partagée entre la Roumanie et la Russie, et la Galicie, revenant à la Pologne et la Russie. Le mémorandum proposait de tenir seulement une partie des promesses faites à l'Italie et à la Serbie en 1915. L'Italie aurait pu recevoir le Tyrol et Gorizia, mais pas l'Istrie et la Dalmatie du nord, car ces territoires revêtaient une importance vitale pour la Monarchie. L'auteur tenait la création d'un Etat sud-slave unique à partir de territoires culturellement très profondément différents pour une erreur encore plus importante. La Serbie aurait reçu le Monténégro, la Bosnie-Herzégovine, et la Dalmatie méridionale jusqu'à Cattaro, mais pas les territoires slaves du sud qui faisaient partie intégrante de la Monarchie et étaient majoritairement catholiques. « Il est temps, après trois ans de guerre, » — concluait le document de près de 50 pages — « de penser un peu plus à nous et moins aux autres ; la paix glorieuse, que la France a si bien méritée, ne saurait être retardée par des questions de détail telles que les revendications plus ou moins intransigeantes des Serbes ou des Roumains. »²³

Les pensées formulées dans ces deux documents de l'Etat Major étaient bien connues également au Ministère des Affaires Etrangères et servirent de base lors des négociations menées par la France et ses alliés avec Charles IV en 1917. Denis et Léger, ainsi que leurs amis radicaux et libre-penseurs, parfois francs-maçons, attaquèrent violemment les conceptions favorables à la Monarchie et aux Habsbourg de l'Etat Major et d'autres milieux conservateurs et royalistes. En 1917 Léger, dans son nouveau livre, prononça des mots très durs contre « de naïfs catholiques, qui, en face de la Prusse luthérienne, rêvent pour lui faire contre-poids d'une Autriche ultramontaine. » Développant ses conceptions de 1915 il dessina le plan d'une grande confédération panslave. Selon lui les membres en auraient été la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie et la Bulgarie, mais la Roumanie et la Grèce pourraient également s'y joindre. Entre les blocs septentrional et méridional de la confédération la liaison aurait été assurée par le corridor slave traversant la Hongrie occidentale. En 1915, quand pour la première fois du côté français Denis avait lancé cette idée, il s'agissait d'un couloir étroit. Depuis c'était devenu une bande de 80 à 100 kilomètres de large qui, vers l'est, s'étirait jusqu'au Balaton.²⁴

²³ AD Guerre 1914-1918, Autriche-Hongrie, vol. 151, « La situation politique en autriche-Hongrie et ses conséquences », 23 juillet 1917.

Denis également continuait à faire de l'« agitation ». « Une seule solution demeure ; à la place de la Monarchie dualiste, constituer une série d'Etats indépendants : en premier lieu, le royaume serbo-croate, auquel se rattacheront les Slovènes, et qui s'étendra jusqu'à la rive droite du Danube, et l'Etat Tchécoslovaque, qui arrivera jusqu'à la rive gauche du fleuve en s'accotant à la Pologne vers le nord et vers la Russie à l'est » déclarait-il dans son ouvrage écrit en 1917 sur les Slovaques.²⁵

Un esprit proche des conceptions de Denis et Léger souffla sur le congrès des francs-maçons des pays de l'Entente et des Etats neutres, qui siégea à Paris entre le 28 et le 30 juin 1917. André Lebey, intervenant au Congrès, résuma les principaux buts de guerre de la franc-maçonnerie en quatre points :

- reconquête de l'Alsace-Lorraine ;
- établissement de l'unité et de l'indépendance de la Pologne ;
- indépendance de la Bohême ;
- libération des nationalités réprimées de l'Empire des Habsbourg, ou leur réunion au sein d'Etats que ces peuples auraient créé par la voie de plébiscites.²⁶

Malgré tous les efforts des radicaux, des slavophiles, des francs-maçons et des hommes politiques émigrés issus des diverses nationalités de l'Empire, jusqu'à la fin de 1917 la politique officielle du gouvernement français ne se prononça pas de façon définitive sur l'avenir de l'Empire danubien. Cela ressort clairement du memorandum de Beneš du 12 décembre 1917 rédigé à la demande du général Foch à propos des actions de sabotage dans la Monarchie. Sentant le manque de résultat des tentatives de paix séparées, l'Etat Major français se préparait à organiser dans les bases arrières de la Monarchie des actions visant à provoquer des désordres de grande ampleur. Ils avaient prévu que les populations des minorités nationales seraient le terreau de cette agitation. Beneš s'indigna. De sa réponse fort consciente des enjeux en cause il apparaît clairement tant lui-même que les autres dirigeants des nationalités exigeaient une politique « claire et précise » face à la Monarchie. En ce moment précis ils pensaient que l'Entente laissait à elles-mêmes la Serbie, la Roumanie et les nationalités de l'Empire danubien, puisque lors des négociations de la paix séparée elle soutenait « le programme de fédéralisation ». Pourquoi ces peuples prendraient-ils des risques, demandait l'homme politique tchèque, si « ces nationalités voient l'Entente hésiter à accepter le principe de leur indépendance nationale — les hommes d'Etat alliés faire une politique de ménagement, essayer de faire comprendre à l'Autriche qu'on pourra la sauver, favoriser même des intrigues pacifistes à son profit, cherchant à la séparer de l'Allemagne » ?²⁷

Pour ce qui est de l'Angleterre et des Etats-Unis, les reproches de Beneš étaient justifiés. En fait, à Londres et à Washington on prononça définitivement la condamnation à mort de la Monarchie seulement entre le printemps et l'été 1918.²⁸ Cependant,

²⁴ Louis Léger, *Le panslavisme et l'Intérêt français*, Paris, 1917, p. 317-329.

²⁵ Ernest Denis, *La question d'Autriche et les Slovaques*, Paris, 1917, p. 37-38.

²⁶ Pour plus de détails voir Edith Marjanović, *op. cit.*, p. 85-86, et François Fejtő, *op. cit.*, p. 341-342.

²⁷ AD Guerre 1914-1918, Autriche-Hongrie, vol. 152, « Note de Beneš », 12 décembre 1917.

dans le cas de la France, c'est justement dans ces semaines de la fin 1917 que, après de longues hésitations, le gouvernement trancha définitivement en faveur du démembrement de la Monarchie, une fois dépassées les critiques qu'il soulevait. Le tournant décisif, qui commença en fin 1917, fut pris à cause de deux événements : la seconde révolution russe, qui fit perdre à la France son principal allié continental ; et le changement de gouvernement du 17 novembre 1917, qui vit Clémenceau occuper le fauteuil de premier ministre et Pichon celui de ministre des Affaires Etrangères. Contrairement aux dirigeants précédents, ils étaient tous deux partisans du démembrement de la Monarchie ; le tournant russe ne fit que les renforcer dans leur conviction.

Le premier signe de transformation de cette option en politique du gouvernement fut le mémorandum du 26 novembre 1917, rédigé par le Directeur de la Direction des Affaires Politiques et Commerciales du Ministère des Affaires Etrangères, Pierre de Margerie. Le texte portait, en fait, sur la question polonaise, plus précisément sur les possibilités d'utilisation de la nouvelle Pologne contre l'Allemagne, en pensant déjà à l'après-guerre. Il évoquait cependant également les autres pays de la région. Il affirmait que le pilier le plus important de la défense contre le « germanisme » à l'Est sera, dans le futur, la Pologne, cependant que le second pilier important sera une « Roumanie agrandie ». Le document envisageait « la constitution d'Etats nouveaux susceptibles de compléter du côté de l'Orient le rempart contre l'expansion germanique ». Aucun doute ne subsistait sur le fait que ces nouveaux Etats ne pourraient être établis que sur le territoire de la Monarchie et à sa place. Pour de Margerie il fallait soutenir sans condition cette solution. Dans les semaines qui suivirent le chef de la section politique renouvela et enrichit cette orientation de sorte que non seulement le ministre des Affaires Etrangères, Pichon, mais aussi Clémenceau et le Général Foch la firent leurs et la soutinrent.²⁹

Le changement de la position française se manifesta également par le fait que l'Etat Major planifia des opérations de sabotage de grande envergure dans la Monarchie ; en outre, le 16 décembre 1917, Pichon signa le décret portant création d'une armée tchécoslovaque sous la direction du Comité National Tchécoslovaque de Paris.

Trois événements du printemps 1918 rendirent définitif le tournant opéré par la politique du gouvernement français face à la Monarchie à la fin de l'année 1917 : la signature de la paix séparée de Brest-Litovsk entre Allemands et Russes en mars ; l'échec définitif des négociations de paix séparée menée avec Charles IV, en avril ; et la signature, les 14 et 15 mai à Spa, entre la Monarchie et l'Allemagne, d'un accord prévoyant une coopération économique étroite ouvrant la voie à une union douanière. Du point de vue de la politique de sécurité de la France chacun de ces événements semblait plus catastrophique que les autres. L'allié oriental ne se contentait pas de sortir de la guerre, il laissait les mains libres à l'Allemagne en Ukraine, sur la Baltique et en Pologne. De son côté, la Monarchie, au lieu de s'éloigner de

²⁸ Le Premier Britannique, Lloyd George, déclarait encore, le 4 décembre 1917, « Nous ne souhaitons pas affaiblir ni transformer la monarchie austro-hongroise ; seulement la délivrer de l'influence allemande » (citation tirée de François Fejtő, *op-cit.*, p. 364). Charles Seymour, le spécialiste de l'Europe centrale au sein de la commission de préparation de la paix des États-Unis, élaborait, lui, aussi tard qu'en avril 1918, un plan de fédéralisation de la Monarchie.

²⁹ Kalervo Hovi, *op. cit.*, p. 129-131.

l'Allemagne, avait tissé avec elle des liens encore plus étroits. Tout cela semblait donner raison à Léger, Denis, et leurs partisans. Il n'y avait plus de place pour l'ambiguïté ; à partir de la fin de 1917 et tout particulièrement du printemps 1918 le Quai d'Orsay adopta une ligne de conduite claire et sans équivoques. Le 19 avril 1918 Clémenceau, provoquant l'hilarité de son auditoire, résuma ainsi l'essentiel de sa position dans un discours au Sénat : « Les Autrichiens sont un peuple en décomposition ; ce sont d'aimables décomposés, ce ne sont pas des méchantes gens ... ils sont comme les amants qui se séparent. »³⁰

Tirant les conséquences de cette clarification de sa conception la France, au printemps 1918, exigea de ses alliés qu'ils fassent leur en tant que buts de guerre, non seulement l'indépendance de la Pologne, mais également celles de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie, et qu'ils reconnaissent avec un statut de gouvernement les comités d'émigrés tchécoslovaque et slave du sud. (Lors de leur congrès d'avril à Rome les délégués des peuples de la Monarchie qui se disaient opprimés demandèrent la même chose.) A cause de l'attentisme de l'Angleterre et de l'opposition ferme de l'Italie, qui voyait dans le futur Etat sud slave un rival potentiel, la France dut attendre l'été 1918 avant d'obtenir satisfaction. La déclaration des pays européens de l'Entente du 3 juin 1918 se contentait de soutenir l'indépendance polonaise. En revanche, dans le cas de Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie, ils continuèrent à éviter de prendre des engagements concrets et ne firent qu'assurer ces peuples qu'ils appréciaient de façon positive leurs aspirations nationales. Le 29 juin Paris fut seule à reconnaître le Conseil National Tchécoslovaque dirigé par Beneš et Masaryk en tant que représentant officiel des nations tchèque et slovaque et composant de base du gouvernement du futur Etat tchécoslovaque. Le 9 août puis seulement le 3 septembre 1918 l'Angleterre et les Etats-Unis se décidèrent enfin à faire le même geste. (La Yougoslavie, à cause des protestations de l'Italie, ne bénéficia pas, jusqu'à la fin de la guerre, d'une reconnaissance similaire.)³¹

A la suite de la reconnaissance des Etats potentiellement membres de la barrière antiallemande est-européenne, à la fin de 1918 et en 1919, la France mena la lutte afin de renforcer toujours plus ses nouveaux alliés danubiens et pour affaiblir autant que possible l'Autriche et la Hongrie. On sait que les nouvelles frontières entre Etats dans le bassin danubien ont résulté d'un compromis entre les exigences disproportionnées et méprisant totalement le principe des nationalités des hommes politiques tchèques, roumains, et slaves du sud, et les propositions plus mesurées et prenant en compte la répartition géographique des ethnies faites par les délégués italiens, américains et anglais. Lors des sessions plénières et des débats en comité de la conférence de paix les experts et les représentants politiques de la France s'efforcèrent d'intervenir pour appuyer ou pour servir de médiateurs des demandes tchèques, roumaines et slaves du sud, sauf dans le cas de désirs manquant singulièrement de fondements, comme par exemple le plan de corridor slave, que finalement les Français repoussèrent aussi. C'est pourquoi c'est la France qui, d'entre les quatre grandes puissances, porte l'essentiel de la responsabilité pour l'amputation subie par la Hongrie de territoires ethniquement

³⁰ Cité par Edith Marjanović, *op. cit.*, p. 127.

³¹ Kalervo Hovi, *op. cit.*, p. 129-131

hongrois et frontaliers tels que l'île appelée Csallóköz sur le Danube (Zitny en slovaque), la bande allant de Szatmárnémeti (Satu Mare en roumain) à Nagyvárad (Oradea) aux limites de la grande plaine, ou le Bácska du nord (Yougoslavie). L'explication de cette attitude française réside essentiellement dans ses choix stratégiques et de politique de sécurité, les arguments ethniques ou économiques ne jouèrent que dans une bien moindre mesure.³²

Mis à part la Pologne, qui a toujours été sa favorite, il est difficile de hiérarchiser les pays en fonction du soutien que leur a proposé la France. Les trois pays danubiens étaient tous bien placés. C'est sans doute aucun Beneš qui disposait du réseau de relations le plus développé à Paris, et c'est lui en qui on faisait le plus confiance. Pourtant ce fut plutôt la Grande-Roumanie qui devint le *primus inter pares*. A Paris, d'un point de vue stratégique, c'est elle qui était perçue comme la forteresse du sud du cordon sanitaire. Et économiquement elle était traitée comme « une véritable colonie française de plus de 15 millions d'habitants où nous pourrions développer notre commerce et notre industrie ». Du point de vue culturel les Français désiraient réorganiser l'ensemble du système d'enseignement sur la base du modèle français, et ils pensaient également prendre en main « la formation intellectuelle de la jeunesse roumaine ».³³

Cette conception, mise en œuvre de façon conséquente de la fin 1917 à la signature du traité de paix en juin 1920, sembla une seule fois vaciller : c'était au printemps 1920, lors des négociations bilatérales franco-hongroises entamées à la suite de l'arrivée de la délégation hongroise à la conférence de paix. Comme l'ont déjà montré Pierre Renouvin, pour les historiens français, Mária Ormos et Magda Ádám pour les historiens hongrois, la volonté de rapprochement hongroise reçut un accueil favorable du côté français pour des raisons tant personnelles que matérielles. A la tête du pays, les responsables qui avaient accepté et été en position de mettre en œuvre le programme de transformation radicale du bassin danubien furent défaits en janvier 1920. A la place de Poincaré, Clémenceau et Pichon arrivèrent Déchanel, Millerand et Paléologue. Ils avaient sympathisé, même dans la période finale de la guerre, avec l'idée de modernisation de la Monarchie, restant étrangers à l'idée de sa destruction. Il était naturellement impossible de revenir à l'état précédent l'éclatement, et ils ne le désiraient pas. Mais ils trouvaient inquiétant que la Hongrie, située géographiquement au centre du système d'alliance qui se dessinait dans la région, et que lors des négociations de paix, elle soit traitée de manière si indigne. C'est pourquoi ils jugèrent bon d'étudier la proposition hongroise offrant à la France des concessions économiques et politiques importantes en échange du maintien au sein de la Hongrie des territoires frontaliers très majoritairement hongrois.³⁴

³² Pour plus de détails sur cette question, voir Francis Deak, *Hungary and the Paris Peace Conference*, New York, 1941, et Mária Ormos, *Padovától Trianonig*, Budaepst, 1983.

³³ Voir dans AD Europe, 1918-1944, Roumanie, Vol. 32, la note du 16 décembre 1918 de Lacombe et la dépêche de Berthelot du 19 janvier.

³⁴ Pierre Renouvin, « Aux origines de la Petite Entente. Les hésitations de la politique française dans l'été 1920 », in *Etudes européennes. Mélanges offerts à Victor L. Tapié*, Paris, 1973, p. 489-500, et Mária Ormos, « Francia-magyar tárgyalások 1920-ban », in *Századok*, 1975/5-6, p. 904-949, ainsi que Magda Ádám, « Dunai konföderáció vagy kisantant », in *Történelmi Szemle*, 1977/3-4, p. 440-448.

Pourtant les nouveaux décideurs n'allèrent pas plus loin dans la remise en cause de la politique danubienne établie à la fin de 1917 et mise en application depuis lors de manière conséquente, et on peut se demander s'ils souhaitaient un tant soit peu aller en ce sens. Le discours d'Apponyi à Paris et les mémoradums de la délégation de paix hongroise eurent pour effet de faire renégocier par le Conseil des Ambassadeurs, à Londres, l'affaire des frontières hongroises, précisément au moment (mars-avril 1920) où se tenaient à Paris les négociations secrètes franco-hongroises. Ce furent surtout les délégués italiens qui demandèrent l'application plus conséquente du principe ethnique — concrètement il s'agissait du maintien de l'île de Csallóköz (Žitný) à la Hongrie et de l'octroi à la Terre des Sicules, en Transylvanie mais loin de la frontière hongroise, d'une large autonomie. Mais au début les Anglais, par exemple Lloyd George, penchaient aussi pour une modification du texte du traité de paix, c'est-à-dire du tracé des frontières fixé auparavant. Le délégué français, au contraire, s'en tint jusqu'au bout fermement aux décisions précédentes de la conférence de paix. Il est vrai que la France était représentée à Londres par Philippe Berthelot, ami proche de Beneš qui avait également des relations avec Denis et Léger. Il n'y a cependant aucun élément qui permette de supposer que Berthelot aurait agi de son propre chef, et qu'il aurait représenté ce point de vue en s'opposant à ses nouveaux chefs. Ses télégrammes, qui rendaient compte très précisément de l'avancée des négociations, étaient tous les matins sur le bureau de Paléologue, qui, s'il l'avait voulu, aurait à l'évidence pu ordonner à son subordonné de renoncer à sa position de fermeté.³⁵ Mais Berthelot ne reçut aucun ordre de ce genre, ce qui ne peut être considéré comme le fruit du hasard. Le silence de Paléologue peut s'expliquer. En effet, la nouvelle direction politique française n'envisageait la coopération économique et le rapprochement politique entre la Hongrie et ses voisins — qui au printemps 1920 reçurent plus d'attention qu'auparavant — que dans le cadre du traité de paix de Trianon, et l'équipe Millerand-Paléologue n'était pas non plus disposée à aller plus loin que les promesses floues contenues dans la lettre d'accompagnement du traité de paix. On trouve le reflet de cette position dans les directives envoyées par le Quai d'Orsay en mars-juin 1920 aux ambassadeurs qu'en général Paléologue signait ou marquait de ses initiales.³⁶ C'est pourquoi à notre avis la politique danubienne de la France ne connut pas de rupture ou de modification au printemps 1920. En revanche, ce qui s'est réellement passé, c'est qu'on a étudié les possibilités de modification, sans que cela n'entraîne aucune conséquence ou qu'aucune mesure concrète de correction ne soit prise.

Comme nous le savons, il n'y eut pas de correction significative pendant la décennie et demie qui suivit. La politique hongroise (et plus largement danubienne) de la France maintint ses deux principes fondamentaux, qui restèrent le respect des prescriptions du traité de paix de Trianon et l'empêchement d'une éventuelle restauration des Habsbourg. Il n'y eut de changement, en fait, que pendant le dernier tiers des

³⁵ AD Série Internationale Y, 1918-1940, vol. 662.

³⁶ Par exemple AD Europe 1918-1940, Hongrie, vol. 46, les ordres de Millerand au délégué principal hongrois du 6 mars 1920 et dans le vol. 59 l'information de Paléologue du 22 juin 1922 à l'ambassadeur français.

années trente, une fois l'économie allemande renaissante et son dynamisme commercial eurent parfaitement paralysé la barrière est-européenne créée en 1919-1920, et que se fut produit ce qu'avait prévu en 1917 l'État-Major français : une compétition sans merci des petits Etats de la région, indépendamment de leurs sympathies et attaches antérieures, d'abord pour les avantages offerts par le marché allemand, puis pour les faveurs politiques de l'Allemagne. A la lumière de la réapparition de la si effrayante Mitteleuropa, les principes de la réorganisation régionale de 1920 furent remis en question et se déprécièrent. A la place d'une orientation exclusivement fondée sur la Petite Entente, on vit revenir sur le devant de la scène les conceptions visant à l'intégration non pas d'une partie de, mais de la région toute entière. Le 19 novembre 1939 l'ambassadeur hongrois à Paris écrivait dans une dépêche à ce sujet : « La réflexion sur l'affaiblissement de l'Allemagne se traduit également par le fait qu'ils (les Français, NDLR) souhaiteraient organiser les Etats d'Europe centrale en contrepois de l'Allemagne une fois la guerre terminée. Leur point de départ est que la plus grande erreur du traité de Versailles a été le découpage de la Monarchie austro-hongroise, et c'est pourquoi il faudrait trouver quelque chose, qui après la guerre actuelle, remplace jusqu'à un certain point la Monarchie. Cette question préoccupe au plus haut point les milieux politiques ici, bien qu'ils n'aient aucune idée de ce qu'ils veulent. Ils pensent à une sorte de fédération qui associerait l'Autriche et la Tchécoslovaquie libérées, et les autres Etats centre-est européens, nous y compris. »³⁷ Il est à noter que dans ce cadre les revendications territoriales hongroises face à la Tchécoslovaquie et à la Roumanie reçoivent une attention plus favorable, et ce dès le début de l'année 1938.³⁸ Compte tenu du fait que la France, ni alors, ni après la guerre, ne fut dans la position de mettre en application ses anciennes/nouvelles conceptions de l'avenir de la région danubienne, l'opinion décrite plus haut peut être interprétée comme une autocritique qui n'a de valeur que sur le plan de l'histoire des idées, mais qui ne put jamais avoir de conséquence dans la sphère de la « realpolitik ».

³⁷ *Diplomáciai iratok Magyarország külpolitikájához, 1936-1945*, vol. IV, présenté par Gyula Juhász, Budapest, 1962, p. 620.

³⁸ *Ibid.*, vol. II, p. 271-272, et p. 858, vol. III, p. 111-112 et vol. IV p.541.

Les slavissants français face à la Hongrie avant le traité de Trianon

Je me trouve confronté à une tâche originale puisqu'elle consiste à être le recenseur et le contradicteur d'un collègue hongrois qui n'est pas parmi nous, Ignác Romsics, professeur invité à l'université de Bloomington, dans l'Indiana. Adhérant pour la majeure partie à son analyse minutieuse et pertinente, je présenterai donc ses thèses auxquelles j'ajouterai quelques commentaires et compléments.

« Dans les siècles passés, la politique danubienne de la France a toujours été définie en fonction de sa rivalité avec son (ou ses) voisins orientaux. Le jugement porté sur l'Europe orientale, et plus précisément les peuples de la région danubienne, dépendait de la façon dont ils prenaient, ou voulaient prendre position dans cette compétition entre puissances. »

Sur cette toile de fond, Ignác Romsics étudie la façon dont le programme de transformation de l'Empire en une série d'Etats nationaux a été formulé en France, à travers les archives et la littérature consacrée au sujet.

L'auteur évoque tout d'abord la figure de Louis Léger, le pionnier français des études slaves, en soulignant très justement que le moteur de son action fut le patriotisme. *« Pour Léger, les aspirations panslaves n'étaient donc pas intéressantes ou importantes en elles-mêmes, mais parce qu'elles paraissaient pouvoir s'insérer dans la panoplie de la politique de sécurité française. »* Léger voyait une alliance naturelle entre Slaves et Latins contre les Germains.

Chez André Chéradame, chez Ernest Denis, chez Louis Eisenmann, Ignác Romsics constate une même vision qui pousse à la transformation de l'Autriche-Hongrie, c'est-à-dire à sa fédéralisation, qui déplacerait les équilibres internes en faveur des Slaves et rangerait le monde habsbourgeois dans le « camp franco-slave ».

Rares étaient ceux qui, comme Mme Adam ou Jules Pichon (Chopin) pronostiquaient ou souhaitaient la disparition de la monarchie bicéphale.

I. Je souhaiterais ajouter à cette toile de fond quelques observations tirées de recherches portant sur les médiateurs du monde slave en France.

Première remarque : la vision de l'Europe centrale en France sort dans les années 1860 d'un « moule monarchique » jusque-là dominant. C'est à ce moment que l'histoire des nations et des peuples commence à se substituer à une histoire dynastique et diplomatique. Bien entendu, il s'agit là d'une ligne générale qu'il conviendrait de

nuancer. Mais c'est sur cette trame nouvelle qu'évolue l'appréhension de la Hongrie telle qu'elle demeurera dans ses grandes lignes jusqu'en 1914.

Pourquoi ce renversement ? Comme l'a noté Ignác Romsics, la dimension géopolitique est primordiale. N'oublions pas l'impact de Sadowa en 1866, du compromis austro-hongrois en 1867 et, évidemment, de Sedan et de l'achèvement de l'unité allemande. Mais il ne faut pas non plus négliger le lent travail idéologique amorcé par Quinet et Michelet au Collège de France autour du cas polonais (Adam Mickiewicz, Cyprien Robert, Alexandre Chodzko), qui déteint, en quelque sorte, sur la vision française de l'ensemble des peuples européens.

Ma deuxième remarque portera sur l'évolution de l'image des différentes composantes de l'Europe centrale. En 1848-49, les Hongrois bénéficient d'une aura révolutionnaire et d'un capital de sympathie qui ira en s'émuissant et qui sera inversement proportionnel à la slavophilie. Mais ici encore, il n'y pas derrière ce phénomène le seul jeu des propagandes. Le passage qui se produit en Hongrie du régime libéral incarné par Ferenc Deák au régime centralisateur et assimilateur de Kálmán Tisza a eu de profondes incidences sur l'image du royaume de Saint-Etienne. Dans ses premiers écrits de la fin du XIXème siècle et du début du XXème, Louis Eisenmann, dont je reparlerai dans un instant, ne cesse de réclamer le retour à la Hongrie libérale.

Troisième remarque : les slavisants — ou plus exactement les spécialistes du monde slave — se divisent en deux groupes inspirés par des préoccupations différentes.

— D'un côté, ceux que j'appellerais les géopoliticiens, groupés autour d'Anatole Leroy-Beaulieu et qui sortent de l'Ecole libre des Sciences politiques :

« Le jour où la monarchie austro-hongroise viendrait à disparaître ou à être réduite aux pays de la couronne de Saint-Etienne, c'en serait fait de la puissance française ».

En cas d'effacement de l'Autriche, « devant une Allemagne agrandie des provinces allemandes ou semi-allemandes de l'Autriche, la France tiendrait moins de place en Europe que n'en tient aujourd'hui l'Espagne, car entre elle et l'empire germanique, il n'y aurait pas les Pyrénées. »

« L'Occident et l'Orient ont un intérêt égal à ce que l'Autriche-Hongrie demeure indépendante de fait comme en droit. »

« La France, si longtemps rivale de l'Autriche, ne peut guère rester une grande puissance qu'aussi longtemps que règne sur le Danube une grande Autriche. »

Ces propos ont été tenus entre 1888 et 1904 par Leroy-Beaulieu.

Pour ce groupe constitué par René Henry, Georges Weil, Louis Jarray, Bertrand Auerbach et quelques autres, l'Autriche est la clef de voûte d'un équilibre européen sans lequel la France serait gravement menacée.

— De l'autre côté, nous trouvons des universitaires, principalement de la Sorbonne, de la génération de 1870, républicains meurtris par la défaite de Sedan, et qui ont pour précurseurs Louis Léger (1843-1923) avec son *Histoire de l'Autriche-Hongrie depuis les origines* qui paraît en 1879. Louis Léger, Emile Picot, Alfred Rambaud, Ernest Denis, puis Mario Roques et Louis Eisenmann appartiennent à un groupe

d'intellectuels dont l'apprentissage s'est fait directement sur le terrain qu'ils étudiaient. C'en était fini des médiateurs polonais ou germanophones. Ils ont établi des liens directs avec leur objet d'étude. Pour le domaine hongrois, il est inutile que j'évoque le nom d'Edouard Sayous qui fut le grand historien français de la Hongrie de l'époque. Tous ces hommes, à la différence du groupe précédent, ont développé une conception nationale de l'Europe centrale.

Je citerai seulement ce propos de l'historien Charles Seignobos en 1913, dans l'organe de l'Union des Nationalités qui avait vu le jour en 1903 :

« Déjà on peut prévoir la dernière étape ; le peuple tchèque, redevenu souverain dans ses affaires intérieures comme le peuple hongrois, reprendra la direction de sa vie nationale dans la fédération des États-unis d'Autriche ? »

Enfin, pour cette période d'avant-guerre, au fur et à mesure que la Troisième République s'affirme et que la France se démocratise, le regard critique sur des sociétés marquées encore par le féodalisme et l'archaïsme politique s'aiguise. D'où les ambiguïtés qui demeurent à l'égard de la Russie. D'où aussi la dévalorisation de la société hongroise.

Je ne voudrais pas achever cette première partie sans dire qu'il reste à étudier plus en profondeur l'image de la Hongrie en France au cours des années 1880-1914, image sans laquelle on ne pourrait comprendre les réactions de la guerre et de l'immédiat après-guerre.

II. Dans la deuxième partie de son exposé, Ignác Romsics montre la radicalisation des attitudes parmi les slavissants français, à travers l'exemple de Louis Léger et d'Ernest Denis et en s'appuyant sur les travaux d'Edit Marjanović (*Die Habsburger Monarchie in Politik und öffentlicher Meinung Frankreichs 1914-1918*, Wien-Salzburg 1984) et de François Fejtő (*Requiem pour un Empire défunt*). L'immense majorité de la presse prévoit désormais l'éclatement de l'Autriche et non plus sa transformation en fédération, comme tous les observateurs en exprimaient le souhait avant 1914.

Mais si publicistes et essayistes avaient choisi leur camp, qu'en était-il des responsables politiques ? Pour Ignác Romsics

« de nombreux éléments peuvent être présentés pour montrer que la politique officielle française pendant la première moitié de la guerre préférait nettement le maintien de la Monarchie à sa disparition. »

En effet, en janvier 1915, Maurice Paléologue écrit dans une dépêche à Paris à la suite d'un entretien avec Sazonov, le ministre des Affaires étrangères russes que « tant qu'il existera une Allemagne et une Italie, nous serons intéressés au maintien de l'Autriche ». Et Philippe Berthelot notait en août 1916 : « Le moment n'est pas venu de fixer le sort de la Bohême ».

Ainsi la thèse défendue par l'historien finlandais Kalervo Hovi selon laquelle le gouvernement français aurait pris parti pour la dissolution de l'Autriche-Hongrie très tôt pendant la guerre apparaît-elle erronée à mon collègue hongrois. Même la note du

10 janvier 1917 exposant les buts de guerre de l'Entente, à la suite de la demande américaine de décembre 1916, reste floue. Vouloir « la libération des Italiens, des Slaves, des Roumains et des Tchéco-Slovaques de la domination étrangère » signifie-t-il l'indépendance ? Ignác Romsics ne le pense pas.

Le retournement du front oriental au cours de l'hiver 1916-1917 avec l'effondrement de la Roumanie et la Révolution russe de Février change la donne dans les projets. Deux études de l'Etat-Major français du premier semestre 1917 envisageaient le maintien de l'Autriche, soit fédéralisée, soit dans le cadre d'une division du monde germanique entre Sud catholique et Nord prusso-protestant.

Denis, Léger, dans leurs écrits de propagande, luttèrent activement contre ces projets de maintien de l'empire bicéphale et, écrit Ignác Romsics,

« malgré tous les efforts des radicaux, des slavophiles, des francs-maçons et des hommes politiques issus des diverses nationalités de l'Empire, jusqu'à la fin de 1917, la politique officielle du gouvernement français ne se prononça pas de façon définitive sur l'avenir de l'Empire danubien ».

Le tournant a lieu en fait en novembre-décembre 1917 et il est très directement lié au changement de gouvernement du 17 novembre 1917. Clemenceau arrive au pouvoir avec son ami Stephen Pichon aux Affaires étrangères, qui penche pour le démembrement de la Monarchie.

Il est nécessaire de faire une parenthèse pour signaler quelques dates :

— Le 26 novembre 1917, Pierre de Margerie envisage la création d'une ceinture d'Etats à l'Est de l'Allemagne dans un mémorandum ;

— le 7 décembre 1917, une commission chargée d'étudier un plan de propagande et d'action en Russie avec l'utilisation des éléments allogènes (Tchèques, Ukrainiens etc.) est créée auprès du ministère des Affaires étrangères avec le général Janin pour président : Beneš et Stefanik en sont membres. C'est la dimension bolchevique du problème qui se confond encore avec la dimension allemande.

— Le 15 décembre, contacté par le Deuxième Bureau, Beneš propose des actions ponctuelles pour désorganiser les arrières en Autriche.

— Le 16 décembre 1917 est signé le décret créant l'armée tchécoslovaque en France.

Notre collègue poursuit : « Trois événements du printemps 1918 rendirent définitif le tournant opéré par la politique du gouvernement français face à la Monarchie à la fin de l'année 1917 : la signature de la paix de Brest-Litovsk en mars 1918, l'échec des négociations de paix séparée menées avec Charles IV en avril et la signature en mai d'un accord débouchant sur une union douanière entre la Monarchie et l'Allemagne. »

C'est ainsi que la France fut le fer de lance de la reconnaissance des nouveaux Etats d'Europe centrale comme en témoigne la reconnaissance du Conseil national tchécoslovaque dès le 29 juin 1918 alors que l'Angleterre ne le reconnut que le 9 août et les États-unis, le 3 septembre.

L'analyse de l'évolution des positions françaises vis-à-vis de l'Europe centrale soulève un certain nombre de problèmes que je voudrais ici évoquer.

— Premier point : sur l'articulation chronologique, l'argumentation de l'auteur de cette étude me semble parfaitement fondée et les recherches que j'ai menées (thèse de 3ème cycle soutenue en 1976 sur *Le séjour d'Edouard Beneš en France, 1915-1919*, Université de Paris I Sorbonne) sont entièrement confirmées par son exposé. Le tournant est pris à la fin de l'année 1917. Etait-il définitif ? J'en suis moins sûr. A la suite du discours de Lloyd George devant les Trade Unions du 5 janvier 1918 dans lequel l'homme d'Etat gallois parlait d'une « autonomie véritable suivant des principes démocratiques », les perspectives d'une destruction de l'Autriche-Hongrie s'éloignaient. Et lors de son audition par la commission des Affaires étrangères du Sénat le 15 février 1918, Stephen Pichon souligne les difficultés que rencontre l'application du principe du droit des nationalités à se libérer de la domination étrangère, notamment en raison des réticences britanniques. Le 10 avril 1918, Escudier déclare à la Chambre au nom de Clémenceau que ce dernier « ne veut pas pour le moment se dessaisir de ses armes », mais qu'entre la négociation avec l'Autriche et l'émancipation des peuples, il paraît décidé pour la seconde solution.

A la suite de l'incident Czernin et du dénouement que l'on sait, s'engage à la Chambre des Députés un débat dont je voudrais rappeler les termes principaux.

Painlevé, le 30 avril : « L'Entente ne voulait pas la fin de l'Autriche des Habsbourg, mais la reconstitution de l'Autriche sur des bases modernes et conforme au principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. »

Marius Moutet, le 3 mai : « Vous avez coupé les ponts avec l'Autriche. C'est une politique dont nous verrons plus tard les conséquences. Je ne sais si, la Russie détruite, nous avons intérêt à ce que l'Autriche soit coupée en morceaux. Je ne sais pas sous quelle influence les morceaux seront placés. »

Clémenceau, le même jour : « Quant à la politique de l'avenir, le jour où a été proclamé le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, l'Autriche a été condamnée : j'ai été de ceux qui la ménageaient parce que nous n'avions pas de politique autrichienne, pas plus moi que les autres ».

C'est sur ces entrefaites que Beneš a demandé le 28 mai à Stephen Pichon une déclaration nette et précise sur la question tchécoslovaque.

A la lumière des inquiétudes du Conseil national tchéco-slovaque, l'on se rend compte que les incertitudes ont duré pendant tout l'été 1918 : peur d'une offensive de paix de Charles, peur d'une réception favorable par la classe politique d'Autriche-Hongrie, peur d'un ultime sursaut militaire de l'Allemagne.

Dans un moment ultime, fin octobre, Beneš utilise même l'argument du triomphe du bolchevisme à Prague si l'Entente s'efforce de sauver l'Autriche.

— Deuxième remarque : il n'y a pas eu une seule vision de l'Autriche-Hongrie pendant la guerre, mais plusieurs niveaux. Une presse naturellement hostile, dans son immense majorité (*L'Œuvre* et *L'Action française* sont des exceptions). Un milieu intellectuel et universitaire qui est aussi largement défavorable. Des pôles de résistance à cette vision négative, avec quelques salons aristocratiques, certains militaires et des cercles catholiques ainsi que des socialistes partagés sur le sort de l'Autriche.

— Ma troisième remarque sera une interrogation. Quel a été l'impact et le poids des slavissants français auprès des décideurs ? Question capitale à laquelle il est parfois difficile de répondre nettement. Pour Louis Léger, je répondrais volontiers que son influence directe a été très faible : on ne retrouve pratiquement pas de traces de contacts suivis avec les responsables politiques et diplomatiques. Léger fonctionne depuis des années dans une sphère symbolique, importante certes, mais sans conséquence directe sur le sujet qui nous préoccupe. Pour Ernest Denis, l'on doit être plus nuancé. Il jouit du prestige de sa position universitaire, mais l'on se défie tout de même de sa partialité. Il en est tout autrement pour Louis Eisenmann qui était chargé au Deuxième Bureau pendant la guerre des analyses sur l'Europe centrale et qui a notamment servi d'intermédiaire entre Benes et les autorités françaises. Pourtant, beaucoup d'inconnues demeurent encore : qu'en était-il des connexions entre ce groupe et Philippe Berthelot, Jules Laroche, le général Lerond et Emmanuel de Martonne, personnages clefs sur qui reposèrent nombre de décisions de la conférence de la paix ?

L'examen attentif des archives telles qu'elles subsistent aujourd'hui laisse cependant une certitude : les spécialistes français de l'Europe centrale dominés par la sympathie à l'égard des nationalités n'ont pas eu la place qu'on leur attribue parfois. Sans aller jusqu'à dire qu'ils n'ont eu aucune influence, l'on peut affirmer que celle-ci a été au mieux indirecte, au pire secondaire.

III. La dernière partie de l'exposé d'Ignác Romsics est consacrée à la politique française en Europe centrale de 1918 à 1920. L'auteur souligne que

« c'est la France qui, d'entre les quatre grandes puissances, porte l'essentiel de la responsabilité de l'amputation subie par la Hongrie de territoires ethniquement hongrois et frontaliers /.../ L'explication de cette attitude réside essentiellement dans ses choix stratégiques et de politique de sécurité, les arguments ethniques ou économiques ne jouant que dans une bien moindre mesure. »

Et notre collègue établit une hiérarchie des faveurs qui place la Pologne en tête, devant la Roumanie, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie, avant de s'attarder sur l'épisode des négociations bilatérales du printemps 1920, en rappelant les études de Pierre Renouvin, de Mária Ormos et de Magda Ádám.

Cet épisode a donné lieu à de nombreuses interprétations, notamment de la part du grand historien Mario Toscano. Une véritable légende en est née, reposant sur les manœuvres d'intoxication qui eurent lieu dès le printemps 1920 sur un soi-disant « traité secret » entre la France et la Hongrie. Pour Ignác Romsics,

« ce qui s'est réellement passé, c'est qu'on a étudié les possibilités de modification, sans que cela n'entraîne aucune conséquence et qu'aucune mesure concrète de correction ne soit prise. »

Ce n'est qu'en novembre 1939 que l'idée d'une réorganisation centre-européenne sur la base d'une fédération fut envisagée par les Français, écrivait l'ambassadeur de Hongrie en France. Mais, précisait-il, « ils n'ont aucune idée de ce qu'ils veulent ».

Cette troisième partie de l'article de notre collègue est trop synthétique pour que je puisse la développer. Aussi procéderai-je comme précédemment par quelques remarques en guise de conclusion.

— Tout d'abord, il tort le cou à la légende d'un rapprochement franco-hongrois au printemps 1920. Il rejoint ainsi la remarquable démonstration que Jacques Bariéty avait faite à Strasbourg lors d'un excellent colloque sur les conséquences de la Conférence de la Paix en 1984.

— Ensuite, il souligne le rôle de la France dans la constitution de ce que l'on peut désigner sous le terme de Deuxième Europe centrale, Europe centrale des nationalités qui a succédé à la première Europe centrale habsbourgeoise. J'aurais tendance à voir dans le processus qui se met en place entre 1918 et 1920 la résultante de quatre forces au moins dont seule la conjonction permet d'expliquer la situation ;

— l'évolution interne de la Hongrie depuis 1867, voire depuis 1848 ;

— l'horreur de la guerre qui a généré une volonté d'éradication définitive et qui donne naissance à des solutions radicales dont les vaincus sont les victimes ;

— les initiatives locales, les faits accomplis et les rapports de force régionaux aux lendemains immédiats de la guerre ;

— et enfin, mais seulement en dernier lieu, les décisions des grandes puissances qui sont alors dans l'incapacité de maîtriser véritablement les situations en Europe centrale et orientale. Deux exemples : l'impossibilité de faire respecter pendant des semaines les lignes de démarcation slovaco-hongroises ou les décisions sur Teschen à la frontière polono-tchécoslovaque, l'invasion de la Hongrie par les troupes roumaines et leur maintien en Hongrie avec l'occupation de Budapest, contre la volonté des Quatre. Le traité de Trianon qui, il est vrai, en bafouant le droit des nationalités, est un défi à une certaine morale, est le fruit de tous ces facteurs.

Dans un tel contexte, les slavissants français n'ont eu qu'un poids bien mince. Je le répète, avant guerre, aucun d'entre eux ne souhaitait la disparition de l'Autriche-Hongrie. En revanche, ils demandaient tous sa transformation. Pourquoi n'a-t-elle pas eu lieu ? C'est une question qui mériterait un autre colloque.

1936-1938 : l'Armée française tente d'oublier Trianon

L'étude des relations franco-hongroises reste, pour la période marquée par le traité de Trianon, une activité à haut risque polémique. Ces dernières années de multiples publications hongroises ont cherché à réhabiliter la politique extérieure du régent Horthy (et mêmes d'autres aspects de son régime)¹ en insistant tout particulièrement sur la justesse de l'ambition révisionniste qui découlerait directement de l'injustice des décisions prises à l'issue de la première guerre mondiale. Pour compléter ce climat de réévaluation historique les auteurs concernés jouent sur les difficultés récentes et souvent toujours actuelles rencontrées par les minorités hongroises dans les pays voisins. Enfin ils rappellent combien le principe, proclamé en 1919-1920, d'autodétermination des peuples n'a pas été respectée dans le cas des Hongrois, sauf dans le cas de la Ville de Sopron (Ödenburg, à la frontière autrichienne). Si j'ai quand même décidé de vérifier les théories qui font de la Hongrie la victime d'un acharnement tout particulier du pays de Clémenceau, c'est que comme dans le cas des études récentes sur la genèse et les suites de Trianon (voir les contributions de MM. Szarka, Fisera, Romsics et Marès), il me semble qu'en étudiant les années trente on peut montrer que la Hongrie n'a pas fait l'objet d'une haine quelconque des autorités françaises.

¹ Voir la contribution de Holger Fischer ci-dessus, et dans *La Nouvelle Alternative*, 1993, décembre, n°3, le dossier « Les régimes post-communistes et la mémoire du temps présent » (coordonné par Karel Bartosek, qui dirige une équipe de recherche sur ce thème), les contributions de György Litván, « La mémoire officielle de l'histoire du temps présent en Hongrie », p. 13-15, et de P. Gradwohl, « Les manuels scolaires, un enjeu politique ? », p. 15-19. Dans cette même revue (n°33, mars 1994, p. 41-43) il y a une étude de l'utilisation politique de la réhabilitation de Horthy par les conservateurs actuels, P. Gradwohl, « La Hongrie peut-elle en finir avec l'ombre des années Horthy ? ». La société de production vidéo Fekete Doboz a réalisé un film documentaire sur les funérailles-bis du régent Horthy en septembre 1993 (*Temetni Jöttem*, 65 mn, 1993). Ce dernier document est disponible à Paris au CIEH et à la Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine. Sur l'historiographie hongroise et plus généralement des pays d'Europe centrale et orientale, on peut consulter également la revue *XX^e siècle*, (1992, 4^o trim.), et un colloque organisé à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales être publiés en juin 1994, dont les actes devraient avant la fin de cette même année chez l'Harmattan. Antoine Marès et Catherine Durandin dirigent à l'INALCO une équipe travaillant sur cette question dans le cadre du programme *Intelligence de l'Europe* du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, alors que l'équipe coordonnée par Jean Bérenger et Paul Gradwohl se concentre sur la seule Hongrie et n'étudie que le XX^e siècle.

Il est vrai que ce travail est rendu difficile par la multiplicité des facettes de la politique française et par l'écart constaté entre les multiples discours officiels assez figés et d'autres sources qui indiquent à quel point le système établi en 1919-1920 est déjà, de fait, jeté au rebut en 1925, si ce n'est avant. Par manque de moyens la France a, dès le milieu des années vingt, du mal à organiser sa propre défense et doit donc renoncer à toute politique active en Europe centrale et orientale. Même le pays modèle, la Tchécoslovaquie, qui était à la fois démocratique et alliée de la France, se voit abandonnée après de longues manœuvres dilatoires qui ont permis de ne pas signer un accord réellement efficace de coopération militaire.² Ainsi, dans les années trente, au moment où la politique d'alliances ancrée sur les traités de 1919-1920 aurait dû jouer à plein, il n'en reste quasiment plus rien.

Pourtant la « mémoire » hongroise, en faisant du traité de Paris un calque de celui de Trianon, en profite pour oublier les infléchissements de l'attitude française non seulement après 1945, mais aussi avant. Cette cécité reflète à l'évidence la volonté de maintenir le mythe d'une unité d'intérêts profonde entre l'Allemagne et la Hongrie après la première guerre (Holger Fischer vient de démontrer la vanité de l'illusion d'un quelconque partenariat à égalité avec le Troisième Reich). Mais elle repose aussi sur une méconnaissance des faits.

Pour limiter la démonstration le thème retenu sera limité tout d'abord chronologiquement. Les années 1936-1938 ont semblé particulièrement significatives parce que c'est alors que l'Allemagne a été en mesure de manifester au grand jour son rétablissement en Europe centre-orientale. Donc c'est logiquement à ce moment que la France aurait dû faire jouer son alliance orientale. Les milieux militaires ont retenu l'attention d'une part parce qu'ils sont actifs dans la région, notamment par le biais de missions militaires, et d'autre part parce qu'ils n'ont pas été enthousiastes quand il s'est agi de démanteler la Double Monarchie. Il faut aussi remarquer que les analyses faites par les militaires ne souffrent pas d'a priori idéologique contre les « féodaux » hongrois ou autrichiens. Ils sont, par exemple, fort sensibles aux efforts de résistance à la poussée allemande des chrétiens nationaux de Vienne. Enfin ce sont eux qui gèrent directement l'héritage de Trianon, puisque dès 1936 il est clair que seule la force permet de

² Henry Dutaillly, dans les chapitres XII et XIII de *L'histoire militaire de la France, 3 — de 1871 à 1940*, Paris, Presses Universitaires de France, 1992, sous la direction de Guy Pédroncini, montre comment la France s'est peu à peu privée d'instrument militaire efficace entre 1919 et 1939. Il rappelle les directives du 9 juin 1938 et du 31 mai 1939 du Général Gamelin, qui prévoyaient, « sans aucun caractère d'automatisme » de lancer une offensive seulement si le front oriental (Tchécoslovaquie puis Pologne) tenait (p. 356). Dans la *Revue Historique des Armées*, (*RHA*) n°152, 3/1983, H. Dutaillly avait précisé ses vues, notamment dans « La puissance militaire de la France en 1938, vue par le général Gamelin, l'Etat-major de l'Armée et le Secrétariat général de la Défense nationale ». Par ailleurs, en étudiant les missions militaires françaises en Europe centrale et orientale Antoine Marès (*RHA*, n°150, 1/1983, p. 60-72, « Les attachés militaires en Europe centrale et la notion de puissance en 1938 » et *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, tome XXX, oct. 198, p. 559-586, « Mission militaire et relations internationales : l'exemple franco-tchécoslovaque, 1918-1925 ») et Tomasz Schramm (*Francuskie misje wojskowe w pastwach Europy rodkowej, 1919-1938*, Pozna, Uniwersytet im. Adama Mickiewicza w Poznaniu, 1987, Seria historia n°143, avec un important résumé en français) montrent les limites de l'engagement militaire français auprès des alliés orientaux.

s'opposer à Hitler. Et ce n'est pas l'Armée qui a le plus été « contaminée », en France, par l'esprit de Munich. (Ceci ne voulant pas dire que le sentiment d'impuissance n'inhibait pas le général Gamelin.)

On peut distinguer deux périodes. La première va de l'Anschluß au début septembre 1938, et la seconde est dominée par le dépeçage de la Tchécoslovaquie.

1. De 1936 à la Conférence de Bled (20-29 août 1938)

En 1935, le 20 février, au Haut-Comité Militaire, le Général Maurin, ministre de la Guerre, évoque une intervention italienne pour sauvegarder l'indépendance de l'Autriche contre une action allemande.³ L'inaction française face à la menace d'Anschluß se trouve en quelque sorte justifiée par un mirage, une illusion sans fondement, mais utile pour faire oublier la passivité française. D'ailleurs celle-ci est également expliquée par le manque de détermination anti-allemande des alliés, notamment des Polonais.

A partir de 1936 les militaires français reconnaissent ouvertement que le système d'alliances issu des paix de Versailles doit être revu. Une note du 8 avril 1936, le lendemain de la crise de la remilitarisation de la Rhénanie, précise : « La Petite Entente dont l'action militaire commune est uniquement organisée contre la Hongrie doit être orientée contre l'Allemagne pour soutenir au plus tôt la Tchécoslovaquie menacée de pulvérisation initiale ; la Yougoslavie doit être protégée contre la propagation germanique qui la travaille. »⁴ Et tout au long de l'année 1937, comme le note J.-B. Duroselle dans *La décadence*, la France tentera de transformer la Petite Entente.⁵

Toutefois la politique française de projection de puissance par le biais d'alliances combine des éléments diplomatiques perceptibles, qui aboutissent à la Conférence de Bled en Yougoslavie — reconnaissance par les pays de la Petite Entente du droit à l'armement de la Hongrie, promesses d'amélioration du sort des minorités hongroises dans ces pays — mais qui sont néanmoins illusoire. En effet au même moment Miklós Horthy, Béla Imrédy (le Premier hongrois⁶), Kálmán Kánya (ministre des Affaires

³ Voir l'analyse faite par Henry Dutailly dans le chapitre « Stratégies et alliances » de *Les problèmes de l'Armée de terre française (1935-1939)*, Paris, Imprimerie Nationale, 1980, et ici le document du Service Historique de l'Armée de Terre (SHAT), 2 N 19, H.C.M., P.V. de la séance du 20 février 1935.

⁴ SHAT, 7 N 2521/3, « Note sur les conséquences à tirer au point de vue militaire de la dénonciation par l'Allemagne du traité de Locarno », 8 avril 1936, rédigée par C.B. Armengaud. Texte complet dans Dutailly, op. cit., p. 307-313.

⁵ Paris, Imprimerie Nationale, 1983, (collection Points Histoire n°H63 des Editions du Seuil) p. 321, cette réflexion s'appuie sur un document du Quai d'Orsay, une « note de la Direction politique », du 20 novembre 1936, citée dans les Documents Diplomatiques Français (2, IV, n°9).

⁶ Ministre des Finances d'octobre 1932 à juin 1935, après un passage à la tête de la Banque Nationale Hongroise il retrouve un maroquin ministériel en tant que ministre sans portefeuille chargé de coordonner la politique économique de mars à mai 1938, et à partir du 14 mai il prend la tête du gouvernement jusqu'au 16 février 1939. Il reviendra au gouvernement après l'invasion allemande de mars 1944, pour deux mois et demi. (Voir József Bölöny, *Magyarország kormányai, 1848—1992*[Les gouvernements de la Hongrie], Budapest, Akadémiai Kiadó, 1992, pour tout ce qui concerne les ministères et les ministres hongrois.)

étrangères⁷) et Jenő Rátz (ministre de la Défense nationale⁸) sont en Allemagne et négocient avec Hitler, acceptant finalement de tourner l'accord de Bled au nom du droit des minorités, en fixant des exigences inacceptables pour les pays voisins, afin de récupérer des territoires slovaques.⁹

Cependant, avant même ce tournant fatal, la France, sentant qu'elle perd pied dans la région, en est réduite à saisir au vol les hypothèses du moment. Le 16 février 1938, le 2^e Bureau signale que « de source en général bien informée » ... « La création d'un triangle Prague-Vienne-Budapest sous l'égide franco-anglaise aurait motivé les menaces directes de M. Hitler à M. Schuschnigg. »¹⁰ Le 28 février, le même 2^e Bureau estime que seule « l'aide soviétique » peut permettre aux Polonais et aux Roumains de résister face à l'Allemagne : la Tchécoslovaquie et la Hongrie seront « de gré ou de force » à la disposition de l'Allemagne.¹¹ Or la possibilité pour l'URSS d'obtenir des concessions intéressantes de la part de l'Allemagne (sur les frontières occidentales de l'Union) ou de la part de la Pologne dans les pays baltes rend, entre autres, les perspectives de demande de soutien à l'URSS par la Petite Entente très hasardeuses.

Enfin, pour terminer cette liste d'exemples des hésitations françaises, voici un document au titre clair, « Hypothèses sur les forces dont l'Allemagne et l'Italie pourraient disposer au printemps 1939 pour une action contre la France ».¹² La Hongrie brille par son absence des calculs, alors que de la Pologne on attend la passivité, et de la Tchécoslovaquie et de la Roumanie on escompte une « neutralité hostile ». Conscient du caractère de supputation de ces documents du 2^e Bureau, qui a pour mission de faire *toutes* les hypothèses, il faut souligner le fait que les militaires français saisissent bien l'ampleur des hésitations hongroises et ne cherchent pas à accabler le pays. En parcourant les documents on ne peut pas percevoir la présence d'un « esprit de Trianon » fondé sur une animosité contre les Hongrois. La tenue même de la Conférence de Bled témoigne d'ailleurs de l'ouverture de la diplomatie française à l'égard de Budapest.

⁷ Il occupa ce poste du 4 février 1933 au 28 novembre 1938. Voir J. Bölöny, op. cit.

⁸ Chef d'état-major adjoint puis Chef d'état-major de l'Armée hongroise, et ministre de la Défense Nationale du 14 mai au 15 novembre 1938. Après l'occupation allemande de mars 1944 il devient ministre sans portefeuille chargé de remplacer le Chef de gouvernement, du 22 mars au 19 juillet, moment où le régent tenta d'amoindrir l'influence allemande au sein du gouvernement. Mais le 8 novembre 1944, en plein régime des Croix-fléchées, il est élu dans des conditions plus que douteuses président de la Chambre Haute (*ibid.*).

⁹ Voir Gyula Juhász, *Magyarország külpolitikája, 1919—1945* [La politique extérieure de la Hongrie], Budapest, Kossuth Könyvkiadó, 1988 (3^e édition révisée), p. 186-188.

¹⁰ SHAT, 7 N 2522, dossier « 1938 — Autriche — Tchécoslovaquie, tension politique » E.M.A. 2^e Bureau, référence manuscrite : 4282/c.

¹¹ SHAT, *ibid.*, « Considération sur la constitution d'un bloc oriental », une mention manuscrite précise que le document est à conserver au Cabinet.

¹² SHAT, *ibid.*, E.M.A. 2^e Bureau.

2. La partition de la Tchécoslovaquie (septembre-décembre 1938)

Le sort de l'alliée modèle a partagé jusqu'au sommet de l'État français. Le renoncement anglais donne finalement le « la », mais les dirigeants français voit bien les conséquences de l'abandon de Prague dans la région. Si on excepte les étonnantes tentatives faites pour penser une Tchécoslovaquie amputée des Sudètes mais continuant à représenter une force militaire sérieuse,¹³ il reste que la Hongrie est présentée, dans une note du 15 septembre 1938, de la façon suivante :

— (dans l'hypothèse d'une résistance française face à la volonté d'annexion allemande des Sudètes) « La Hongrie, qui logiquement doit être l'alliée de l'Allemagne s'abstiendrait à la fois par crainte de miser sur le mauvais cheval et pour des raisons de politique intérieure. »

— (la France cède à Hitler) « La Hongrie qui, comme nous l'avons dit, est retenue dans l'abstention (d'action contre la Tchécoslovaquie, NDLR), tant par crainte d'un échec que par l'opposition d'une partie de son opinion (Église et propriétaires fonciers), précipiterait son évolution vers le national-socialisme et deviendrait une alliée active et enthousiaste de l'Allemagne. »¹⁴

Ce texte montre d'abord une vision fort optimiste de la résistance hongroise à l'influence allemande, qui met l'accent sur un conservatisme à l'Autrichienne, ce qui repose sur une interprétation biaisée de la vie politique hongroise. D'une part, le révisionnisme a des effets sur les milieux conservateurs qui n'ont jamais eu d'équivalent en Autriche entre 1919 et 1938. D'autre part il est sans doute intéressant de rappeler qu'en Hongrie il y avait une gauche légale et illégale, ouvrière et intellectuelle, qui a résisté au mythe expansionniste.

Mais on doit aussi noter le ton fort modéré de la critique à l'encontre des Hongrois, alors que dans le même document les Polonais sont éreintés (à juste titre sans doute, car dans ces semaines ils ont négocié avec les Allemands pour le gain de territoires frontaliers contestés aux Tchèques), peut-être à cause des espoirs que la France avait voulu mettre dans la plus forte armée de la Petite Entente.

Peu après les perspectives d'un axe polono-hongrois ne seront pas vues d'un mauvais œil par Paris, mais le 2^e Bureau, dans une note du 19 décembre¹⁵ qui rapporte les vues d'un haut militaire du Reich, annonce une action militaire de l'Allemagne contre la Pologne, reprend l'évaluation selon laquelle la Hongrie ne compte pas militairement, et n'évoque l'idée « d'une combinaison Rome-Belgrade-Budapest-Varsovie » que pour la ravalier au rang de « chimère ».

¹³ SHAT, *ibid.*, « Note sur la réorganisation éventuelle de la Tchécoslovaquie », 8 septembre 1938, E.M.A. 2^e Bureau.

¹⁴ *Ibid.* Le document entier contient 13 pages analysant en détails les conséquences du choix français.

¹⁵ SHAT, 7 N 2522, dossier « Tension politique, 1938 », « Synthèse des propos tenus par une haute personnalité allemande ».

Afin de comprendre quels étaient les préjugés français face à la Hongrie, on peut utiliser l'analyse datée du 12 décembre 1938 du nouvel attaché militaire à Berlin¹⁶ :

La Hongrie se prête peu aux investigations. Mon collègue magyar est poli et hermétique. On peut toutefois suppléer par un raisonnement à l'absence d'informations directes.

Encastrée entre des pays qui ne l'aiment pas, sensible à la propagande nazie (car la féodalité et les Juifs y tiennent une place importante), n'ayant qu'une armée assez faible, la Hongrie ne peut pas résister à la volonté de l'Allemagne. Par contre, elle a intérêt à s'y plier, si elle veut assouvir son propre dynamisme. De quel côté pourrait-elle réaliser une nouvelle expansion ? Ce n'est pas vers les Carpathes puisque l'Allemagne s'y oppose ; ce n'est pas non plus, du moins actuellement, vers la Yougoslavie, car elle multiplie à ce pays les assurances de bon voisinage....

En fait, la Hongrie semble destinée à devenir une nation vassale de l'Allemagne et agrandie de la Transylvanie.

Le militaire français est plus fataliste que malveillant. Il mesure la responsabilité hongroise à la même aune que celle des autres pays de la région :

La traite qu'ont acceptée implicitement les peuples d'Europe centrale qui n'ont pas su ou voulu soutenir la Tchécoslovaquie peut donc venir bientôt à échéance. Ce pourrait être en 1939.

Conclusion

L'armée française fait preuve, dans les milieux directement concernés par la Hongrie (le 2^e Bureau), d'une ouverture d'esprit très réelle dans ces années de « décadence » de la France, alors même que la Hongrie est au coeur du dispositif de résistance à l'Allemagne qui est en train de s'effondrer à l'est. D'ailleurs une « note sur la situation actuelle » de l'État-major des Armées du 26 octobre 1938 signée par son Chef, le général Colson, affirme que malgré ses errements anti-tchécoslovaques, la Pologne doit être soutenue, et qu'il faut envisager « la formation d'un bloc oriental : Pologne, Roumanie, Yougoslavie (voire Hongrie) soudé dans le nord aux États baltes, dans le sud à l'Entente balkanique ».¹⁷

Même s'il est clair que la part de réalité dans ces réflexions post-munichienne est fort réduite, il n'en ressort pas moins que l'état-major français est manifestement, à

¹⁶ SHAT, 7 N 2522, dossier « 1938 — Autriche — Tchécoslovaquie, tension politique » E.M.A. 2^e Bureau. Note de 26 pages du Colonel Didelet, dont J.-B. Duroselle (op. cit., p. 279 et 286) souligne l'erreur de jugement concernant l'impréparation (imaginaire) des forces militaires allemande.

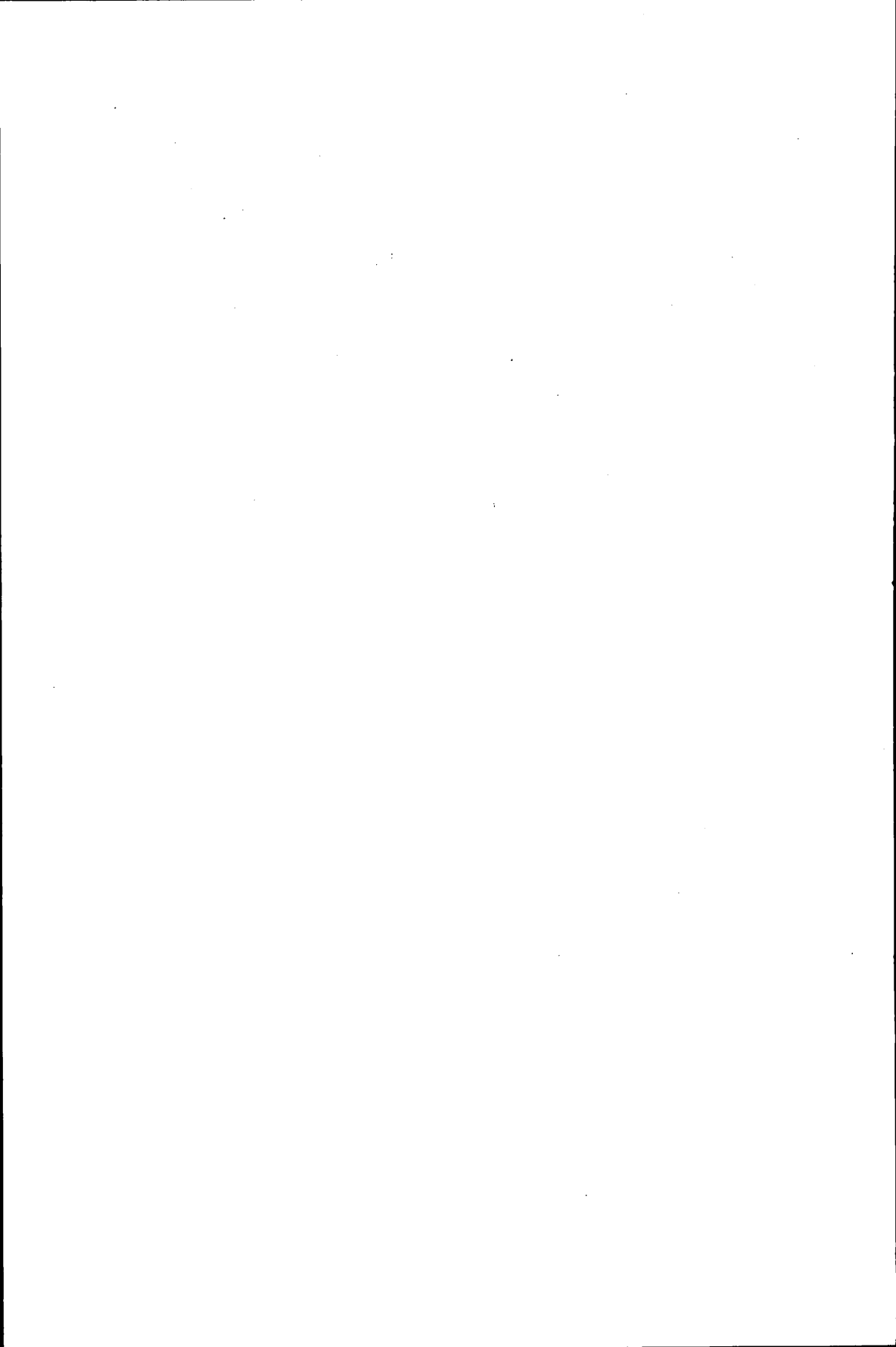
¹⁷ SHAT, 5 N 579/1, « Note sur la situation actuelle rédigée par l'E.M.A. », 26 octobre 1938, p. 2, citée par Henry Dutailly, op. cit., p.63.

cette époque, sorti de tout esprit de vengeance anti-magyar, si tant est qu'il ait jamais été sous le coup d'une telle influence.

Malgré le caractère très limité de cette enquête ses conclusions s'insèrent bien dans le mouvement qui verra plus tard les militaires français échappés des camps allemands se réfugier en Hongrie, et y être protégés, puis, comme ce sera montré par la contribution suivante, la diplomatie française tenter d'adoucir le tracé des frontières avec la Roumanie au profit des Hongrois.

Toutefois ce qui est en cause n'est pas la reconnaissance de la légitimité de l'irrédentisme, très mal toléré en France, même chez les alliés polonais, mais l'absence de préjugés foncièrement défavorables au « brillant troisième » de la coalition des puissances centrales de 1914. Les recherches futures permettront de déterminer dans quelle mesure les forces conservatrices hongroises pouvaient offrir un point d'appui pour la résistance à l'Allemagne, et si la perception française était fondée sur la connaissance de la situation ou sur une logique un peu plaquée sur la réalité hongroise. De même il faudra vérifier si le passif de la politique française en Hongrie ne résulte pas autant de Trianon que du décalage entre les déclarations sur la sécurité des alliés de la France et l'impuissance de Paris dans les moments décisifs. On peut même mettre l'accent sur l'absence de réelle politique de présence économique, qui a été un élément essentiel des succès stratégiques de l'Allemagne.

Cette première approche a démontré, espérons-le du moins, que le suivisme annexionniste des « petites puissances » a été un élément clef de leur propre perte. Car malgré la domination des « Grands », sans leur intervention, l'issue de la crise tchécoslovaque n'aurait pu être une telle victoire allemande.



Marge de manœuvre et voie obligée Les relations germano-hongroises entre les deux guerres

1. Introduction

La politique extérieure hongroise dans son ensemble, les relations que la Hongrie entretenait avec l'Allemagne en particulier, ainsi qu'avec les États voisins dans la période de l'entre-deux-guerres ont été indéniablement déterminées par le traité de Trianon, par le tracé des frontières qu'il a fixé, par la manière dont il a réglé ou non la question des minorités, et par le rapport de forces international qui fut la conséquence de sa signature et de celle des autres traités de Paris.

Ce contexte de la politique extérieure de la Hongrie et des autres petits États du bassin danubien a été décrit par György Ránki comme un rapport dynamique entre « *mozgástér és kényszerpálya* », c'est-à-dire « liberté de mouvements et voie obligée ». Il pose plusieurs questions : dans quelle mesure les petits États avaient la possibilité d'accéder à l'indépendance, de quels moyens ils disposaient pour assurer leur autonomie, et s'ils avaient une chance réelle de s'affirmer dans un système dominé par les grandes puissances et reposant sur une économie moderne faite d'interconnexions de plus en plus étroites.

En Hongrie, une thèse remporte un succès croissant — ce qu'un observateur étranger ne peut manquer de constater — : c'est celle selon laquelle à cause de Trianon, le pays s'est retrouvé sans qu'il y ait de sa faute et d'une manière quasi naturelle dans une situation de contrainte, d'où la seule issue était celle qu'il a effectivement empruntée, c'est-à-dire la catastrophe de la Seconde Guerre Mondiale. Hongrie victime. Mis à part le fait que Trianon représentait une paix injuste en faveur du plus fort, on oublie souvent que ce traité n'est pas tombé du ciel sur la Hongrie, mais qu'il est l'aboutissement d'un processus historique auquel la Hongrie n'est pas restée étrangère. Je n'ai pas l'intention de revenir ici sur la réévaluation du traité de Trianon à laquelle les chercheurs hongrois se sont livrés au cours des quatre dernières années. Toutefois, par-delà le fait que soit mis en avant son caractère indéniablement injuste, la théorie selon laquelle il est source de tous les maux, je suis frappé par une forte tendance à passer sous silence et à refouler la responsabilité de la Hongrie dans la première guerre mondiale, le rôle joué par la politique des nationalités dans la chute de la monarchie et

les traits caractéristiques de l'époque horthyste¹. Je veux dire par là que Trianon n'est pas seulement et exclusivement le point de départ d'une nouvelle période, d'une voie obligée déterminée à l'avance et de l'extérieur, comme on le présente souvent en Hongrie actuellement, c'est aussi l'aboutissement d'une époque révolue. Mais, comme je l'ai déjà dit, le traité de Trianon comme aboutissement n'est pas le sujet de la présente communication.

Je propose en revanche d'examiner dans quelle mesure la Hongrie, après l'instauration de la paix de Trianon, a réellement été contrainte d'emprunter la voie qui menait inéluctablement à la catastrophe, de comprendre si elle avait ou n'avait pas d'autres solutions. En d'autres termes, la Hongrie pouvait-elle déterminer librement sa politique, ou bien, comme John Lukacs (1993, 751) le pose catégoriquement dès la première phrase de son essai paru dans le dernier numéro de *Századok* « les grandes puissances « décident »[-t-elles] du sort de la nation et de l'État hongrois au vingtième siècle ? » La Hongrie n'a-t-elle été que le jouet de la politique internationale qui, en tenant de l'extérieur les rênes de sa politique, en fit une innocente victime, ou bien ne s'est-elle pas, sur la base de certains axiomes politiques, mise elle-même dans une situation où elle ne pouvait plus déterminer librement sa propre politique ?

Pour ma part, j'adopte la dernière de ces thèses et voudrais l'illustrer ici par une image. On peut voir une cage où sont enfermés la Hongrie, représentée par Horthy, et un coffre, qu'Horthy voudrait bien ouvrir pour s'emparer du trésor qu'il contient, la révision de Trianon, le rétablissement de la Hongrie dans ses frontières historiques. La soumission de l'ensemble de la politique à cette maxime de politique extérieure a réduit sa marge de manœuvre aux dimensions d'une cage. Mais pour réaliser cet objectif politique, Horthy a besoin de la clé du coffre qu'il ne peut obtenir que de l'extérieur. Il regarde autour de lui, va vers l'un, vers l'autre, et finit par s'apercevoir que cette clé est aux mains d'Hitler. Sa situation d'encagé le contraint à se livrer pieds et poings liés à ce dernier, ce dont dans son aveulement, obnubilé qu'il est par le trésor, il ne veut pas se rendre compte.

¹ Cela vaut en particulier pour les travaux d'Ernő Raffay (1990) et de Zoltán Palotás (1990), mais c'est sensiblement plus net chez d'autres auteurs comme Károly Kollányi (1993) et László Nagy (1993), dont l'ouvrage est préfacé par Otto von Habsburg qui dit entre autres : « Éppen azért nagyon örülök, hogy negyvenéves történelemhamisítás után végre egy alapos történelmi munka jelenik meg Magyarországról. » [Ce qui me réjouit particulièrement, c'est qu'après quarante années de falsification de l'histoire paraisse enfin un ouvrage qui témoigne de recherches sérieuses sur la Hongrie.] ! Dans un essai, György Litván (1993, 86) fait une constatation alarmante: on peut observer chez les historiens hongrois l'ambition *consciente* de réhabiliter politiquement l'époque horthyste et de lui offrir une continuité historique jusqu'à nos jours. Et l'on a pu lire récemment dans la magazine hebdomadaire *Der Spiegel* (« Die alten Dämonen tanzen » [Les vieux démons entrent dans la danse], in 1/1994 du 03.01.1994, 98-102) : L'histoire se déroule en arrière comme dans une machine à remonter le temps, les horreurs d'un passé de l'Europe que l'on croyait à tort surmontées depuis longtemps projettent leur ombre sur le présent et embrument l'avenir ... La Hongrie, avec sa tendances à une tradition fascistoïde est une triste illustration de la thèse Schlomo Avineri, historien de Jérusalem, selon laquelle « la meilleure prédiction d'avenir pour tous les anciens pays communiste est leur passé » ... Même dans ce pays à l'évolution démocratique exemplaire, l'histoire marche à l'envers. »

2. Le traité de paix de Trianon

Le traité de paix signé à Trianon le 4 juin 1920, dont C.A Macartney a dit : « None of the Peace Treaties was more drastic in its terms than the Treaty of Trianon » (Macartney 1965, 1), a eu entre autres les conséquences territoriales et démographiques suivantes (mis à part ce qui concerne la Croatie) :

— la superficie de la Hongrie est réduite de deux tiers, et passe de 282 000 à 93 000 km² ;

— sa population est réduite d'environ 60%, et passe de 18 à 7,6 millions ;

— plus de 10 millions de personnes passent aux États voisins, dont 3,4 millions de Hongrois, qui se répartissent de la façon suivante : 1,1 millions à la Tchécoslovaquie, 1,7 millions à la Roumanie, 564 000 à la Yougoslavie et 26 000 à l'Autriche ;

— ainsi 33% de l'ensemble des Magyars se retrouvent-ils sous une domination étrangère, alors que la grande majorité d'entre eux se rattache à des groupes ethniques restés en Hongrie.

Ce traité de paix ressenti comme un diktat provoqua un choc indescriptible et une profonde déception dans la société hongroise (Hoensch 1994, 104 ; Hoensch 1991, 78). A cette époque, il n'y eut pas un seul groupe social qui trouve son compte dans les frontières fixées par Trianon, pas un seul parti politique qui ne réclame la révision des frontières (*Geschichte Ungarns* 1988, 211 ; J. Gergely 1991, 32 ; L.Nagy 1990, 696).

3. Les principes fondamentaux de la politique extérieure de la Hongrie

Le traité de Trianon a fait de la Hongrie, avec l'Autriche, l'État le plus petit de la région en superficie et en population, le plus faible sur le plan économique et militaire. La classe dominante de la Hongrie d'avant-guerre, revenue au pouvoir après les intermèdes de la République démocratique bourgeoise et de la République des Conseils, n'a à aucun moment de l'entre-deux-guerres, renoncé à revendiquer, dans une situation de politique extérieure favorable, la restitution des territoires amputés. Ou bien, comme Hoensch (1984, 104) le dit : « En renonçant sciemment à tout compromis, avec une rigueur imposante et aveugle à tout élément positif, ils cultivaient la conscience historique de la création de l'État, de l'histoire millénaire du royaume d'Étienne, de la mission dont les Magyars étaient investis du fait de leur culture et de leur civilisation supérieures ... Dans une éruption de national-patriotisme qui a touché toutes les couches de la société, le symbole de la couronne du roi Étienne a ranimé et entretenu l'idée d'une révision du traité de paix et de la restitution des territoires livrés aux voisins honnis ... »

La révision totale fut dès le début le principal objectif de la politique extérieure hongroise, au même titre que le refus absolu du communisme et, partant, de l'Union Soviétique (Gergely 1991, 312). László Szarka adopte une formulation plus prudente en écrivant que la politique extérieure hongroise avait un double objectif, la défense des minorités hongroises et la révision pacifique, la « correction » des frontières (Szarka 1993, 23). La séparation des nationalités ne semblait pas encore définitive, le

rétablissement des frontières historiques de la Hongrie semblait au contraire ne dépendre que de l'évolution des rapports de forces internationaux.

Au premier plan de la politique extérieure de la Hongrie se trouvait donc le désir de trouver, grâce à une estimation de l'évolution réelle ou possible des rapports de forces internationaux, l'allié qui permettrait d'obtenir la révision (*Geschichte Ungarns* 1988, 219).

Cette conception de « révision totale » de la politique étrangère était intimement liée à la politique intérieure. Son but était de détourner l'attention des énormes problèmes sociaux et économiques ainsi que des structures réactionnaires du système (Hoensch 1984, 105 ; Hoensch 1991, 79). On n'a cessé de répéter à la population que la cause première de tous ses malheurs était à chercher dans les révolutions de 1918/19 et dans l'amputation de la Hongrie, elle-même due à ces révolutions, qu'une amélioration de son sort ne dépendait pas d'une transformation des conditions sociales, mais que la prospérité de la nation était uniquement fonction de la mesure dans laquelle on parviendrait à réaliser les objectifs révisionnistes, et à récupérer les territoires perdus (Gergely 1991, 314 ; Riemenschneider 1987, 21-22). Il faut mentionner ici l'accord profond qui existait à ce sujet entre le nouveau pouvoir restaurateur et la grande majorité de l'intelligentsia hongroise (Lackó 1990, 715).

Puisque la politique étrangère hongroise était axée sur l'exigence d'une révision totale, un accord avec les États voisins était pratiquement exclu. Tant que la Hongrie réclama que tout lui soit rendu, les pays voisins restèrent résolus à tout garder.

La Hongrie aspirait donc à être une grande puissance au niveau de la région, mais les moyens économiques et militaires dont elle disposait étaient loin d'être suffisants pour réduire les risques au minimum en cas de conflit (Ránki 1984, 13).

Dès les années vingt, les contours de la politique du régime de Horthy se dessinèrent de plus en plus clairement, et son caractère antilibéral, réactionnaire, autoritaire-dictatorial devint manifeste.²

4. L'évolution de la politique étrangère hongroise

4.1 Au cours des années vingt

Étant donnée sa situation internationale dominée par l'activité de la Petite Entente (*Geschichte Ungarns*, 1988, 219), créée entre autres pour maintenir le statu quo et faire obstacle au révisionnisme ainsi qu'isoler la Hongrie, le gouvernement Bethlen (14 avril 1921 — 18 août 1931) a compris dans la première moitié des années vingt que la Hongrie devait d'abord accepter le cadre territorial prévu dans les accords de paix, et remettre à plus tard une politique ouverte de révision (J. Gergely 1991, 53). Dans l'immédiat, l'important était de sortir de l'isolement vis-à-vis de l'étranger. C'est

² Dans ce contexte, il est intéressant de noter que c'est encore un collègue étranger, le Japonais Hirata Takesi (1993) qui, dans un article paru récemment dans la revue *Valóság*, analyse de façon critique du point de vue d'un politologue, dans quelle mesure le système Horthy avait un caractère démocratique.

à cette fin que fut demandée le 18 septembre 1923 l'adhésion à la Société des Nations, demande qui fut agréée le 3 octobre 1923. Outre un assouplissement des relations extérieures, on espérait que cette adhésion permettrait de mieux défendre les intérêts des minorités hongroises vivant à l'étranger³, de réviser l'accord de paix sur la base de l'article 19 des Statuts de la Société des Nations, et surtout d'obtenir les importants crédits nécessaires pour stabiliser la monnaie et l'économie (Ádám 1988, 54-58).

Parmi d'autres tentatives qui furent faites pour échapper à cet isolement en politique étrangère, on peut citer les négociations hungaro-soviétiques de 1924 : elles visaient à l'établissement de relations diplomatiques basées sur des intérêts communs et dirigées contre la Roumanie mais n'ont finalement pas abouti à cause de divergences fondamentales de nature idéologique. Il y eut ensuite en 1925-26 les négociations avec la Yougoslavie : à cause de l'état de déstabilisation où elle se trouvait (en raison de ses conflits de frontières avec tous ses voisins), celle-ci voulait assurer ses frontières avec la Hongrie et à cette fin avait proposé à Bethlen un pacte d'amitié, de non-agression et d'arbitrage. Toutefois, aucune des parties n'était prête à faire les concessions nécessaires à une telle coopération (Ádám 1988, 73-74).

Le rapprochement avec l'Italie à l'issue des accords du 5 avril 1927 est bien plus important pour la politique hongroise de révision que les actions politiques citées ci-dessus. L'objectif commun était de briser, au moyen d'un contrepois adéquat, le système d'alliances de la Petite Entente lié à l'influence dominante de la France dans le bassin du Danube.

Jusqu'à la seconde moitié des années vingt, Bethlen a ouvertement mené une politique de respect des accords de Trianon. Il estimait qu'une politique active de révision ne pourrait être entamée que lorsque la Hongrie serait en mesure, en s'appuyant sur une armée moderne et des alliés puissants, de briser le statu quo mis en place dans le bassin du Danube par le système résultant des traités de Paris et de la Petite Entente. Le gouvernement hongrois s'est donc abstenu de manière manifeste de donner suite aux revendications pressantes de révision des accords qui émanaient de toutes les couches de la population ; ceci sans doute parce qu'il estimait que c'était le seul moyen d'endormir la méfiance des voisins. Le temps aidant, Horthy a réussi à s'imposer face à Bethlen et à diriger l'activité diplomatique selon ses conceptions de politique étrangère : refus du tracé des frontières sur des bases ethniques, restauration du royaume de Saint Étienne dans ses frontières d'avant la guerre, avec accès à la mer (Hoensch 1984, 117).⁴

Au début de 1928, Bethlen a estimé que le temps était venu où la Hongrie, — s'appuyant sur une économie raffermie, sûre d'elle-même sur le plan de la politique intérieure, et s'appuyant sur l'Italie — pouvait rompre avec la ligne de politique étrangère de reconnaissance forcée des frontières fixées en 1920 qu'elle avait suivie jusqu'alors, et proclamer officiellement que la révision était l'objectif premier de sa politique étrangère (J. Gergely 1991, 53-54). Toutefois, Bethlen avait compris que

³ On se réfère ici de nouveau à l'article déjà cité de László Szarka de 1993.

⁴ Szarka (1993, 25) fait état de l'existence parallèle de deux conceptions dans les années vingt : la stratégie de la révision intégrale (globale) et la stratégie d'une révision selon des critères ethniques.

l'alliance italienne ne suffirait pas pour réaliser les objectifs de révision. Par ailleurs, la crise économique mondiale, les conflits internes qu'elle provoquait et le durcissement de la situation internationale, montraient aussi à l'évidence que la Hongrie devait chercher l'appui économique aussi bien que politique d'une grande puissance ayant des intérêts dans l'espace danubien (Hoensch 1984, 22 ; *Geschichte Ungarns*, 1988, 214). Bethlen envisagea donc un pacte italo-germano-hongrois, qui cependant n'était pas encore réalisable à cette époque (1928).⁵

Au début des années trente, la politique extérieure active de Bethlen, soutenu par Pisudski qui donna en 1928 son accord pour maintenir la révision à l'ordre du jour, et par le traité signé avec l'Autriche le 25 janvier 1931, avait certes contribué dans une large mesure à isoler la Hongrie sur la scène internationale, mais en fait, dix ans après la fin de la guerre, autrement dit après Trianon, le gouvernement Bethlen n'avait pas avancé d'un pouce dans sa politique de révision (Hoensch 1984, 119).

4.2. *Rapprochement de l'Allemagne*

La politique extérieure hongroise dans les années trente se caractérise d'abord par une certaine hésitation entre un rapprochement avec l'Italie ou avec l'Allemagne. Gyula Gömbös, qui se qualifiait lui-même de national-socialiste hongrois, chef du gouvernement du 1er janvier 1935 au 12 octobre 1936, avait prôné dès le début des années vingt une coopération germano-italo-hongroise dans le cadre d'un « axe des États fascistes » comme condition d'une révision globale. Le Reich allemand apparaissait comme le seul partenaire susceptible de venir à bout des clauses du traité de paix et de briser le carcan où la Petite Entente et l'influence française enfermaient la Hongrie. Gömbös a parfaitement mesuré les dangers d'une prédominance allemande dans l'espace danubien, mais considérant que la présence italienne la contrebalancerait, il a estimé que les conditions préalables à une révision importante étaient ainsi réunies. Cette conception était basée sur un partage des zones d'intérêt des deux grandes puissances, à l'intersection desquelles il était possible de ménager un espace libre pour la Hongrie dans le Bassin des Carpathes afin de garantir un équilibre des forces. Selon la formule de Gömbös, les demandes de révision devaient s'appuyer au nord sur l'Allemagne, au sud, sur l'Italie. Gömbös a rejeté toute idée de compromis ou de concession envers les États voisins, tels qu'ils étaient en discussion en Hongrie au début des années trente (Hoensch 1991, 82).

Les relations germano-hongroises ont joué un rôle assez effacé dans la réalité politique des années vingt et du début des années trente, mais la prise de pouvoir par Hitler a apporté un tournant décisif au rapport de forces international, et par voie de conséquence à la politique extérieure hongroise, puisque l'Allemagne proclamait à présent ouvertement la révision du système de paix et manifestait ses intentions expansionnistes. Dans la conception allemande, les petits États de la région du Danube — et pas seulement la Hongrie — sont moins destinés à jouer le rôle de pions tactiques sur l'échiquier d'un ordre mondial dirigé vers la confrontation, qu'à représenter une réserve

⁵ Voir en particulier Ormos 1984.

de premier ordre dans le nouveau système totalitaire du monde ; leur importance économique était donc capitale et non marginale. Puisque le Troisième Reich ne pensait qu'en termes de dépendance, d'annexion et d'assimilation totale, ainsi que d'anéantissement de quiconque constituait un obstacle, l'indépendance, voire l'autonomie des États danubiens était toute relative à ses yeux. C'est justement à cause de cette importance économique capitale pour le Reich que le rapprochement avec l'Allemagne n'a ouvert qu'une voie obligée (*kényszerpálya*) sans offrir de liberté d'action (*mozgástér*) (Ránki 1984, 17-18).

Pour l'Allemagne, la Hongrie devait jouer le rôle d'un avant-poste germanophile dans une région de l'Europe où dominait l'influence française. L'idée de Berlin était de s'attacher la Hongrie économiquement et ainsi de l'inclure dans un espace de l'hégémonie allemande visant toute l'Europe. Dans la conception allemande, le développement de relations économiques apparemment favorables *aux deux parties*, autrement dit la politique étrangère *économique*, était l'instrument qui lui permettrait d'atteindre un objectif politique, la situation d'une grande puissance dominant l'Europe (Riemenschneider 1987, 23). En ce qui concerne la Hongrie, pays à l'agriculture excédentaire, l'objectif national-socialiste prévoyait à court terme d'épuiser ses ressources au profit du réarmement allemand, et à long terme de l'inclure d'abord économiquement, ensuite politiquement dans son hégémonie. Il suffit de penser aux mots d'ordre nationaux-socialistes de « Großraumwirtschaft » (« économie à grande échelle ») et de « Ergänzungswirtschaft » (« économie complémentaire »), ainsi qu'à celui de « Mitteleuropa » (« Europe centrale ») de Friedrich Naumann (Ránki 1984, 29-30 ; Riemenschneider 1987, 24, 85-91, 92-93).

L'attitude hongroise face à l'Allemagne était en revanche essentiellement marquée par la demande d'une révision des frontières. La Hongrie considérait donc le révisionnisme comme la toile de fond de toute sa politique étrangère, y compris des relations économiques avec l'Allemagne (Riemenschneider 1987, 22).

La mise en œuvre du projet allemand fut particulièrement aisée en Hongrie d'une part parce que la presque totalité des États du sud-est européen avaient du mal à écouler leur production agricole, d'autre part à cause du révisionnisme spécifiquement hongrois qui ne pouvait aboutir à ses fins qu'avec l'aide de l'Allemagne, enfin par l'espoir — si irrationnel soit-il — des hommes politiques hongrois que l'Allemagne réserverait à la Hongrie une place prépondérante dans l'espace danubien en lui attribuant le rôle de « Unterherrscher », (« gouverneur ») régnant sur les peuples d'Europe du Sud-Est (Riemenschneider 1987, 24-25).

L'Allemagne pouvait ainsi apparaître comme l'allié « naturel » de la Hongrie dans la question de la révision, mais celle-ci se berçait aussi de l'illusion que l'Allemagne serait prête à la soutenir indépendamment de ses propres intérêts de puissance (Juhász 1990, 15). Ceci fut clair dès 1933, lorsque ce projet de collaboration germano-italo-hongrois et les objectifs hongrois de révision furent présentés au Führer en mars par l'ex-premier ministre Bethlen, puis en juin par Gömbös lui-même. Ce dernier entretien s'acheva par une amère déception pour Gömbös, parce qu'en raison de l'intérêt que l'Allemagne portait aux richesses minières de la Roumanie et de la Yougoslavie, Hitler n'était disposé à soutenir les revendications de la Hongrie que contre la Tchécoslovaquie. Ainsi d'étroites limites furent-elles imposées au développement des relations

germano-hongroises, et en même temps, le résultat économique le plus important fut l'ouverture du marché allemand aux produits agricoles hongrois stipulée dans l'accord signé en février 1934 (Hoensch 1984, 130 ; J. Gergely 1991, 63 ; Riemenschneider 1987, 59-62, 71-72, 79-81).

Tant que l'Italie représentait un contrepoids conséquent contre l'Allemagne, la Hongrie a davantage recherché l'appui de Mussolini qui, à plusieurs reprises avait promis de soutenir ses revendications révisionnistes, et qui avait signé le Protocole de Rome en mars 1934. Ce pacte de consultation mutuelle entre l'Italie, l'Autriche et la Hongrie, augmenté d'un certain nombre d'accords économiques, représentait en quelque sorte un avertissement à Hitler afin de l'empêcher d'annexer l'Autriche.

Le cadre définitif de la politique étrangère de la Hongrie fut fixé lors de la deuxième rencontre entre Gömbös et Hitler en septembre 1935. Selon la conception allemande, la Hongrie devait d'abord renoncer à ses revendications territoriales envers la Roumanie et la Yougoslavie et s'en tenir à la frontière tchèque et à la restitution de la Haute-Hongrie. En échange, la Hongrie obtenait d'importants crédits pour son réarmement.

Grâce à sa situation stratégique, la Hongrie a joué un rôle important dans la politique expansionniste de l'Allemagne. L'accroissement des contacts économiques, politiques et militaires l'a de plus en plus amenée dans le sillage de l'Allemagne nationale-socialiste (Hoensch 1984, 122). La création de l'Axe Rome-Berlin en octobre 1936 a placé l'Italie dans une position subalterne vis-à-vis de l'Allemagne en raison de son faible potentiel politique et militaire. Cela a également signifié un rétrécissement de la marge de manœuvre de la politique étrangère de la Hongrie, qui avait jusqu'alors trouvé dans l'Italie un contrepoids à l'influence et aux pressions exercées par l'Allemagne. A partir de ce moment, la Hongrie perdit peu à peu son statut de partenaire à part entière. Elle dut au contraire payer chèrement chaque action de soutien de la part de l'Allemagne (J. Gergely 1991, 70).

Après le changement de ministère en automne 1936, le gouvernement Darányi (1er octobre 1936 — 13 mai 1938) où Kánya avait conservé le portefeuille des Affaires étrangères, a fait une brève tentative pour libérer le pays de la trop forte dépendance de l'Allemagne. Au cours de l'année 1937 eurent lieu des négociations avec les pays de la Petite Entente (Yougoslavie, Tchécoslovaquie, Roumanie), autour de l'égalité militaire, d'un pacte de non-agression et de la question des minorités, mais qui restèrent sans effet (Ádám 1988, 111-122). La conséquence de cet échec fut un nouveau rapprochement avec le Reich allemand (Hoensch 1984, 134-135).

A la fin de novembre 1937, Hitler informa le gouvernement hongrois de ses intentions concernant l'Autriche et la Tchécoslovaquie, et du rôle qu'il entendait réserver à la Hongrie. Il fit clairement savoir qu'une révision ne pourrait concerner que la frontière tchécoslovaque, qu'il convenait d'envisager un rapprochement avec la Yougoslavie, même sur la base de la reconnaissance des frontières actuelles, et de trouver un *modus vivendi* avec la Roumanie ou de remettre la révision à plus tard.

L'annexion brutale de l'Autriche les 11-12 mars 1938 causa une forte déception en Hongrie, parce que Hitler n'était pas disposé à céder le Burgenland, ce qui aurait permis à la Hongrie d'enregistrer une première réalisation concrète de ses ambitions révisionnistes. En outre, la Hongrie perdit confiance, parce que la coopération promise

par le Haut commandement des Armées se faisait attendre. Sa dépendance économique de l'Allemagne augmenta d'un seul coup, puisque grâce à l'annexion de l'Autriche, la part du commerce extérieur avec le Grand Empire Allemand avait pratiquement doublé (Riemenschneider 1987, 130-132).

Même si la restitution de la Haute-Hongrie semblait se rapprocher, la Hongrie se voyait menacée par un accroissement de l'influence allemande dans l'espace danubien, résultant de l'incorporation des territoires de Bohême sous tutelle allemande (Hoensch 1984, 135 ; Riemenschneider 1987, 132-134).

Le gouvernement de Béla Imrédy (14 mai 1938 — 16 février 1939) a intensifié les relations politiques avec la Pologne et a surtout essayé d'obtenir une révision pacifique la plus large possible au moyen de négociations avec la Petite Entente. En août 1938 à Bled, les puissances de l'Entente se déclarèrent prêtes à reconnaître à la Hongrie le droit au réarmement, et à étudier le problème des minorités (Hoensch 1984, 137 ; Ádám 1988, 130-132).

Mais ce premier succès, certes modeste, fut aussitôt dévalorisé par Hitler lors de la visite officielle de Horthy à la fin du mois d'août 1938. Hitler, rendu furieux par l'« attitude molle » de la Hongrie, exigea que « qui voulait tirer profit du démantèlement de la Tchécoslovaquie mette aussi la main à la pâte ». Toutefois il était clair que même les révisionnistes hongrois les plus convaincus n'étaient pas prêts à se lancer aveuglément dans une aventure à l'issue incertaine aux côtés d'Hitler. Imrédy et Kánya furent convoqués à Berchtesgaden le 20 septembre 1938. Hitler se montra magnanime en leur disant qu'il ne réclamerait ni la Slovaquie ni la Ruthénie, à condition que le gouvernement hongrois participe activement au démantèlement de la Tchécoslovaquie — après un certain laps de temps, pour éviter l'intervention de la Yougoslavie et de la Roumanie. Mais les troupes hongroises étaient insuffisamment équipées et ne disposaient que d'une force de combat réduite. C'est pourquoi la nouvelle de la réunion des Quatre Grands à Munich fut accueillie avec soulagement en Hongrie, parce qu'ainsi le danger d'un conflit armé semblait écarté (Hoensch 1984, 137-138).

4.3 Succès de la révision

Les accords de Munich ont d'abord suscité une grande déception en Hongrie, car seul Mussolini avait obtenu que les revendications hongroises soient au moins mentionnées dans une annexe ; en outre, la Hongrie et la Tchécoslovaquie devaient d'abord trouver dans les trois mois un règlement bilatéral de leurs problèmes territoriaux. Les négociations bilatérales ont évidemment échoué. Le premier arbitrage de Vienne prononcé par la suite constitua le premier résultat tangible d'une politique de révision vieille de près de vingt ans ; cet événement célébré avec beaucoup de faste représenta toutefois une nouvelle déception pour les Hongrois, entre autres parce qu'il ne fixait pas la frontière escomptée avec la Pologne — ce que, pour des raisons stratégiques, l'Allemagne ne souhaitait pas —, et parce que la Hongrie dut le payer à l'Allemagne par de sérieuses concessions économiques et politiques.

La politique étrangère du gouvernement Teleki (12 février 1939 — 3 avril 1941) partait de l'idée que d'une part il fallait reconnaître la prédominance actuelle de Hitler en Europe centrale et orientale, et partant jouer la carte allemande dans la liquidation

de ce qui restait de la Tchécoslovaquie pour ne pas mettre en jeu la récupération des territoires d'Ukraine sub-carpathique mais que d'autre part la politique d'amitié avec l'Allemagne ne devait pas aboutir à une rupture définitive avec les puissances occidentales en cas d'extension du conflit germano-polonais. On estimait que l'Allemagne ne pouvait pas se maintenir à long terme dans un conflit armé avec les puissances occidentales. La Hongrie voulait obtenir le plus grand nombre possible de révisions avec l'appui de l'Allemagne, tout en poursuivant ses relations avec les puissances occidentales, pour ne pas subir de nouvelles pertes territoriales en cas d'une défaite allemande (J. Gergely 1991, 83), ce qui constituait une politique fondamentalement opportuniste et irréaliste (Hoensch 1984, 139-140)⁶

La Hongrie est devenue encore plus profondément et irrémédiablement dépendante de l'Allemagne en rejoignant le pacte anti-komintern le 24 février 1939, en quittant la Société des Nations le 11 avril de la même année, et plus tard en adhérant au pacte tripartite le 20 novembre 1941. Dans le domaine économique, les événements de 1938 et 1939 (annexion de l'Autriche et démantèlement de la Tchécoslovaquie) ont considérablement renforcé la position de l'Allemagne face à la Hongrie. Près de la moitié du commerce extérieur de la Hongrie et plus de 50% des capitaux investis dans l'industrie, les mines, mais aussi dans d'autres branches économiques se trouvèrent sous domination allemande. Au regard de cela, les acquis territoriaux et économiques de la Hongrie ne sont que des semblants de succès (Riemenschneider 1987, 137-138).

Avec le premier arbitrage de Vienne du 2 novembre 1938, l'occupation de l'Ukraine sub-carpathique en mars 1939, le deuxième arbitrage de Vienne du 30 août 1940 et l'occupation de la Bácska (Bačka) en avril 1941, la Hongrie, avec l'aide allemande, pour ne pas dire grâce au bon vouloir des Allemands, a rempli une partie seulement de ses objectifs de révision. L'attaque contre la Yougoslavie montre bien quel rôle subalterne les objectifs révisionnistes de la Hongrie ont joué dans la politique allemande ; ses objectifs n'étaient pris en considération qu'en fonction des intérêts militaires ou économiques allemands. Suite à la protestation de la Roumanie, la Hongrie n'a même pas reçu le Banat promis en contrepartie de sa participation militaire en Voïvodine et de la traversée des troupes allemandes en route vers la Yougoslavie (Juhász 1990, 16 ; Riemenschneider 1987, 221-223 ; Nebelin 1989, 182-183).

Bien que ce fait eût été occulté par le délire de joie nationaliste que provoquèrent ces acquis, la Hongrie dut les payer d'un prix exorbitant : perte d'autonomie dans de nombreux domaines politiques et économiques, droits élargis pour le Deutscher Volksbund, accroissement considérable de livraisons de produits agricoles, renoncement à la « neutralité armée », obligation de s'associer à l'Allemagne dans le conflit mondial, et pour finir, défaite et rétablissement des frontières de Trianon. L'échec de la politique

⁶ C'est pour cette raison qu'il convient, me semble-t-il, de remettre en question la révision de Teleki par les historiens hongrois (par ex. J. Gergely, 1991, 316), qui voient en lui un grand homme politique, le seul à avoir reconnu les dangers d'une alliance trop étroite avec l'Allemagne, et à en avoir tiré les conséquences en avril 1941. Il est en effet bien établi que c'est lui qui, précisément, a contribué à accentuer l'imbrication des diplomaties hongroise et allemande, à cause de l'objectif de révision territoriale.

révisionniste dans son étendue et ses méthodes a également conduit à la chute de la Hongrie semi-féodale (Hoensch 1984, 141).

On ne peut dissimuler cet état de choses, même si, au moment de la déclaration de la seconde guerre mondiale, de nombreux hommes politiques hongrois ont compris combien la Hongrie s'était rendue de plus en plus dépendante d'une Allemagne dont la politique extérieure était basée sur l'agressivité, l'expansion et la conquête de nouveaux territoires. De nombreux Hongrois s'aperçurent alors que la liberté d'action en politique intérieure et extérieure était restreinte, et ils eurent le sentiment d'être complètement soumis aux diktat d'Hitler, sans être en mesure de défendre prioritairement les intérêts hongrois. Beaucoup d'hommes politiques étaient convaincus que l'Allemagne ne pourrait tenir tête longtemps aux démocraties occidentales, néanmoins ils ont voulu bénéficier d'une révision parrainée par Hitler, sans risque militaire, et garantie par les Alliés en cas de victoire soviéto-occidentale, même si l'Allemagne entraînait la Hongrie dans la défaite (Hoensch 1984, 143 ; Hoensch 1991, 84-85).

5. Résumé

En reprenant la problématique « marge de manœuvre — voie obligée », j'aimerais d'abord faire appel à deux citations de la littérature historique allemande, pour ensuite essayer d'ébaucher ma propre réponse.

Selon l'historien hambourgeois Bernd-Jürgen Wendt (1981, 419) et Michael Riemenschneider, qui exprime la même idée dans sa thèse (1987, 26), en contraignant les pays d'Europe de l'Est à une dépendance unilatérale croissante par rapport au marché allemand, l'Allemagne s'est forgé un excellent instrument pour « aboutir à une perte progressive de souveraineté de ces États et de leur gouvernement, et à une dangereuse restriction de leur marge de manœuvre ». Cette opinion met l'accent sur le poids écrasant que l'Allemagne a délibérément fait peser sur les relations avec les pays du sud-est européen, y compris la Hongrie.

En outre, selon Riemenschneider (1987, 268), l'opinion publiée dans la *Neue Züricher Zeitung* du 21 mars 1994, est encore valable aujourd'hui :

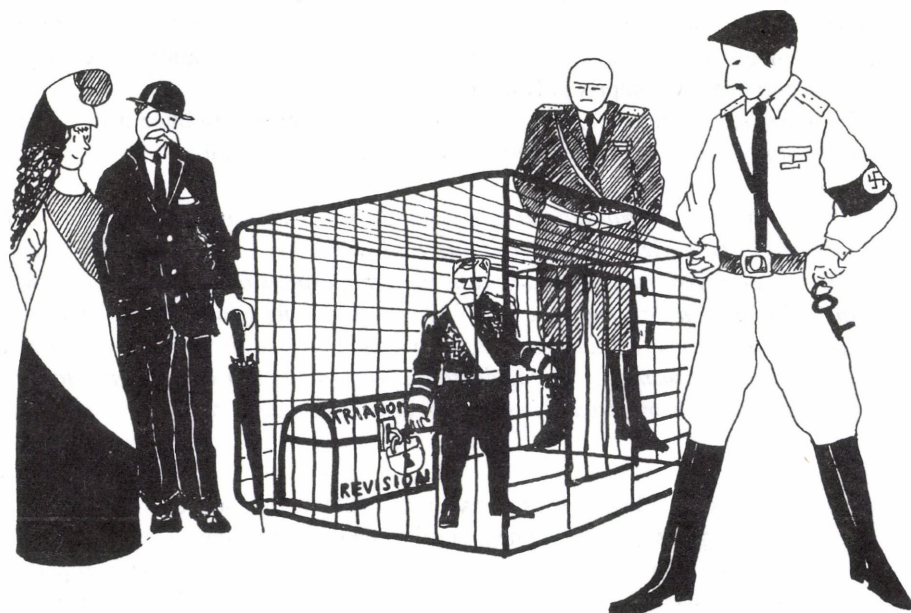
« Le révisionnisme pratiqué par la politique hongroise après la débâcle de 1918 a amené la Hongrie à être dépendante de l'Allemagne ... La Hongrie a lié ses objectifs de révisions territoriales à la politique expansionniste allemande, mais après l'annexion de l'Autriche en 1938, elle a eu une frontière commune avec l'Allemagne, ce qui l'a amenée sous la pression directe de Berlin, la privant de sa liberté de mouvements dans le domaine politique ... Par le révisionnisme, elle s'est ainsi trouvée inextricablement prise dans le filet de la politique guerrière de l'Allemagne. »

Ici l'accent est mis au-delà du poids écrasant de l'Allemagne, sur les motivations qui ont fait que la Hongrie s'est elle-même précipitée dans la dépendance de l'Allemagne.

A mon avis, on n'insistera jamais assez sur la part *active* de la Hongrie, et partant, sur sa propre responsabilité dans le rapprochement avec l'Allemagne. D'un certain

point de vue, le but politique de la Hongrie, la révision totale des frontières, était irrationnel. Ainsi la Hongrie a-t-elle fondé l'ensemble de sa politique extérieure sur une base irrationnelle. Elle se croyait partenaire et s'est comportée comme si elle était un partenaire indépendant, autonome, disposant d'une liberté d'action (*mozgástér*). Mais ce n'était qu'une illusion. Aveugle devant les conséquences de cette politique extérieure dont les fondements comme les buts étaient irrationnels, elle n'a pas remarqué, ou n'a pas voulu remarquer, ou même elle a refoulé l'idée que du point de vue allemand, elle ne jouait que le rôle d'un instrument — si important fût-il. Les acquis de la révision rapprochèrent la Hongrie de son but. Mais contrairement à ce qu'on croyait, ce ne fut pas une politique hongroise autonome qui garantit dans quelle mesure ce but devait être réalisé, mais ce qu'Hitler lui accordait ou feignait de lui accorder. Ce qu'Hitler visait avant tout, ce n'était pas la révision en soi, mais l'exploitation des potentiels économiques de la Hongrie, de la Roumanie et de la Yougoslavie au profit de l'Allemagne. La part réservée à la Hongrie fut donc fonction de la coïncidence des intérêts des deux pays, étant entendu que ceux de l'Allemagne étaient toujours prédominants. Ces deux faits, le rôle d'instrument joué par la Hongrie, et les territoires concédés par l'Allemagne, ne signifient cependant pas que la Hongrie soit tombée presque automatiquement et contre sa volonté sur la voie obligée (*kényszerpálya*) de dépendance vis-à-vis de l'Allemagne — comme on le prétend aujourd'hui, et comme on se plaît à le représenter dans les médias et les ouvrages de vulgarisation —. Cette dépendance où la Hongrie s'est elle-même engagée, a été le prix refoulé qu'elle a dû payer pour réaliser les objectifs qu'elle voulait absolument atteindre.

On voyait en rêve l'image, empreinte d'autosatisfaction illusoire et de désirs irréels, d'un empire hongrois puissant restitué dans ses frontières historiques. Ce rêve se poursuit-il ou va-t-il se renouveler ?



6. Bibliographie

- ÁDÁM, Magda, « La confédération danubienne et la Petite Entente » in *Acta Historica* 25 (1979), 61-113
- ÁDÁM, Magda, *A kisantant, 1920-1938* (La Petite Entente, 1920-1938), Budapest, 1981
- ÁDÁM, Magda, *Richtung Selbstvernichtung. Die Kleine Entente 1920-1938*, Budapest, Vienne 1988
- ÁDÁM, Magda, *A Kisantant és Európa 1920-1929* (La Petite Entente et l'Europe 1920-1929), Budapest 1989
- BALLA, Bálint, « Mitteleuropa aus der Sicht des ungarischen Dauerdilemmas « zwischen Ost und West » » (L'Europe centrale vue par le perpétuel dilemme hongrois « entre l'est et l'ouest »), in *Ungarn-Jahrbuch* 18 (1990), 237-251
- DÍÓSZEGI, István, « Die Außenpolitik Ungarns zwischen den beiden Weltkriegen » (La politique extérieure de la Hongrie entre les deux guerres) in *Annales Universitatis Scientiarum Budapestinensis de Rolando Eötvös nominatae. Sectio historica* 17 (1976), 239-257
- DÍÓSZEGI, István, *A magyar külpolitika útjai. Tanulmányok* (Les voies de la politique extérieure hongroise. Etudes), Budapest 1984
- ESSAYS on World War I : Total War and Pacemaking, A Case Study on Trianon, éd. Bela K. Kiraly, Peter Pastor et Ivan Sanders, Brooklyn College Press, New-York 1982 (War and Society in East Central Europe Vol. VI ; Brooklyn College Studies on Society in Change No. 15)
- FEJES, Judit, *Magyar-német kapcsolatok 1928-1932* (Relations germano-hongroises 1928-1932), Budapest 1981 (Értekezések a történeti tudományok köréből, nouvelle série 93)
- GALÁNTAI, József, *Trianon és a kisebbségvédelem. A kisebbségvédelem nemzetközi jogrendjének kialakítása 1919-1920* (Trianon et la protection des minorités. Mise en place de la réglementation internationale pour la protection des minorités 1919-1920), Budapest 1989
- GALÁNTAI, József, *A trianoni békekötés 1920. A párizsi meghívástól a ratifikálásig* (Le traité de Trianon en 1920. De l'invitation à Paris à la ratification), Budapest 1990
- GERGELY, András, « Magyarország története » (Histoire de la Hongrie), in *A magyarságtudomány kézikönyve* (Manuel de hungarologie), éd. László Kósa, Budapest 1991, 163-354
- GERGELY, Jenő, *Magyarország története 1919 őszétől a II. világháború végéig* (Histoire de la Hongrie de l'automne 1919 à la fin de la deuxième guerre mondiale), 3ème éd. revue et augmentée, Budapest 1991
- Die GESCHICHTE UNGARNS. Von den Anfängen bis zur Gegenwart* (Histoire de la Hongrie des débuts à l'époque contemporaine), éd. Peter Hanák, Essen, Budapest 1988
- HAJDÚ, Tibor, « Az angolszász hatalmak és a trianoni határok » (Les puissances anglo-saxonnes et les frontières de Trianon), in *Világosság* 31 (1991), N° 8-9, 708-714, et in *História* 12 (1991), N° 3, 12-14
- HANÁK, Péter, « Trianon szubjektív tényezői » (Les facteurs subjectifs de Trianon), in *Világosság* 31 (1991), N° 8-9, 691-694, et in *História* 12 (1991), N° 3, 28-30
- HOENSCH, Jörg K., *Der ungarische Revisionismus und die Zerschlagung des Tschechoslowakei* (Le révisionnisme hongrois et le démantèlement de la Tchécoslovaquie), Tübingen 1967
- HOENSCH, Jörg K., *Geschichte Ungarns 1867-1963* (Histoire de la Hongrie de 1867 à 1963), Stuttgart, Berlin, Cologne, Mayence 1984
- HOENSCH, Jörg K., *Ungarn-Handbuch : Geschichte, Politik, Wirtschaft* (Manuel de la Hongrie : Histoire, politique, économie), Hanovre 1991
- JUHÁSZ, Gyula, *Magyarország külpolitikája 1919-1945* (La politique extérieure de la Hongrie de 1919 à 1945), 2ème éd. revue, Budapest 1975
- JUHÁSZ, Gyula, « Az « Appeasement » és a Duna-medence » (L'« appeasement » et le bassin du Danube), in *A két világháború közötti Magyarországról* (La Hongrie entre les deux guerres mondiales), éd. Miklós Lackó, Budapest 1984, 150-180 (Vélemények/Viták)
- JUHÁSZ, Gyula, « A második bécsi döntés » (Le second arbitrage de Vienne), in *Magyarságtudomány* 1 (1987), 79-94

JUHÁSZ, Gyula, « A magyar revíziós célok és a nagyhatalmak » (Les visées révisionnistes de la Hongrie et les grandes puissances), in *História* 12 (1990), N° 3, 15-17

KOLLÁNYI, Károly, *A trianoni boszorkánykonyha* (La cuisine de Trianon), Budapest 1993

LACKÓ, Miklós, « Trianon és a magyar kultúra » (Trianon et la culture hongroise), in *Világosság* 31 (1990), N° 8-9, 715-720

LITVÁN, György, « A Horthy-rehabilitáció csúszdáján » (La glissade vers la réhabilitation d'Horthy), in *Világosság* 34 (1993), N° 8-9, 86-89

LUKACS, John, « Hitler és Magyarország » (Hitler et la Hongrie), in *Századok* 127 (1993), 751-760

MACARTNEY, Carlile Aylmer, *Hungary and her successors. The treaty of Trianon and its consequences 1919-1937*, 2ème éd. Londres, New-York, Toronto 1965

MAGYARORSZÁG története 1918-1919, 1919-1945 (Histoire de la Hongrie) éd. György Ránki, Budapest 1976 (Magyarország története 8)

MAGYARORSZÁG a XX. században (La Hongrie au XX^e siècle), éd. Sándor Balogh, Budapest 1985

NAGY, László, *Magyarország Európában (A honfoglalástól a közelmúltig)* (La Hongrie en Europe — De la Conquête au passé récent), Budapest 1993

L. NAGY, Zsuzsa, *A párizsi békekonferencia és Magyarország* (La Hongrie et la conférence pour la paix de Paris), Budapest 1965

L. NAGY, Zsuzsa, « Trianon : a magyarság és Európa ügye » (Trianon, une affaire qui concerne la Hongrie et l'Europe), in *Világosság* 31 (1991), N° 3, 24-26

NEBELIN, Manfred, *Deutsche Ungarnpolitik 1939-1941*, Opladen 1989 (thèse soutenue à l'Université de Cologne en 1988)

ORMOS, Mária, *Padovától Trianonig 1918-1920* (De Padoue à Trianon), 2ème éd., Budapest 1984

ORMOS, Mária, « Bethlen koncepciója az olasz-magyar szövetségről (1927-1931) » (Comment Bethlen concevait l'alliance de la Hongrie et de l'Italie), in *A két világháború közötti Magyarországról* (La Hongrie entre les deux guerres mondiales), éd. Miklós Lackó, Budapest 1984, 101-149 (Vélemények/Viták)

ORMOS, Mária, *From Padua to the Trianon 1918-1920*, Budapest 1990

ORMOS, Mária, « Magyarország a hatalmi játéktérben » (La Hongrie, terrain de jeu des puissances), in *Világosság* 31 (1991), N° 8-9, 701-707 et in *História* 12 (1990), N° 3, 18-21

PALOTÁS, Zoltán, *A trianoni határok* (Les frontières de Trianon), Budapest 1990

PRITZ, Pál, « Das Hitler-Gömbös treffen und die deutsche Außenpolitik im Sommer 1933 » (La rencontre Hitler-Gömbös et la politique extérieure allemande en été 1933), in *Acta Historica* 25 (1979), 115-144

PRITZ, Pál, *Magyarország külpolitikája Gömbös Gyula miniszter elnöksége idején 1932-1936* (La politique extérieure de la Hongrie à l'époque de Gömbös, premier ministre), Budapest 1982

PRITZ, Pál, « Das Geheimnis der auf mehreren Bahnen betriebenen deutschen Außenpolitik » (Relations germano-hongroises de l'automne 1934 à l'automne 1935) in *Acta Historica* 29 (1983), 35-56

RAFFAY, Ernő, *Trianon titkai, avagy, hogyan bántak el országunkkal ...* (Les secrets de Trianon, ou ce qu'ils ont fait à notre pays ...), Budapest 1990

RÁNKI, György, *Gazdaság és külpolitika. A nagyhatalmak harca a délkeleteurpai gazdasági hegemóniáért (1919-1939)* (Economie et politique extérieure. La lutte des grandes puissances pour l'hégémonie économique en Europe du sud-est), Budapest 1981 (Gyorsuló idő)

RÁNKI, György, « Mozgástér és kényszerpálya. A Duna-völgyi kis országok a nemzetközi gazdaság és politika rendszerében (1919-1945) » (Marge de manœuvre et voie obligée. Les petits états du bassin danubien dans le système politique et économique international), in *A két világháború közötti Magyarországról* (La Hongrie entre les deux guerres), éd. Miklós Lackó,

Budapest 1984, 11-46 (Vélemények / Viták) et in RÁNKI, György, *A harmadik Birodalom árnyékában* (A l'ombre du Troisième Reich), Budapest 1968, 5-50 (Gyorsuló idő)

RÁNKI, György, « A német megszálláshoz vezető út » (La voie vers l'occupation allemande), in RÁNKI, György, *A harmadik Birodalom árnyékában* (A l'ombre du Troisième Reich), Budapest 1968, 157-178 (Gyorsuló idő), et in *Kortárs* 28 (1984), N° 11, 1752-1759

RIEMENSCHNEIDER, Michael, « Die deutsche Wirtschaftspolitik gegenüber Ungarn 1933-1944. Ein Beitrag zur Interdependenz von Wirtschaft und Politik unter dem Nationalsozialismus », (La politique économique de l'Allemagne à l'égard de la Hongrie. Contribution à l'interdépendance de l'économie et de la politique sous le national-socialisme), Francfort-sur-le-Main, Berne, New-York, Paris 1987 (Europäische Hochschulschriften, 3ème série, *Geschichte und Hilfswissenschaften*, vol. 316), (Thèse soutenue à l'Université de Mayence)

ROMSICS, Ignác, *Bethlen István. Politikai életrajz* (István Bethlen, une biographie politique), Budapest 1991 (A Magyarországtudatás könyvtára 8)

ROMSICS, Ignác, « Magyarország helye a német Dél-Kelet-Európa-politikában 1919-1944 » (La place de la Hongrie dans la politique de l'Allemagne à l'égard de l'Europe du Sud-Est), in *Valóság* 35 (1992), N° 100, 12-35

SZARKA, László, « Revízió és kisebbségvédelem ? A nemzetközi kisebbségvédelem és a magyar külpolitika az 1920-as években » (Révision et protection des minorités, La protection internationale des minorités et la politique extérieure hongroise dans les années vingt), in *História* 15 (1993), N° 9-10, 23-25

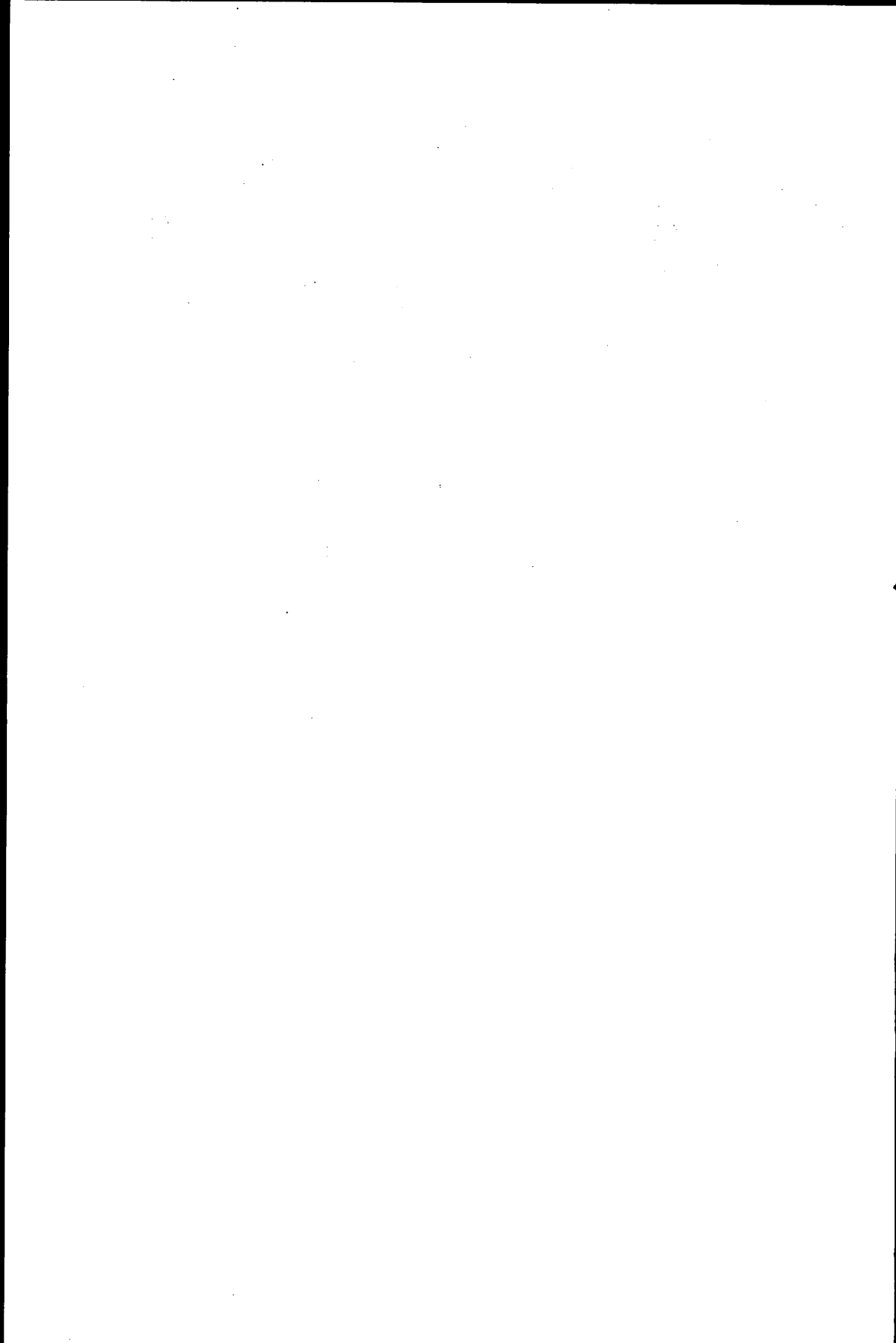
SZÖLLÖSI-JANZE, Margit, *Die Pfeilkreuzlerbewegung in Ungarn. Historischer Kontext, Entwicklung und Herrschaft* (Le mouvement des Croix fléchées en Hongrie. Contexte historique, évolution et pouvoir), Munich 1989 (Studien zur Zeitgeschichte 35)

TAKESI, Hirata, « A bethleni konszolidáció jellege a nemzetközi szakirodalom tükrében » (La consolidation de Bethlen vue par la littérature spécialisée internationale), in *Valóság* 36 (1993), N° 11, 54-66

TILKOVSKI, Loránt, *Revízió és nemzetiségpolitika Magyarországon 1938-1941* (Révision et politique des nationalités en Hongrie), Budapest 1967

« TRIANON a történelemben és a történelmi tudatban » (Trianon dans l'histoire et dans la conscience historique), in *Világosság* 25 (1988), N° 4, 229-237

WENDT, Bernd-Jürgen, « Südosteuropa in der nationalsozialistischen Großraumwirtschaft. Eine Antwort auf Alan S. Milward » (L'Europe du Sud-Est et l'économie à grande échelle national-socialiste. Réponse à Alan S. Milward), in *Der « Führerstaat », Mythos und Realität. Studien zur Struktur und Politik des Dritten Reiches*, éd. Hirschfeld, Gerhardt, Kettner, Stuttgart 1981, 414-427, (Coll. Publications de l'Institut Londonien d'Etudes de l'Histoire Allemande 8)



Les relations franco-hongroises depuis 1945

Comment donner un sens aux relations franco-hongroises après le second conflit mondial ? Entre le spectre de la Petite Entente, les idées reçues à propos du Traité de paix de Paris (1947), qui ne serait que la reconduction de Trianon, et les décennies de gel liées à la guerre froide, il semble bien difficile de dégager une orientation favorable, un espoir de rétablissement de relations « normales » entre Paris et Budapest. Et pourtant, à y regarder de plus près, l'affaire n'est pas entendue. La Petite Entente est, au Quai d'Orsay, une affaire classée depuis bien longtemps. Le traité de 1947 n'y a jamais été considéré comme la manifestation d'une résurrection de Clémenceau, loin s'en faut. Et sous la langue de bois de la guerre froide, comme on l'avait perçu avant 1947, et comme on le constate depuis au moins 1989, la France ne voit pas en la Hongrie l'alliée potentielle d'un Guillaume II ou d'un Hitler menaçant des voisins traumatisés sous la Double-Monarchie.

Cette contribution sera donc iconoclaste par nécessité et volontairement en rupture avec les analyses fondées sur les métaphores géopolitiques issues du souvenir de Trianon, malheureusement un peu trop ressassées sur les rives du Danube. Afin de clarifier le propos il faut pour commencer situer la Hongrie et la France dans le cadre des relations internationales de l'après-guerre.

Le cadre

L'après-guerre : La France de 1945 n'a plus son mot à dire sur l'Europe orientale, du moins aux yeux des alliés occidentaux, et ce sont eux qui décident. Or, après l'échec de la réorganisation de l'Europe centrale en 1919-1920, Paris ne voit plus la Hongrie comme une puissance ennemie. D'ailleurs la diplomatie française comprend que l'URSS lui laisse une certaine marge (jusqu'à 1946 au moins) en Hongrie, ce qui se sent très nettement dans le domaine culturel par exemple.

Bien évidemment, à l'issue du conflit, la Hongrie n'a qu'une marge de manœuvre réduite, d'autant plus que la souveraineté est entre les mains des occupants soviétiques. Donc elle ne peut que s'adapter aux choix faits par ceux-ci. Or les Soviétiques tiennent compte de l'attitude des deux autres grandes puissances, dont les intérêts sont ailleurs (Allemagne, auxiliairement Autriche, Méditerranée). Les trois Grands ont étudié la question des frontières hongroises, notamment, et ont tranché, ensemble, en faveur de la Tchécoslovaquie, agrandie de trois villages, et du maintien par ailleurs de frontières

de Trianon. Cette démarche a été menée en affirmant une volonté de rupture avec les négociations de Versailles, car en 1945-1947 les nouveaux Grands ont prétendu trancher les litiges en fonction non pas des impératifs de sécurité des vainqueurs, hormis dans le cas de l'Allemagne, mais des mérites des puissances belligérentes au cours du conflit qui venait de s'achever. Notons qu'une telle démarche était impensable en 1919 puisque la paix s'est alors conclue sur la base de la destruction des grands États belligérents transformés en une série de petits États successeurs. Le traité de paix de 1947 est le résultat de la volonté des trois Grands du moment. Donc la France n'a pas eu son mot à dire. Les velléités françaises de modifications des frontières de septembre 1945 peuvent ainsi s'expliquer par le fait que les Français se savaient impuissants, il est toutefois logique de s'interroger sur les motivations qui les ont poussés à remettre en cause une création de la diplomatie française quand rien ne les y contraignait. L'analyse des relations proprement bilatérales tentera d'éclairer ce point.

La période 1945-1947 est surtout marquée par la toute puissance des Grands qui laissent beaucoup moins de marges aux petits États qu'en 1918-1921. Les caractéristiques militaires de la victoire ont changé radicalement et la concentration du pouvoir politique et diplomatique est un des résultats de cette mutation. La Hongrie est un excellent exemple de l'évolution du sens et de la réalité pratique des mots « victoire alliée » entre 1918 et 1945. De même il importe de souligner que les traités de paix de l'après 1945 n'ont pas été établis sur les mêmes bases que ceux de 1919-1920.

1956 : L'épisode diplomatique ne peut être cité que pour mémoire. Les Hongrois communistes ne voyaient dans la France qu'une marionnette manipulée par Washington, image accentuée par l'échec de l'opération sur Suez, en pleine insurrection hongroise. Et les Français suivaient de loin l'évolution d'un pays du « Bloc » parmi les autres. L'intervention soviétique ne vint pas altérer cette image, au moins dans sa dimension diplomatique.

Les années 1980 : En 1982 la Hongrie entre au Fonds Monétaire International et à la Banque Mondiale, alors que l'occupation de l'Afghanistan se prolonge depuis la fin de 1979 et que la Pologne, sous la chape de l'état de guerre, paie le prix d'une dette importante de même que la Roumanie. On peut même avancer que les changements touchent non pas tant la Hongrie que ses voisins. Or la position relative de la Hongrie change d'autant plus qu'à partir de 1985 Mátyás Szűrös, secrétaire du CC du PSOH chargé des relations internationales, a commencé à formuler une politique extérieure nationale, et que peu après le ministère des Affaires étrangères est devenu un instrument actif non seulement du changement d'orientation de la politique extérieure nationale mais aussi de la réforme, c'est-à-dire de la transition démocratique. On a pu le voir lors des débats au sein de la CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, mise en place à la Conférence d'Helsinki en 1975), notamment ceux qui portaient sur la troisième corbeille (droits de l'Homme, liberté de circulation, ...) qui ont permis à la Hongrie d'affirmer sa spécificité, contre les pays frères quelquefois.

1990 : Pour la première fois depuis longtemps la Hongrie définit elle-même totalement sa politique extérieure : elle décide de ne pas privilégier les relations avec un seul pays, d'où le choix d'une action importante en direction de la France, pour faire contrepoids à l'orientation allemande. Du côté français, depuis 1988, on note la volonté d'avoir une grande politique à l'Est, mais les données de base changent avec la chute

du mur, d'où, en fin de 1989 et au début de 1990 plutôt une politique en réaction à l'attraction allemande (la Grande Bretagne réagit alors comme la France).

été 1991 : A partir de ce moment le conflit yougoslave a pesé sur la perception de la région (Europe centrale) et sur l'interprétation des connotations ethniques des politiques extérieures des États de la région. Au moment où la diplomatie hongroise met en avant les liens entre les relations de bon voisinage et le sort des minorités hongroises les Français et les Anglais ont en tête l'image d'un conflit à la Yougoslave ayant pour point de départ justement des différends intercommunautaires.

avril-juin 1993 : C'est alors qu'apparaît la première mouture du « plan Balladur ». Il s'agit de faire signer par tous les États de la région, hormis ceux qui sont impliqués dans le conflit armé de l'ex-Yougoslavie, une série de traités mettant fin à l'instabilité qu'implique la remise en cause, le plus souvent implicite, des frontières. Dans les premières phases la diplomatie française, alors seule promotrice du projet, pensait même que de petites variations étaient envisageables à partir du tracé actuel des frontières, et considérait que le sort des minorités devait également faire l'objet des accords en projet. Mais dès l'été, quelques voyages dans les pays voisins de la Hongrie ont suffi au Quai d'Orsay pour mesurer les tensions automatiquement engendrées par une quelconque remise en cause des frontières actuelles. On aboutit donc à un texte plus acceptable par tous et c'est cette version que les Douze reprirent à leur compte à Bruxelles en septembre 1993. Là encore le texte, qui devait servir de base aux discussions organisées lors de la conférence de Paris en mai 1994, subit des modifications visant à l'apaisement des passions, à tel point que même les droits collectifs à accorder aux minorités ne sont plus évoqués dans la version en vigueur au mois de décembre, adoptée à Bruxelles.

printemps 1994 : Le gouvernement hongrois est tenaillé entre la volonté de montrer que la Hongrie ne souhaite pas remettre en cause les frontières et le sentiment qu'avant les élections il ne peut avouer son accord sur l'intangibilité des frontières. Toutefois la diplomatie du Quai Bem à Budapest (l'équivalent du Quai d'Orsay) désire faire accepter deux nouveautés importantes par rapport au projet européen. D'une part Budapest souhaite voir traités en tant que tels les aspects juridiques impliquant des pratiques collectives dans le cadre d'un droit public minimal commun. Ainsi l'usage de la langue maternelle donnerait lieu à la définition de nouvelles réglementations touchant à la fois les administrations et la codification juridique. D'autre part, afin d'éviter de longues négociations et des querelles sans fin lors de l'application des mesures adoptées dans le cadre du futur Pacte de stabilité, la Hongrie insiste pour que des négociateurs et des observateurs de l'UE puissent d'abord participer aux négociations puis en permanence veiller sur l'application du Pacte. Reste que pour sortir des impasses typiques des années 1920 et 1930, époque où les minorités n'avaient aucune représentation juridiquement reconnue sur le plan international, la Hongrie souhaiterait que dès les négociations préparatoires du Pacte, elles puissent faire entendre leur voix.

En avril la Hongrie dépose officiellement une demande pour devenir membre à part entière de l'UE. A partir de ce moment la question est de savoir à la fois ce qu'elle fera pour correspondre aux normes fixées par Bruxelles, et ce que les différentes puissances européennes vont demander. L'attitude de la France n'est pas claire. Il y a

le discours d'ouverture à l'Est qui souligne la bonne volonté française, et il y a le discours tenu au sein de l'UE, où la France insiste sur la cohésion de l'UE, et les exigences économiques qu'impose Bruxelles aux pays candidats. On doit remarquer qu'après la reconnaissance de la Croatie par l'Allemagne, qui a mis la France en position de second réticent dans la région, celle-ci voit d'un mauvais œil l'intégration à marche forcée de la Hongrie, par exemple, d'autant qu'elle a été annoncée de Bonn, immédiatement après la déclaration du chancelier Kohl indiquant qu'il était temps de faire cette démarche.

Cette revue de la situation internationale depuis 1945 permet de comprendre comment la France et la Hongrie ont pu développer, malgré l'hypothèque de Trianon, des relations d'un genre nouveau depuis la guerre. On saisit également les incompréhensions nouvelles qui peuvent surgir. C'est pourquoi nous abordons maintenant le cœur des relations bilatérales en nous attachant à quelques grandes questions, qui pèsent sur l'ensemble de ces relations.

Des relations bilatérales contrastées et souvent méconnues

1. Les relations bilatérales après la Deuxième Guerre mondiale

Après le deuxième conflit mondial la Hongrie, qui n'avait pas été en état de guerre avec la France, et la France, qui avait renoncé au système de Versailles, se trouvaient dans une situation nouvelle qui potentiellement permettait un développement conséquent de leurs relations bilatérales. Le Quai d'Orsay a même reconsidéré le règlement territorial de Trianon. Le 6 septembre 1945, la direction d'Europe du ministère des Affaires étrangères français a formulé une proposition de modification de la frontière roumano-hongroise favorable à la Hongrie qui a coïncidé avec la proposition du State Department de donner à la Hongrie la région frontalière de la grande plaine. Les diplomates français ont, en outre, voulu réintroduire un système de protection des minorités nationales pour mettre fin aux querelles roumano-hongroises. Le 20 septembre 1945, le ministre des Affaires étrangères français, Georges Bidault, a présenté cette proposition à la conférence du Conseil des ministres des Affaires étrangères à Londres. Les Soviétiques ont fait échouer les tentatives des grandes puissances occidentales visant à modifier cette frontière et ont insisté sur le rétablissement de la frontière de Trianon pour consolider les positions du gouvernement pro-soviétique du Dr Petru Groza.

M. Paul Giraud, le représentant provisoire des intérêts français est arrivé en Hongrie le 19 septembre 1945. M. Chauvel, secrétaire d'État au Quai d'Orsay, a voulu relancer les relations diplomatiques en rappelant le tournant pris par la diplomatie française.¹ Le 28 janvier 1946 les relations diplomatiques étaient rétablies. Le premier envoyé français, Henri Gauquier, a été accrédité auprès du gouvernement hongrois le

¹ Archives nationales hongroises (ANH), Ministère des Affaires étrangères, Direction politique, Dossier administratif, France, 32554/pol. 1945.

19 juin 1946. Le gouvernement de Budapest, de son côté, a envoyé à Paris le célèbre avocat, membre du Parti des petits propriétaires, M. Pál Auer. Le premier représentant hongrois en France depuis la guerre est arrivé au mois de mai 1946 pour participer à la préparation du traité de paix. Grâce à ses relations dans les milieux parisiens il a été reçu par le président de la République, Vincent Auriol, et a joué un rôle clé dans la délégation hongroise à la Conférence de Paris qui a réuni les 21 États vainqueurs et qui a écouté les doléances des cinq États vaincus. Malgré les rencontres entre les ministres des Affaires étrangères János Gyöngyösi et Georges Bidault, au mois de juin 1946, et les efforts de la diplomatie hongroise, la Hongrie n'a pas réussi à obtenir un allègement des conditions du traité de paix. Tandis qu'à Paris la diplomatie française manifestait une certaine bonne volonté envers la Hongrie, Robert Faure, de Budapest, commentait l'échec de la diplomatie hongroise à la suite de la conférence de paix en attribuant aux illusions des hommes politiques hongrois les déconvenues des négociations des conditions du traité pour la Hongrie : « Cet enfant mal et tard venu » (la démocratie hongroise) a cru pouvoir faire valoir ses « mérites » en matière de démocratisation pour obtenir un règlement de paix favorable.² Henri Gauquier décrit dans ces rapports envoyés au Quai d'Orsay l'humiliation infligée, au même moment, par les militaires soviétiques au premier ministre Ferenc Nagy lors des journées paysannes du 9 septembre 1946. A la réception donnée par Nagy, les représentants de la Commission de contrôle alliée étaient absents. Gauquier a comparé la situation à une scène de Gogol au théâtre de Marionnettes de Moscou.³

La France a libéré les prisonniers de guerre hongrois en 1946 et a dégelé les créances hongroises. Peu après la signature du traité de paix de Paris avec la Hongrie le 10 février 1947, l'Union soviétique a interdit à la Hongrie d'accepter le plan Marshall. Les communistes hongrois et l'Union soviétique ont fait renverser le gouvernement de Ferenc Nagy et la Hongrie a pris la direction de la soviétisation. Pál Auer a démissionné et le comte Mihály Károlyi a été nommé à sa place le 27 août 1947. Il a essayé de faire valoir la demande de la Hongrie pour devenir membre de l'ONU. Au mois d'avril 1947 les hommes politiques français qui éprouaient de la sympathie envers la Hongrie ont formé un groupe d'amitié franco-hongrois à l'Assemblée nationale. Son président était Gérard Jouve et Maurice Schumann, Pulawski, Guy Mollet, etc. y ont participé. Toutefois, les relations franco-hongroises ont subi de plein fouet le changement du contexte international. Il suffit, pour le démontrer, de constater que le comte Károlyi — ancien président de la République démocratique de 1918, opposant de premier plan au régime Horthy qui avait été contraint à l'émigration entre les deux guerres — n'a été reçu, en tant qu'émissaire officiel de la Hongrie, que deux fois au Quai d'Orsay. L'introduction de la dictature du prolétariat à Budapest a conduit à l'interdiction de l'Association démocratique de Hongrois en France et à une guerre des visas. Le procès truqué du cardinal Mindszenty a causé beaucoup d'émotion dans les

² Ministère des Affaires étrangères. Archives et documentation (Paris), série Z Europe 1944-1949, Hongrie, Volume 25. Le rapport n° 3 de Robert Faure, chargé d'affaires à Budapest, à Georges Bidault, daté du 1er juin 1946. (Voir le Document 1 en fin d'article.)

³ Ibidem, Le rapport n° 82 de Henri Gauquier, Ministre de France en Hongrie, daté du 16 septembre 1946, à Georges Bidault. (Voir le Document 2 en fin d'article.)

milieux catholiques français et a largement contribué à la détérioration de l'image de la Hongrie en France. Au mois de juin 1949, la Hongrie a expulsé l'attaché de presse français. En juin 1950, ce fut le tour de l'attaché de l'Air. En représailles la France a limité la liberté de mouvement des diplomates hongrois.⁴ Les relations bilatérales ont sombré dans l'abysse entre 1950 et 1955.

Malgré les conditions favorables à l'amélioration des relations franco-hongroises, malgré l'abandon de l'esprit de Versailles et le bon traitement des prisonniers français en Hongrie pendant la guerre, les relations bilatérales étaient subordonnées avant tout à l'emprise de l'Union soviétique sur l'Europe centrale et orientale. A partir de 1947, après le rejet du plan Marshall et avec le début de la guerre froide, les relations bilatérales ont atteint leur niveau le plus bas de ce siècle. Une nouvelle ouverture est devenue possible avec la mort de Staline qui a commencé à dégeler les relations France-Hongrie surtout dans le domaine culturel.

2. 1956 et ses répercussions sur les relations bilatérales

La révolution hongroise a suscité un énorme mouvement de sympathie en France envers la Hongrie. L'événement a causé une rupture dans la politique intérieure française : tous les partis politiques, y compris la SFIO, ont condamné l'agression soviétique sauf le parti communiste français. Beaucoup d'intellectuels français ont quitté le PCF à cause de la prise de position prosoviétique de ses dirigeants.⁵ Antoine Pinay, le ministre français des Affaires étrangères déclarait en substance le 29 octobre 1956 que certes l'URSS asservissait la Hongrie, et que c'était une erreur mais qu'il ne fallait pas exploiter la situation.⁶ A la session du conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies du 28 octobre 1956, la question de la Hongrie était pour la première fois à l'ordre du jour. Cette affaire a dominé les relations entre la France et la Hongrie jusqu'au 21 mars 1963, date à laquelle le régime Kádár a déclaré l'amnistie. Les États occidentaux ont bien tenté d'arrêter la vague de répression qui s'est abattue sur la Hongrie par des moyens diplomatiques, mais comme la diplomatie hongroise s'est identifiée à l'invasion, elle a bloqué toutes les démarches visant à retirer les troupes soviétiques. Au ministère des Affaires étrangères hongrois, les diplomates communistes prosoviétiques appliquaient la politique soviétique. Une des conséquences immédiates de ce comportement a été la totale stagnation des relations bilatérales. Les contacts officiels ont été réduits au minimum pendant que les intellectuels français soutenaient la cause des révolutionnaires hongrois. Les écrits d'Imre Nagy ont été édités à Paris en 1957 (Un communiste qui n'oublie pas l'homme) Au mois de novembre 1958, Albert Camus écrivit sa célèbre « Préface à la vérité dans l'affaire Nagy ». En 1958, c'était M. Gérard Jaquet qui inaugurait l'exposition « Le visage de la Hongrie martyre ». Et en représailles, la Hongrie officielle boycotta les activités de l'ambassade de France et de l'Institut français.

⁴ ANH, rapport de synthèse annuel de 1950.

⁵ *Le Monde*, 29 octobre 1956.

⁶ *Le Monde*, 29 octobre 1956.

A partir de l'été 1959 la Hongrie essaya de sortir de son isolement, même si le pays de Kádár s'était complètement alignée sur l'idéologie et la politique soviétiques. Le 2 mai 1960, la Hongrie et la France ont conclu un accord concernant l'aviation civile, puis, en 1961, un accord culturel. Au mois de mars 1961, une délégation parlementaire française visita la Hongrie. Le régime Kádár essaya de normaliser sa situation à l'ONU en promettant de faire cesser la répression contre les révolutionnaires de 1956. Le 21 décembre 1963, les deux pays élevèrent leur représentation diplomatique au rang d'ambassade. Le 9 janvier 1964, János Vincze à Paris et M. Francfort à Budapest furent accrédités comme ambassadeurs représentant les intérêts de leurs pays respectifs. Le 19 février 1964, dans le cadre de l'ouverture de la France vers l'Est et de la politique de la détente, János Kádár a fait une déclaration au journal *Le Monde*. Le véritable décollage des relations bilatérales date de la visite de János Péter, ministre des Affaires étrangères hongrois à Paris où il a rencontré son homologue le 11 janvier 1965. M. Maurice Couve de Murville lui rendit sa visite entre le 28 et le 30 juillet 1966, en profitant pour conclure un accord consulaire et de coopération technico-scientifique. C'était l'époque où János Péter essayait d'expliquer son plan (ses velléités) de relance de la coopération danubienne et de formulation, voire de représentation d'intérêts proprement hongrois. En 1965, un centre de documentation français a été fondé à Budapest. En automne de cette même année, Roland Nungesser, ministre de l'Economie et des Finances s'est rendu à Budapest et József Biró, ministre du Commerce extérieur, est venu à Paris.

La normalisation des relations franco-hongroises a coïncidé avec l'introduction du nouveau mécanisme économique en Hongrie. Le 25 mars 1968, Jenő Fock, le Premier hongrois, s'est rendu en visite officielle à Paris. Il a été reçu par le Général De Gaulle qui lui a expliqué que la fatalité s'acharnait sur les relations entre les deux pays, faisant en sorte que des tragédies historiques les séparent et entraînent les relations bilatérales hors du droit chemin. Le général De Gaulle exprima l'espoir que l'élimination des blocs et la généralisation de la détente conduisent à un changement dans les relations entre la France et la Hongrie. Georges Pompidou et Jenő Fock signèrent un accord de coopération économique et industrielle. En 1971, le Vice-premier ministre Mátyás Timár a été reçu par le premier ministre de l'époque, Chaban Delmas. Et Maurice Schumann, le ministre des Affaires étrangères français s'est rendu à Budapest après la conclusion de l'accord sur Berlin-Ouest.

Dans les années 1970 et 1980, les relations franco-hongroises ont bénéficié de la tendance générale à l'ouverture et à la détente des rapports Est-Ouest, sans sortir du cadre idéologique et politique établi par l'Union soviétique. En 1982, au moment où la politique étrangère hongroise a commencé à formuler des intérêts différents de ceux du camp soviétique, François Mitterrand, récemment élu président de la République, s'est rendu à Budapest pour appuyer la diplomatie hongroise dans ses tentatives de sortie du giron soviétique. Dans les années qui ont suivi cette visite, les relations bilatérales ont pris un réel essor. En 1988 et 1989, le Quai d'Orsay a établi les principes d'une grande *Ostpolitik* française. La sous-direction de l'Europe orientale du ministère des Affaires étrangères français a appuyé le mouvement de démocratisation et d'indépendance dans la partie est de l'Europe dans lequel la Pologne et la Hongrie ont joué un rôle de pionnier. Les grands bouleversements de 1989 ont

eu une répercussion extrêmement importante sur la définition de la politique française vers la région et vers la Hongrie. L'Elysée et le Quai d'Orsay ont essayé de contrebalancer l'influence exclusive de l'Allemagne après l'ouverture du mur de Berlin et ont abandonné les idées de l'entre-deux-guerres qui faisait reposer la politique de la France sur les États du cordon sanitaire, c'est-à-dire essentiellement la Roumanie, la Tchécoslovaquie et la Pologne. La France a joué un rôle important dans les calculs de la nouvelle diplomatie hongroise au printemps et en été 1990. Loin de se plier aux désirs de l'Allemagne agrandie, la Hongrie a essayé de trouver un équilibre entre la France, la Grande-Bretagne, les États-unis d'Amérique et l'Allemagne. La première visite de Géza Jeszenszky, au mois de juin 1990 à Paris, qui a été suivie par celle du Premier József Antall, en a été la preuve. Cette orientation constante de la politique étrangère hongroise s'est exprimée même à la fin de la période gouvernementale du Forum démocratique hongrois avec la visite de Péter Boross, qui a succédé à József Antall au mois de décembre 1993, après le décès de celui-ci. Ce gouvernement a essayé d'établir des relations très étroites avec les milieux gaullistes et l'UDF dès le début de son mandat. Cette politique a porté ses fruits au printemps 1993 au moment où le gouvernement Balladur est arrivé au pouvoir.

Le climat général des relations entre la France et les nouvelles démocraties a changé après la signature de la *Charte de Paris* au mois de novembre 1990 et après l'éclatement de la guerre en Yougoslavie. L'opinion publique française a été frappée par les querelles ethniques, par la volonté de changer les frontières par la force, par les mauvaises relations entre États voisins en Europe centrale et orientale, et par le manque de cohésion et de solidarité dans cette région. Le plan Balladur du mois d'avril 1993 et les négociations du pacte de stabilité commencées au mois de mai 1994 comportent une condition préalable à l'entrée de ces États dans l'Union européenne : l'élimination des querelles de frontières et la résolution des problèmes de minorités. Une fois cet objectif atteint, l'Union européenne et la France seront prêtes à réfléchir sur l'admission de la Pologne, de la République tchèque, de la Slovaquie, de la Hongrie, de la Roumanie et de la Bulgarie.

Le gouvernement social-libéral issu des élections du mois de mai 1994 va essayer de régler et de normaliser les relations entre la Hongrie et ses voisins. Toutefois, le nouveau gouvernement va plutôt chercher des appuis du côté de l'Allemagne (Autriche) pour accélérer le mouvement d'intégration de la Hongrie.

Conclusion

La France, à la recherche du rétablissement de l'équilibre continental, essaie de formuler depuis 1988 une grande politique de l'Est pour affirmer son influence au sein de l'Union européenne et contrebalancer l'Allemagne. Depuis l'éclatement de l'URSS, c'est la Russie qui joue le rôle central dans cette politique. Les petits États entre la mer Baltique et la mer Egée, malgré leur démocratisation et la réorientation de leur politique étrangère vers l'Ouest, n'ont pas encore perçu clairement quelle était leur place dans la politique française. Par ailleurs la France apparaît de plus en plus comme une

puissance qui veut défendre le statu quo politique et territorial et figer (consolider) les frontières issues de la deuxième guerre mondiale. Le plan Balladur veut signifier le retour de la France dans la région et la tentative de recouvrir l'influence perdue après 1938. Cette volonté (velléité) française peut jouer un rôle bénéfique si elle conduit à l'élimination des conflits entre les États de la région et à l'établissement d'un système de protection des minorités nationales.

Le gouvernement hongrois doit comprendre que la France est un État qui joue un rôle déterminant dans l'admission de la Hongrie à l'Union. La voie de l'adhésion ne sera pas ouverte sans normalisation de ses rapports avec les États voisins. La France a une mission de médiation à remplir entre la Hongrie et la Roumanie et peut-être entre la Hongrie et la Slovaquie. Les Hongrois ont intérêt à manifester leur bonne volonté dans ces négociations et à poursuivre une politique de minorités exemplaire pour éliminer à jamais les scories psychologiques du traité de Trianon. La Hongrie n'a plus en face d'elle une France point d'appui de la Petite Entente, mais une France qui a tout intérêt à avoir dans cette région des démocraties stables, des États de droit, et des pays ouverts à la culture française et à l'Occident. Les années à venir peuvent démontrer qu'il y a une coïncidence d'intérêts de la France et de la Hongrie dans la perspective d'une Europe unie, pacifique et stable.

Document 1 (voir note 2)

auteur : Robert Faure⁷

La visite faite à Moscou par le premier ministre M. Nagy, les répercussions de cette visite et la décision de la conférence de Paris concernant la Transylvanie ont dominé la politique hongroise tant sur le plan extérieur que sur le plan intérieur.

Encore une fois, l'imagination fertile et fantaisiste des Hongrois a réussi à fausser la réalité.

En effet, si l'accueil fait à Moscou à M. Nagy a été très cordial et si ce déplacement ne devait être qu'une visite de courtoisie pour fêter le premier anniversaire de la libération de la Hongrie par l'Armée rouge, les hommes d'État hongrois n'en avait pas moins espéré un appui soviétique réel dans la question des frontières de la République hongroise ainsi qu'un allègement du fardeau des réparations dues à l'URSS ... Ce furent surtout les chefs social-démocrates et les chefs communistes qui, encouragés par l'accueil très amical, d'après eux, suscitérent une vague d'optimisme dont la presse reflétait la profondeur.

Cependant, peu après la vérité se fit jour et il apparut que le seul résultat tangible des conversations de Moscou fut un moratoire de deux ans pour le paiement des réparations. D'autre part, la restitution d'un certain nombre de wagons hongrois enlevés par l'Armée Rouge et promesse de libérer progressivement les prisonniers hongrois furent envisagés. Quant au retrait des troupes russes d'occupation, aucune précision ne put être donnée par les hommes d'état revenus de Moscou.

Si M. Nagy fut très prudent dans ses déclarations, le porte-parole du parti communiste. M. Révai, n'hésita pas à déclarer dans le Szabad Nép que l'Union Soviétique « soutiendrait de tout son poids » les revendications hongroises relatives à la restitution d'une partie de la Transylvanie.

⁷ Ministère des Affaires étrangères. Archives et documentation (Paris), série Z Europe 1944-1949, Hongrie, Volume 25, rapport n° 3 de Robert Faure, chargé d'affaires à Budapest, à Georges Bidault, daté du 1er juin 1946.

Cependant il est certain que les dirigeants russes avaient conseillé au Gouvernement hongrois de s'entendre à ce sujet directement avec le gouvernement de Bucarest.

De plus, M. Rakosi, leader incontesté du parti communiste, dans un discours tenu à Békéscsaba, fief des minorités slovaques en Hongrie, se montra très énergique dans la défense des droits des minorités et assez agressif envers la Tchécoslovaquie.

Enfin M. Nagy lui-même se crut obligé de suivre son collègue. Dans deux discours il parla de la générosité de l'URSS qui, sans rien exiger en retour, accepte d'assumer la défense de la démocratie hongroise, et il exposa ouvertement les revendications de son pays.

Survint la décision de la conférence de Paris : elle eut un effet catastrophique, et malgré l'exhortation au calme du Président du Conseil et son appel aux Grandes Puissances. L'agitation persista et allait provoquer une nouvelle crise intérieure.

En effet, on a tellement l'impression que le Gouvernement hongrois ainsi que les grands masses de la population se sont imaginés qu'il suffisait de proclamer la démocratie en Hongrie et d'essayer d'orienter le pays dans cette nouvelle direction sous l'égide des communistes bien que ceux-ci n'aient recueilli aux élections que 17 % des suffrages exprimés, pour qu'en récompense de cette attitude les Grandes Puissances et surtout l'Union Soviétique se devaient d'aider cet enfant tard et mal venu.

La déception a été encore aggravée par l'attitude d'extrême mécontentement des Russes. Le Conseiller d'Ambassade de l'URSS, M. Osokine, me confiant sa stupéfaction de voir « même les communistes être révisionnistes », m'a dit que 90% des Hongrois le restaient et a traité le Ministre des Affaires étrangères de « stupide ».

De plus, le Gouvernement roumain sondé par Budapest quant à la possibilité d'une conversation sur la Transylvanie a répondu par une fin de non recevoir catégorique.

La déception générale n'allait pas tarder à faire éclater une nouvelle crise gouvernementale.

L'aile droite du parti des Petits Propriétaires s'est subitement aperçue que l'influence du parti ne correspondait nullement au nombre de voix recueillies aux élections et a marqué son mécontentement en demandant l'exclusion de quelques membres se situant à l'extrême gauche du parti comme champions d'une politique trop radicale, qui d'après lui, reste décevante à en juger par les derniers événements.

S'ils n'obtiennent pas satisfaction, 60 membres du parti menaçant de se joindre au nouveau parti fondé par M. Sulyok et le parti des Petits Propriétaires devenant de ce fait un parti minoritaire, la coalition gouvernementale actuelle est certaine de ne point se survivre.

Document 2 (Voir note 3)

auteur : Henri Gauquier⁸

Au moment où la Hongrie éprouvait à Paris, dans les conditions que l'on sait, des déceptions pénibles, le gouvernement hongrois à Budapest concevait l'étonnante idée d'attribuer toute une série de décorations militaires à des maréchaux, généraux et officiers de l'Armée Rouge. Il faut, pour être juste, reconnaître qu'il avait exprimé la même intention aux Britanniques, lesquels avaient décliné l'offre, sous le prétexte que l'état de guerre durait toujours. Les Russes, eux, ne se dérobèrent pas à l'hommage, et même, comme il était question d'envoyer un émissaire à Moscou avec les décorations, ils suggèrent plutôt une cérémonie publique à Budapest.

Cette cérémonie eut lieu dimanche 15 septembre devant le Parlement. Le public n'était pas accouru en foule. Le Président de la République, entouré du Gouvernement au grand complet et du Corps diplomatique, au milieu d'hymnes et de marches militaires, remit au Général Sviridov

⁸ Ministère des Affaires étrangères. Archives et documentation (Paris), série Z Europe 1944-1949, Hongrie, Volume 25, rapport n° 82 de Henri Gauquier, Ministre de France en Hongrie, daté du 16 septembre 1946, à Georges Bidault.

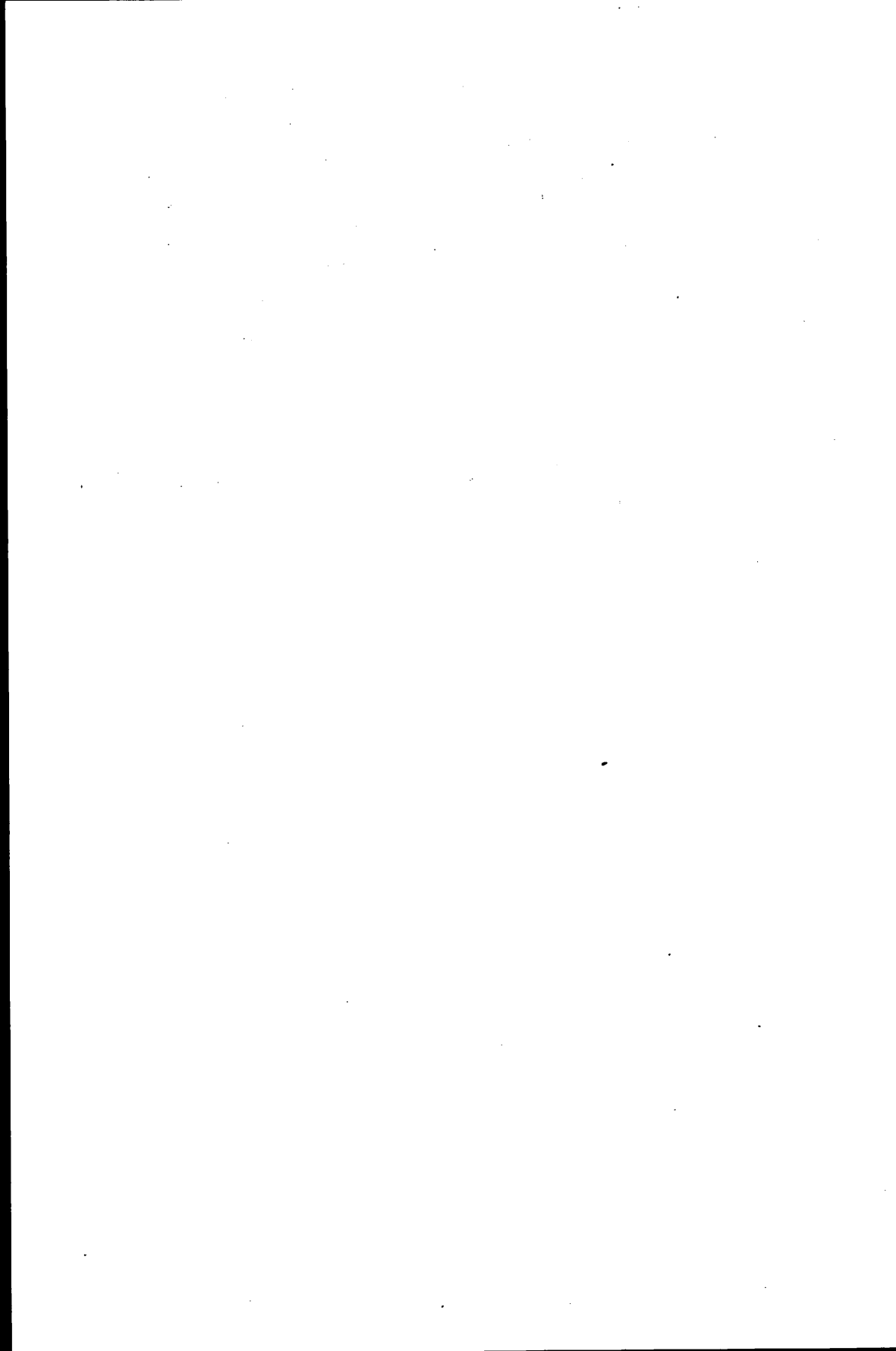
les décorations attribuées aux maréchaux Koniev, Tolboukhine et Malinovsky avec celle qui lui était destinée, tandis que plusieurs autres généraux et une cinquantaine d'officiers recevaient également leur décoration des mains présidentielles.

Puis vinrent les discours : le président du Conseil Ferenc Nagy et le ministre de la Guerre célébrèrent par des paroles banales une manifestation qui ne l'était pas ; le Général Sviridov répondit en rappelant que c'était grâce à l'Armée Rouge que la démocratie hongroise avait pu triompher et ajouta qu'il espérait qu'une « amitié éternelle » unirait les peuples hongrois et soviétique.

Cet espoir allait être mis, sans tarder, à une épreuve pénible lors du défilé qui suivit : toute l'assistance en effet allait être témoin du silence glacial qui accueillit les soldats russes, silence encore souligné par les acclamations qui, quelques instants après, saluaient les Hongrois, d'une tenue parfaite d'ailleurs, en dépit de leur pas de parade, étriqué et crispé, évoquant de fâcheux souvenirs. On se sépara hâtivement.

La réplique ne se fit pas attendre, et ce fut le clou du spectacle. Le soir, le Président du Conseil et le Ministre de la Guerre avaient organisé un vaste banquet en l'honneur des nouveaux promus. La réunion était fixée à 8 heures. A 8h30, le Général Sviridov, sous un prétexte quelconque se décommandait, ainsi que le Ministre des Soviets Pouchkine et les cinq ou dix officiers soviétiques les plus importants. Les membres communistes du Gouvernement hongrois s'étaient également abstenus ou s'esquivaient. Et, le bon M. Nagy, déconfit et muet, flanqué de deux jeunes généraux russes doublures embarrassées et également silencieuses, dût présider jusqu'au bout ce dîner en présence de cent cinquante invités animés de sentiments qu'on devine.

On ne pouvait, avec plus de truculente désinvolture souligner l'avilissement d'un gouvernement qui s'était si bien exposé à l'être. On eût dit une scène de Gogol au Théâtre de Marionnettes de Moscou.



La conversion socio-professionnelle des élites : deux cas historiques en Hongrie

Le problème de la « conversion de classe » des élites est une forme singulière de la mobilité sociale qui survient lorsque les groupes dont il s'agit — n'étant plus capables d'assumer leurs anciennes fonctions ou n'y ayant plus d'intérêt — optent pour de nouveaux rôles publics, que cela soit dans le domaine économique à proprement parler ou dans d'autres domaines du faire-valoir des intérêts de classe, tels les champs politiques, intellectuels ou professionnels. Pareille « conversion » ne concerne pas, le plus souvent, tout le groupe mais seulement certaines de ses fractions les plus motivées ou les plus poussées à se replacer dans de nouvelles positions des champs d'activité définissant des positions de classe. Elle a toujours pour objectif d'améliorer les chances de carrière des agents sociaux concernés, ou du moins d'empêcher que leur situation ne se détériore dans l'absolu ou relativement, par rapport à un déclin prévisible selon les données nouvelles qui surgissent dans la conjoncture historique donnée. La « conversion de classe » sert donc directement ou indirectement au sauvetage ou à la protection des positions d'élite.

Quant aux conjonctures qui la rendent possible ou qui l'imposent, elles relèvent des deux cas classiques de mobilité sociale qu'on distingue communément, donc soit de la *mobilité « circulaire »* soit de la *mobilité « structurale »*.

La conversion de classe s'inscrit dans un mouvement circulaire lorsqu'un agrégat dominant en remplace un autre — en le déclassant — sans qu'il y ait modification substantielle de la structure d'ensemble de la société. Un tel changement des élites peut s'accompagner de transformations plus ou moins radicales des règles qui régissent l'accomplissement de fonctions d'élite. C'est le cas des révolutions accomplies suivant des idéologies de salut. Mais il peut s'agir d'un changement d'élite qui n'affecte que le personnel même du pouvoir — sous forme de permutation —, et non point les conditions d'exercice de celui-ci. C'est ce qui arrive lors des coups d'État dans un régime socio-politique par ailleurs stable, de l'arrivée aux affaires d'une nouvelle équipe dirigeante à la suite d'élections perdues par l'ancienne équipe, ou encore quand, — suite à une guerre de religions par exemple — l'aristocratie régnante d'une confession se substitue à l'aristocratie d'une autre confession. De semblables changements circulaires d'élites peuvent aussi se réaliser progressivement, lorsque la décadence graduelle d'un groupe dominant (par exemple de certaines grandes familles aristocratiques de l'époque féodale) prépare la montée de nouvelles couches vers les mêmes positions.

Il y a changement « structurel » des élites, lorsque la « conversion » s'inscrit dans une mutation générale de la structure sociale. De telles transformations se produisent

constamment dans les systèmes socio-économiques modernes marqués par une dynamique du progrès technique, de la croissance économique, de la modification des compétences de l'État et des autres pouvoirs publics. Pareille « conversion structurale » se situe aussi dans l'évolution des sociétés qui ont connu un « changement circulaire » de type révolutionnaire, puisque la redistribution des postes du pouvoir entraîne aussi d'ordinaire la redéfinition des objectifs visés, de nouveaux « projets de société » et « contrats sociaux », impliquant à plus ou moins longue échéance des transformations proprement structurelles.

Dans l'ordre des généralités, il convient de distinguer des situations qui ont des « effets de contrainte » ou de « poussée » dans le sens de la conversion des élites, des conjonctures socio-économiques qui représentent surtout des chances neuves pour celles-ci, exerçant ainsi plutôt un « effet d'attraction ». La contrainte est manifeste lorsque les fonctions sociales tenues par les groupes concernés deviennent caduques et/ou la base matérielle qu'elles ont assurée pour l'existence de la classe s'effrite ou s'effondre. L'effet d'attraction l'emporte en revanche lorsque de nouvelles fonctions s'offrent à certains membres d'une élite, leur garantissant des chances de réussite supérieures à leur situation d'antan.

Enfin, pour comprendre et peser les facteurs qui constituent les conditions socio-historiques de ces processus de conversion, on ne peut pas échapper aux interrogations touchant les *atouts* divers dont disposent les élites en question, les *valeurs* qu'elles investissent dans leur mode de vie, leur *habitus de classe* et les *aspirations* collectives afférentes, ainsi que les *stratégies socio-professionnelles* qu'elles sont prêtes à mettre en œuvre ou capables d'appliquer pour conserver ou améliorer leurs positions de classe.

Suivant ces prémisses, je vais tenter dans ce qui suit d'analyser deux cas historiques de conversion d'élites s'inscrivant dans des moments cruciaux de l'histoire contemporaine de la Hongrie, l'un concernant la tentative de modernisation libérale à l'issue du compromis austro-hongrois, l'autre les débuts du régime stalinien animé, lui, par une utopie modernisatrice radicale entre toutes.

D'une noblesse terrienne à une bureaucratie politique : la transformation de la gentry à la fin du XIX^{ème} siècle

La noblesse hongroise, une des plus larges dans l'Europe féodale (quelque 6% de la population) avec son homologue polonaise, fut une classe dominante historique sous plusieurs rapports fortement stratifiée. A l'aristocratie latifundiaire titrée — elle-même fragmentée selon la taille des propriétés foncières allant des grands domaines de la Plaine et de la Transdanubie aux fiefs modestes des comtes et barons transylvains — s'oppose la noblesse moyenne, dont une partie seulement pouvait se considérer comme fortunée (*bene possessionati*), tandis que la petite noblesse très nombreuse se distribuait sur une échelle de situations variées, petits et moyens propriétaires, gens partageant le mode et le niveau de vie de la paysannerie asservie (« nobles en sabots »), gens tôt reconvertis dans la magistrature ou comme fonctionnaires de l'État ou des comitats, ou encore dans les professions libérales (hommes de loi, médecins). Le

propre de cette classe, dont l'hétérogénéité fut augmentée par ses divisions idéologiques et religieuses — essentielles, puisque beaucoup de possessions aristocratiques remontaient à la Contre-Réforme —, n'était autre que son quasi-monopole collectif de la « capacité politique » et de ses droits spécifiques liés — lorsqu'il y avait lieu — à la propriété terrienne et aux privilèges qui s'y rattachaient.

C'est à la suite des assemblées de la noblesse dans le Vormärz (dit « période des réformes ») et des lois révolutionnaires d'avril 1848 que l'édifice législatif féodal est définitivement démantelé. La noblesse partage sa capacité politique avec des classes cultivées roturières et avec la bourgeoisie commerçante et industrielle sur une base censitaire. En même temps, le servage est aboli, ce qui prive les propriétés foncières nobles de la main d'œuvre gratuite qui leur était jusque là assurée. Ces mesures législatives placent la noblesse dans les champs politique et économique en concurrence ouverte avec les nouvelles couches issues de la paysannerie propriétaire, de la nouvelle bourgeoisie montante d'origine essentiellement allogène (juive et allemande surtout, mais aussi serbe, grecque, arménienne, etc.) l'ancien patriciat corporatiste et l'intelligentsia de service (« honoratious »). Cette situation compétitive fait surgir des menaces plus ou moins immédiates sur le statut de classe dominante de la noblesse. Son intégrité statutaire, garantie par ses privilèges féodaux, vole immédiatement en éclats. Son monopole politique d'élus et d'éligibles est battu en brèche par l'apparition de nombreux électeurs roturiers. Toutefois c'est avant tout sa base économique terrienne qui s'ébranle dans l'évolution qui commence dès le Vormärz et qui s'accélère avec l'indépendance du pays réinstaurée lors du Compromis austro-hongrois de 1867 et avec l'installation concomitante du mode de production capitaliste. C'est la ruine économique d'une fraction croissante de la noblesse terrienne qui produira la *gentry* proprement dite dans les décennies de la fin du siècle, ce nom générique, historiquement daté, renvoyant sommairement en Hongrie aux membres de la noblesse qui ont perdu leur patrimoine foncier et sont confrontés avec la nécessité de la conversion de classe. Si toute évaluation apparaît comme précaire en cette matière, on estime qu'en 1848 il y avait quelque 30.000 familles nobles possédant des domaines de taille moyenne. Ce nombre diminue déjà de moitié vers 1867 et il n'en reste que 10.000 environ à la fin du siècle. Certes la noblesse moyenne ne fournit qu'une partie de la *gentry*, mais sa ruine précipitée donne la mesure de l'ensemble du phénomène.¹ Non seulement celui-ci apparaît comme massif, mais encore on peut penser que les indices purement économiques tendent à en minimiser la gravité, parce qu'ils ne rendent qu'insuffisamment compte du degré d'endettement, de la diminution des bénéfices, ou de la perte de compétitivité dans le marché agricole des terres jadis détenues par les nobles.

On connaît les principales causes du déclin économique général de cette classe de propriétaires, dont seule l'aristocratie latifundiaire restait largement exempte : une partie de ses domaines a été protégée de l'aliénation par le maintien du statut féodal de mainmorte et l'étendue de ceux-ci permettait mieux le passage à la gestion du capital

¹ Pour les données voir I.T.Berend et G. Ránki, *Középeurópa gazdasági fejlődése a 19-20. században*, (L'évolution économique de l'Europe Centrale au 19ème et 20ème siècle), Budapest, Közgazdasági és jogi könyvkiadó, 1967, pp. 237-238.

confiée à des cadres spécialisés.² Mais le reste des propriétaires nobles subissaient de plein fouet — même à des niveaux identiques de production et des coûts de production — la décroissance de leurs revenus par la baisse du prix des céréales (principaux produits de l'agriculture hongroise) sur les marchés mondiaux en raison de la concurrence massive exercée par le blé russe et américain. Pour y faire face, il eût fallu diversifier la structure des produits, moderniser l'équipement, s'adapter aux marchés nouveaux, s'engager dans des activités complémentaires ou alternatives (par ex. l'industrie alimentaire), ce pour quoi la plupart des propriétaires-gestionnaires nobles n'avaient ni les compétences ni la volonté. Jadis la disponibilité de la main d'œuvre servile avait assuré une certaine rentabilité à la monoculture céréalière. Sa disparition a fatalement affaibli bien des petites et moyennes propriétés dans une compétition agricole accrue par l'arrivée sur les marchés d'une bourgeoisie d'entrepreneurs ruraux, portée à reprendre ou à prendre en location des propriétés défailiantes. Comme ces derniers se recrutaient principalement dans les milieux juifs, on comprend qu'en 1910 pas moins de 37% des propriétés de plus de 100 holds (équivalant à 2/3 hectares environ) données en affermage se trouvaient prises en charge par des Juifs de religion.³ Le renforcement de cette bourgeoisie agraire allait paradigmatiquement de pair avec la ruine de la noblesse, la dernière étant non pas la conséquence de la première mais plutôt l'inverse : la bourgeoisie appliquait dans sa pratique les vertus et compétences dont la noblesse était précisément dépourvue, c'est-à-dire la gestion rationnelle (juste calcul des coûts et des profits), l'introduction d'innovations lorsque les marchés l'exigeaient, l'ajustement des dépenses aux revenus, le refus de l'endettement à risques. La cause la plus directe de la ruine d'une partie de la noblesse doit être en effet cherchée dans son incapacité à moderniser son comportement économique, notamment ses habitudes de surconsommation ostensible et souvent ostentatoire — au titre de signe extérieur du statut de classe — sans rapport avec les revenus. Pareille situation était de nature à exercer un fort effet de « poussée » sur la reconversion de classe.

La modernisation de l'Etat, dont l'élan s'est accéléré au lendemain du Compromis de 1867, a en même temps considérablement incité à la reconversion de classe, par la multiplication des postes rémunérés dans la fonction publique et sur les marchés économiques contrôlés par les collectivités. Il s'agissait de positions d'abord proprement politiques tantôt électives — parlements, comitats, villes — tantôt accessibles par nomination gouvernementale (juges de paix, chefs de canton, préfets du gouvernement dans les comitats, etc.), puis de divers postes dans les ministères, les administrations locales, la police, l'armée nationale reconstituée, la magistrature etc., de professions intellectuelles dans le système scolaire et les institutions de santé sous tutelle de l'Etat,

² On a estimé à un tiers de l'ensemble des terres arables l'étendue des propriétés inaliénables sous l'effet des dispositions féodales de mainmorte à la fin du 19^{ème} siècle. Cf. le chapitre de Laszló Katus in *Magyarország története 1890-1914*, éd. F. Mucsi et P. Hanák, Budapest, Akadémiai kiadó, 1978, p. 303.

³ Cf. *Magyar statisztikai közlemények*, 56, pp.452-457. En fait, la proportion de la « bourgeoisie rurale » d'origine juive devait être un peu plus élevée, peut-être de l'ordre de 40 %, étant donnée la fréquence plus grande des baptêmes dans ces milieux devenus bourgeois, même à la campagne.

ou encore dans les nouveaux services industriels des collectivités publiques (service des eaux, du gaz de l'électricité), dans les agences économiques d'État — telles que mines, forêts et autres propriétés domaniales —, enfin dans les entreprises semi-publiques ou indirectement soutenues par l'État (et souvent tôt ou tard étatisées) comme certaines compagnies d'assurances ou de banque, et surtout les chemins de fer ainsi que d'autres sociétés urbaines de transports en communs.

Certes ce mouvement de modernisation et d'expansion des services publics et para-publics a attiré d'autres candidats que des nobles à la recherche de postes. Il y eut toutefois dans la conjoncture du tournant du siècle un concours de circonstances historiques qui a rendu la noblesse pratiquement maîtresse de ces nouveaux marchés. On peut en résumer les éléments essentiels en trois registres.

Tout d'abord le Compromis assurant l'indépendance du pays dans le cadre de la Monarchie Bicéphale comportait implicitement un contrat social qui, en dépit de la démocratisation formelle et modérée des institutions (démocratie parlementaire dont le suffrage était limité aux descendants de la noblesse et aux autres classes cultivées et/ou possédantes), garantissait l'hégémonie politique de l'aristocratie et, par son biais, aux groupes nobiliaires et apparentés. De fait, les nouvelles couches montantes, qui se faisaient désormais de plus en plus fortement valoir sur le marché capitaliste tout autant que dans le domaine scolaire, étant le plus souvent d'origine allogène (avant tout juive), ou nouvelles venues dans les classes dominantes, soit ne disposaient pas de la notoriété familiale et des relations sociales nécessaires à la réussite politique, soit pouvaient en être écartées par ceux qui occupaient les postes au pouvoir, pour qu'elles ne puissent pas prétendre à une influence politique comparable en raison de leur puissance économique. De la sorte on comprend qu'en 1890 par exemple pas moins de 59% des fonctionnaires ministériels appartenaient aux familles nobles (dont 2,4% de magnats titrés) et en 1910 encore plus de 49% (dont 3,5% portant un titre aristocratique). Ces chiffres ponctuels ne font en réalité que minimiser l'emprise de la noblesse sur la bureaucratie politique du pays. Si l'on calcule avec précision la longueur d'activité effective des hauts fonctionnaires, totalisant au mois par mois la présence des membres de la noblesse parmi les fonctionnaires des principaux ministères (présidence du conseil, intérieur, commerce et industrie, finances) pour la période de 1875 à 1918, la gentry seule occupe quelque 48% des positions et les magnats titrés 2%, soit au total près de 77% échouent à la noblesse en termes de budget-temps. Celle-ci reste également fortement surreprésentée au parlement presque jusqu'à la fin de l'ancien régime, (à l'exception du dernier parlement fasciste), surtout dans les partis des majorités gouvernementales. Si des recensements manquent pour la période libérale, entre 1921 et 1931 (époque dite de consolidation du régime contre-révolutionnaire autoritaire), on trouve parmi les membres des Assemblées nationales 44% de nobles (dont 10% de magnats titrés).⁴ On comprend que la noblesse établie dans le pouvoir politique avait toute latitude pour faire bénéficier ses alliés familiaux et sa clientèle proche des nouvelles positions créées dans l'appareil politique et bureaucratique grâce à la modernisation de l'Etat.

⁴ Calculs faits d'après les données d'Andrew C. Janos, *The Politics of Backwardness in Hungary, 1825-1945*, Princeton, Princeton University Press, 1982, passim, et surtout pp. 110-111, 281.

Un tel arrangement ne pouvait s'accomplir par le seul jeu des rapports de force entre ancienne et nouvelles élites, d'autant moins que l'appareil d'État renouvelé se trouvait confronté à une tâche historique — unique en Europe — qui consistait à construire un système institutionnel moderne « à l'occidentale » de l'État-nation dans un pays où l'élite dominante était ethniquement minoritaire. Pour que le régime en place devienne viable à longue échéance, un compromis devait être offert aux nationalités, que l'élite ne pouvait imposer sans l'appui d'alliés, son allié potentiel le plus puissant étant la bourgeoisie allogène (juive et autre) qu'elle ne pouvait se permettre d'aliéner. Le « contrat social d'assimilation » prévoyait d'une part que cette bourgeoisie au sein des classes moyennes réorganisées et plus ou moins ouvertes aux nouveaux venus issus du judaïsme, accueille généreusement d'autres groupes allogènes, voire issus du peuple — à condition que ceux-ci se magyarisent culturellement, reprennent les valeurs et assument les objectifs nationalistes de l'élite politique noble —, mais aussi d'autre part, la conservation d'une dualité des marchés de ces classes moyennes : la noblesse et sa clientèle immédiate (essentiellement chrétienne) gardent la haute main (c'est-à-dire un accès privilégié) dans la fonction publique et dans les marchés apparentés, tandis que les allogènes (essentiellement les Juifs) obtiennent toute liberté pour développer et dominer l'économie privée. Ce fut donc avant tout ce contrat social d'assimilation — non écrit mais scrupuleusement respecté jusqu'en 1919 (et partiellement au-delà) — qui a permis la modernisation de l'État entamée avec le Compromis de 1867, celle-ci offrant la possibilité directe de la reconversion de larges fractions de la noblesse dans la bureaucratie politique et administrative. Les deux volets du contrat — concernant la noblesse et les nouvelles couches — assuraient de fait la liberté d'action des uns et des autres, à savoir — pour ce qui est de la noblesse — de pratiquer une sélection implicitement clientéliste et discriminatoire du personnel des marchés placés sous contrôle étatique.

En fait, seule la réalisation de l'autre volet de ce contrat — le développement de l'économie privée — a permis la modernisation de l'État. L'émancipation juridique des Juifs amorcée par les assemblées réformistes des 1840, symbolique en 1849 et effective à partir de la loi de 1867, a ouvert la voie au décollage industriel du pays (*Gründerzeit*) et à la montée en puissance de la bourgeoisie et des professions libérales juives qui, dès le tournant du siècle, représentent la majorité des principaux agrégats des nouvelles classes moyennes.⁵ En d'autres termes, les investissements (sources des revenus industriels et commerciaux), les impôts, les emplois créés et la croissance économique générale ainsi engendrée (estimée à environ 2,5% par habitant de 1867 à 1919, une des plus élevées en Europe⁶) par la bourgeoisie montante ont constitué la base maté-

⁵ D'après les données du recensement de 1910 par exemple 46% des cadres industriels et des avocats, 53% des cadres commerciaux, 49% des médecins, 41% des vétérinaires, 44% des rédacteurs de journaux, 38% des ingénieurs etc. étaient de confession israélite soit un pourcentage significativement supérieur de Juifs d'origine. Cf. *Magyar statisztikai közlemények*, 56, pp. 436-609, passim et ibid. 64, p. 205.

⁶ Cf. le chapitre consacré à l'économie par László Katus dans *Magyarország története 1890-1918*, op.cit., surtout pp. 394-397. La croissance des secteurs « modernes » fut beaucoup plus forte que celle de l'agriculture, soit 4,5% pour les mines et les industries et 5% pour le commerce et les transports. Cf. loc.cit.

rielle de la modernisation de l'État et de la reconversion de la noblesse. Celle-ci, plus particulièrement les membres nécessaires de l'aristocratie titrée, bénéficiaient d'ailleurs plus directement de cette dynamique économique sous forme de sinécures dans les comités directeurs des établissements industriels ou financiers où ils pouvaient échanger leur capital historique consolidé par le prestige de leur nom contre espèces sonnantes et trébuchantes.

C'est pour l'essentiel ce même capital social consolidé qui fournit le principal atout pour la conversion. Sur le plan local du canton, de la circonscription électorale ou du comitat, les familles nobles bénéficiaient directement du rayonnement de leur nom pour obtenir des places électives ou pour faire accéder leurs descendants aux postes de la fonction publique. Leur capital de relations sociales, sous forme de parenté par alliance, de cercles d'amis dans les familles des « Messieurs » (Urak), de camaraderie de lycée ou d'armée (dans le corps d'officiers), de relations de club etc., servait de complément naturel à l'autorité et au prestige que leur nom leur conférait. Ils disposaient aussi du niveau d'éducation nécessaire pour occuper des postes auprès de l'Etat. La législation en fera un critère formel par l'établissement d'un système complexe de correspondance entre les niveaux scolaires attestés, les postes à pourvoir et leurs échelles d'appointements. A la certification des compétences présumées échoit dans ce système une importance décisive. Si les positions mineures dans les administrations locales (ville, canton, comitat) demeuraient accessibles avec 4 ou 6 classes des lycées classiques (*gymnasium avec latin*), le baccalauréat, suivi d'études juridiques, ouvrait les portes des échelons supérieurs de la hiérarchie de l'Etat, pourvu qu'il y eût d'autres attributs de la classe des « Messieurs » (droit de porter l'épée, capacité à se battre en duel, candidature d'office au rang d'officier dans l'armée). De fait on observe deux mouvements majeurs dans le domaine scolaire à l'appui des stratégies de reconversion de la noblesse et de ses clientèles. Tout d'abord l'État développe presque démesurément le réseau des lycées qui intéresse ces publics, au point que la Hongrie de la fin du siècle est dotée d'une densité d'établissements supérieure à celle de la France, répondant à des proportions également supérieures de scolarisés par unité de population.⁷ Deuxièmement, le choix du public non juif porte avant tout sur les lycées classiques avec latin — la voie royale par excellence vers les

⁷ Ainsi, on trouve dès 1870 178 lycées classiques et modernes dont environ 80 de plein exercice, conduisant au bac (Cf. *Magyar statisztikai évkönyv 1873* /Annuaire statistique de la Hongrie 1873/, p. 606, alors qu'en 1876 en France — pour une population de plus de deux fois supérieure — il existe 81 lycées et 251 collèges municipaux (dont 142 de plein exercice) — cf. *Annuaire statistique de la France Résumé rétrospectif 1866*, p. 139. La densité du quadrillage scolaire du territoire fut donc à peu près identique dans les deux pays (avec un léger avantage pour la France) dès cette époque du début de la modernisation scolaire. Seulement celle-ci paraît beaucoup plus dynamique en Hongrie, du moins pour les établissements de garçons dont le nombre n'atteint que 343 jusqu'en 1913 en France (cf. *Annuaire statistique de la France*, loc.cit.), alors qu'en Hongrie il y a déjà 245 lycées et collèges en 1911 (cf. *Magyar statisztikai évkönyv 1911*, p. 389). (A cette époque dans les deux pays presque tous ces établissements disposent de classes terminales.) La Hongrie semble donc être parvenue à une nette avance sur la France à la veille de la Grande Guerre quant au nombre d'établissements d'enseignement secondaire de garçons par rapport à la population.

études supérieures —, alors que les Juifs restent beaucoup plus pragmatiques, sinon « utilitaires » dans leurs stratégies scolaires en investissant avant tout (surtout à l'époque libérale, dans la première phase de leur ascension sociale collective) le réseau des collèges modernes (*Realschulen*), des écoles primaires supérieures (*Bürgerschulen*) et des collèges commerciaux⁸ qui ne conduisent que vers des carrières de techniciens supérieurs (ingénieurs) ou de cadres du secteur privé.

Il convient de rappeler, en guise de conclusion provisoire, les résultats socio-économiques directs et quelques effets lointains de la conversion de la gentry dans la bureaucratie étatique.

On a évoqué plus haut l'affaiblissement numérique de la noblesse terrienne dont le processus s'est accéléré par suite de l'intégration d'une fraction croissante de cette classe à des fonctions publiques. Cette évolution a contribué à d'une part renforcer les positions de l'aristocratie latifundiaire en permettant de repousser ou de faire échouer (ceci jusqu'à la fin de l'ancien régime) tout projet de réforme agraire en faveur de la paysannerie sans terre, et d'autre part à consolider la modernité bourgeoisie rurale locataire ou propriétaire foncière. Le passage de la gentry en politique a d'autant plus facilité la consolidation d'une structure archaïque de la propriété, que la noblesse politicienne a tout fait pour préserver les intérêts de ses alliés naturels, notamment de ce qui restait encore de la noblesse terrienne.

La conversion de la noblesse a évidemment profondément marqué les nouvelles classes moyennes, qui au lieu d'adhérer, comme dans les pays occidentaux, aux valeurs modernisatrices, productivistes ou rationalisatrices du capitalisme triomphant, ont adopté le point de vue d'une classe en déclin et sur la défensive. La gentrification de ces classes moyennes dans le cadre du consensus libéral-nationaliste d'avant 1919 n'a pas seulement comporté dès l'abord une certaine nostalgie pour le mode de vie des seigneurs d'antan et le maintien cultivé souvent sous forme caricaturale — bien des éléments de celui-ci, mais encore un style particulièrement « seigneurial » de l'exercice des fonctions politiques et administratives. Face aux petits chefs issus de la noblesse, les membres des classes populaires, voire de la petite bourgeoisie, continuèrent à être traités comme des sujets et non comme des citoyens libres et égaux en droit. La magistrature, peuplée des descendants de la gentry, a contribué au fait que l'égalité devant la loi demeure souvent une pieuse fiction, sinon un simulacre de façade, lorsqu'il s'agissait de défendre les intérêts des membres de leur classe face au commun des mortels. L'État de son côté a tout fait pour renforcer ce jeu de la « gentrification »

⁸ Pour prendre la mesure de l'efficacité et de la différence d'étendue des stratégies scolaires selon les milieux sociaux concernés, rappelons qu'en 1867 les Juifs représentent seulement 8,7% des élèves des lycées, mais 21% dans les *Bürgerschulen*. Les proportions comparables s'établiront respectivement à 12,5% et à 40% vingt ans plus tard. Calculs effectués d'après Lajos Láng, *Középkutatás hazánkban 1867-1886* (L'enseignement secondaire dans notre pays, 1867-1886), Budapest, 1887, p. 36 (tableau IV). En 1910 par exemple les Juifs représentent 19% des élèves dans les lycées classiques (ce qui en soi constitue une surreprésentation considérable, plus de trois fois supérieure à la proportion des Juifs dans la population), contre 36% dans les *Realschulen*, 26% dans les *Bürgerschulen* et même de 49% dans les collèges commerciaux (conduisant au bac commercial). Cf. *Magyar statisztikai évkönyv, 1910*, passim.

de sa bureaucratie en accordant d'office des appellations nobiliaires aux membres de la haute fonction publique à partir de certains échelons de rémunération. La gentrification n'a pas seulement produit dans l'entre deux guerres, après l'élimination du régime libéral-nationaliste et la poussée contre-révolutionnaire, cette « société néo-baroque », avec ses rituels archaïques et ses valeurs réactionnaires, dénoncée jadis par un de ses principaux précurseurs⁹, mais aussi la rigidification d'une structure sociale où dominants (les « Messieurs ») et dominés (le peuple, les prolétaires) sont restés séparés par une ligne de partage infranchissable.

La gentry reconvertie et ses clientèles ont en effet restructuré les classes moyennes dans un système hiérarchique nouvelle manière dont les critères de position relevaient davantage du nom et du statut (noble ou roturier) et du comportement correspondant (manières gentroïdes en particulier) que des critères modernes d'appartenance à ces classes : culture sociale, niveau d'éducation, performance et compétence professionnelles. Dans leurs efforts de conservation de leur distinction de classe — qui tendaient aussi à ressourcer celle-ci —, les classes moyennes gentrifiées et liées à l'État ont d'abord élevé des barrières éducatives et sociales devant l'accès des marginaux, qu'il s'agisse d'allogènes ethniques, de gens du peuple en mobilité ascendante, de Juifs. Dans un premier temps, en gros pendant l'époque libérale qui s'achève en 1918, ces barrières étaient plus ou moins franchissables par tous, une fois que les nouveaux venus avaient satisfait aux critères d'intégration, tels magyarisation culturelle, niveau éducatif élevé (et souvent plus élevé — en guise de compensation — que celui qui était exigé des fils de bonnes familles), adhésion aux valeurs nationalistes, reconnaissance de la prééminence de la gentry en tant que modèle social des classes supérieures. Dans un deuxième temps, dans l'entre deux guerres, les conditions d'intégration sont devenues plus sévères, et si les allogènes ont continué à être admis, les Juifs se sont vus exclure d'office. C'est ainsi que, dans l'atmosphère antisémite de l'entre deux guerres, les classes moyennes gentrifiées se sont affublées du qualificatif de « chrétiennes », en fort rétrécissement par rapport à la première version de leur conception. Ces mouvements se sont naturellement accompagnés d'une tendance générale au conservatisme ou de l'antimodernisme de la mentalité dominante dans ces classes.

Enfin la « gentrification » des classes moyennes liées à l'État et le maintien de la dualité des marchés conduisent à des conséquences plus insidieuses à long terme quant au fonctionnement différent des marchés libres et des marchés étatiques « protégés » (ou réservés à la clientèle gentroïde) et plus concrètement, quant aux conditions de compétition qui y prévalent. En bref, tandis que les marchés libres font valoir, pour l'essentiel, la compétence et la performance, les marchés « protégés » privilégient la naissance et le conformisme, quitte à tolérer sinon protéger la médiocrité en termes de compétence ou de performance. En opposant si crûment les deux marchés, opposition qui aura des conséquences multiples dans la formation et la structure interne des élites hongroises, on ne renvoie pas à une hypothèse théorique mais à des faits banals de

⁹ Cf. Gyula Szekfű, *A három nemzedék s ami utána következik*, (Trois générations et ce qui les suit), Budapest, 1934.

fonctionnement de ces marchés. Dans la fonction publique on travaille, jusqu'à la fin de l'ancien régime, en moyenne six heures par jour contre plus de huit heures (en fait souvent neuf-dix heures) dans le privé. Le public exige la certification scolaire pour l'allocation de ses postes, tandis que le privé contrôle d'abord les vertus de la performance (engagement au travail, efficacité, compétence). Le public offre la sécurité et la retraite, le privé les fait dépendre de la compétitivité et des négociations collectives ou d'arrangements individuels. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que chaque fois qu'il est possible d'opposer empiriquement ceux qui se destinent au public et ceux qui se destinent au privé, on trouve une différence dans les niveaux de la performance. C'est dans le contraste entre Juifs et non Juifs que cette opposition s'observe le mieux — deux cas paradigmatiques en l'occurrence, lors même que la dualité des marchés n'est pas entièrement réductible à la séparation des deux — notamment dans le système scolaire, qui offre un exemple rare de champ de compétition virtuellement libre entre les membres des deux agrégats.¹⁰

Voir également l'article de Miklós Hadas et Viktor Karady dans le présent numéro. Dans une première variante de la « mentalité gentroïde », on trouve en fait un certain mépris pour la performance, voire pour le travail, la rationalité économique ou pour la compétence, considérées comme « choses juives » ou, au mieux « bonnes pour des Allemands ». Dans la seconde variante (surgie plus tard, dans l'entre deux guerres) apparaît toutefois l'idée qu'il convient de « faire comme les Juifs » dans ces domaines.

On peut trouver une relation assez directe entre la gentrification des classes moyennes « chrétiennes » et la crise d'antisémitisme quasi-permanente qui se déploie à la faveur de la montée du fascisme dans la période post-révolutionnaire (avec des hauts et des bas, soit « des hauts » en 1919-1920, puis de nouveau à partir des années 1932, et « des bas » sous le gouvernement de consolidation du comte Bethlen entre 1921 et 1931). En effet avec les stratégies de « défense du corps » développées par les classes moyennes « chrétiennes » en raison, notamment, du rétrécissement dramatique des marchés étatiques par suite du démembrement du pays en 1919, tout un modèle de pensée acquiert droit de cité pour justifier le « changement de la garde », c'est-à-dire l'habilitation exclusive des « Chrétiens » à l'occupation de toutes les positions de classe moyenne en raison d'une légitimité historique de « purs Magyars » (dont les Juifs ne peuvent pas faire partie) — une référence à peine voilée à la pérennité de la légitimité historique de la noblesse en tant qu'élite dirigeante. On sait que ce système de pensée a fait admettre sous la législation anti-juive de 1938-1944 la confiscation plus ou moins pure et simple d'abord des positions que détenaient les Juifs dans les marchés libres au profit de leurs confrères « chrétiens », puis de leurs propriétés et autres biens, avant qu'ils ne soient livrés aux Nazis pour la « solution finale ».

¹⁰ Sur la différence des performances scolaires entre Juifs et non Juifs voir Viktor Karady (avec István Vári) : « Facteurs socioculturels de la réussite au baccalauréat en Hongrie », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 70, novembre 1987, pp. 79-82 ; « Juifs et Luthériens dans le système scolaire hongrois », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 69, septembre 1987, pp. 67-96, surtout 68 sq.

**Les survivants de la Shoah dans l'appareil stalinien :
la reconversion de descendants de la bourgeoisie juive (1945-1956)**

La dernière remarque est une transition appropriée à l'étude du second cas de conversion de l'élite qu'on observe parmi les survivants du génocide des Juifs de Hongrie. L'ampleur du phénomène, en raison de la taille des groupes engagées, ne saurait sans doute pas se comparer avec la conversion de la gentry, mais ses conséquences lointaines ne sont pas tout à fait dissemblables, du moins pour ce qui est de l'image publique des systèmes politiques en question. En effet, si l'ancien régime fut marqué par la présence massive de la gentry dans son administration pour se faire prêter les contours d'une société « post-féodale », le régime communiste se caractérise par la participation de Juifs dans son appareil (surtout aux postes les plus visibles, aux plus hauts échelons et dans ses agences de répression) au point d'accréditer la thèse, largement répandue dans l'opinion populaire dans les années 1950, qu'il s'agissait d'un « pouvoir juif » installé par l'occupant pour faire pièce au règne antisémite précédent. S'il faut remarquer le parallélisme inversé de ces représentations collectives (la gentry comme figure indigène de la continuité historique et, à l'inverse, le Juif comme incarnation d'une solution radicale de continuité et le suppôt de l'étranger), il convient de noter à quel point elles déforment en simplifiant des réalités beaucoup plus complexes.

On commencera par dire à ce propos, des Juifs nouveaux venus dans l'engagement militant n'ont formé qu'une fraction somme toute mineure de l'appareil communiste, en dépit des apparences, et que ce ne fut au total qu'une partie des survivants à la Shoah qui ont opté pour le communisme au retour des camps.¹¹

De fait au lendemain de la deuxième guerre mondiale, le personnel communiste hongrois s'est recruté majoritairement à partir de *quatre sources principales*, indépendamment du ralliement récent de nombreux Juifs. Il faut d'abord prendre en compte l'importance numérique non négligeable des anciens cadres restés dans la clandestinité ou revenus d'émigration. C'est notamment le cas des trois ou quatre chefs suprêmes (les fameux troïka ou quadriges du futur Parti stalinien, selon les qualificatifs populaires de l'époque), dont les rapports avec leurs origines juives étaient plutôt négatifs, s'agissant de personnages totalement « assimilés » à la cause de Moscou, la plupart des autres cadres n'ayant rien à voir avec le judaïsme. La seconde grande source de recrutement fut fournie par les autres partis de gauche de la coalition gouvernementale au pouvoir entre 1945 et 1948. Ceux-ci ont été partiellement noyautés par les commu-

¹¹ Sur la diversité des choix idéologiques et identitaires chez les Juifs survivants, notamment sur le poids du sionisme et de la continuité de l'orientation assimilationniste traditionnelle, voir mes travaux suivants : *Beyond Assimilation. Dilemmas of Jewish Identity after 1945*, Discussion paper of the Collegium Budapest, Budapest, 1993 ; « La crise de l'identité juive en Hongrie aux débuts du régime communiste (1945-1956) », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 1994 (sous presse) ; « A Shoah, a rendszerváltás és a zsidó azonosságtudat válsága Magyarországon », (La Shoah, le changement de régime et la crise de l'identité juive en Hongrie) in *Zsidóság, identitás, történelem*, Budapest, T-Twins, 1992, pp. 23-44.

nistes (surtout le parti paysan et les socio-démocrates) par l'intermédiaire de leurs « ailes gauchistes », au point qu'une partie de leur personnel n'a pas eu de mal à s'intégrer dans l'appareil du régime d'obéissance stalinienne dès sa consolidation définitive en 1948 (« l'année du tournant »). Troisièmement, le pouvoir communiste, obéissant à son idéologie « démocratique » propre (qui ne devait jamais fonctionner mieux qu'en cette matière en tant que prophétie auto-réalisatrice) opérait une sélection dans les rangs mêmes des classes laborieuses pour en « faire monter » les éléments les plus méritants aux postes à pourvoir. Ces ouvriers et paysans — dits « cadres populaires », « sortis du rang » — étaient les vrais miraculés du système. S'ils ont manifesté une adhésion résolue à la doctrine salvatrice du communisme, c'est qu'ils lui devaient leur salut professionnel. Enfin, quatrièmement, le nouveau régime pouvait compter sur d'autres « reconvertis volontaires », issus de l'ancienne administration ou « persuadés » de se rallier, lorsque les chances d'exploiter à son profit le capital de prestige intellectuel ou scientifique qu'ils détenaient a justifié pour le régime l'offre de privilèges spéciaux en échange de leur adhésion au moins formelle à la cause communiste. Pareille entreprise de « captation de prestige » portait sur des écrivains de renom autant que sur des savants internationalement connus et s'opérait aussi *post mortem*. Vivants et morts se côtoyaient dans l'étrange panthéon communiste, destiné à convaincre les « masses hésitantes » de la justesse de la cause. Influencés par la contrainte autant que par leurs intérêts bien compris, de nombreux officiers, universitaires, hauts fonctionnaires et cadres supérieurs techniques de l'ancien régime furent ainsi « repêchés » ou « retournés » au service de l'État moscoute, sans parler de leurs successeurs, plus modestes mais bien plus nombreux, pour qui leur admission ou leur maintien dans le nouvel appareil répondait moins à une question de principe qu'au simple souci de subsistance.

Ceci étant, il faut aussi rendre compte de l'adhésion des survivants de la Shoah, appartenant le plus souvent à la petite, moyenne ou grande bourgeoisie commerçante, industrielle ou financière, ou aux professions libérales et intellectuelles, qui, auparavant, n'avaient guère de liens avec le communisme. Cette adhésion-là fut de l'avis de tous bien plus spectaculaire parce qu'elle apparaissait pour beaucoup comme véritablement « contre nature », s'agissant de groupes ou de descendants de groupes socio-professionnels condamnés à l'expropriation et au déclassement par le régime. Pour comprendre leur « entrée en communisme », essayons d'abord de brosser un tableau sociologique de cet agrégat.

La Shoah a elle-même opéré une singulière et cruelle sélection sociale produisant une véritable translation vers le haut de la structure de classe de l'agrégat juif survivant — sous les rapports de leur degré d'urbanisation, niveau d'embourgeoisement ou qualité d'assimilation ou de modernité culturelle. La raison principale des pertes sélectives se trouve dans le fait bien connu que les victimes désignées ont été déportées le plus souvent vers les camps de la mort dans leur quasi-totalité en province mais très partiellement seulement de Budapest. Or non seulement la capitale offrait plus de chances de sauvetage individuel que la province, à condition de disposer d'alliés ou de relations, ce qui fut plus souvent le fait de membres des classes moyennes et supérieures, mais les rescapés du ghetto de la capitale appartenaient aussi plus fréquemment que les provinciaux aux milieux aisés, « modernisés », voire (par le biais de nombreux

mariages mixtes et baptêmes¹²) déjudaïsés. A cette relation générale s'ajoute la plus grande probabilité de survie propre aux militants d'organisations résistantes, qu'il s'agisse des cadres des mouvements sionistes, communistes, sociodémocrates ou autres contraints à la clandestinité sous la terreur nazie. Même si l'on passe sur la sélection par l'argent, pourtant non négligeable — puisqu'une fraction de l'élite sociale et communautaire (près de 2.000 personnes) a même pu racheter sa survie en négociant directement avec la puissance occupante — ou sur les rafles, opérées dès 1941, des « Juifs étrangers » (qui n'ont pas pu prouver leur citoyenneté hongroise), il paraît clair que les survivants se situaient, globalement, plus haut sur toutes les échelles définissant le statut de classe et d'acculturation, en les comparant par la pensée avec leurs compagnons de destin disparus.

Cet agrégat de survivants fut également marqué par d'autres caractéristiques assez singulières par rapport aux derniers, mais aussi à son propre état antérieur à la Shoah, notamment sur le plan de ses orientations idéologiques préalables et de ses aspirations. Il s'agit d'une élite (au moins potentielle) non seulement profondément frustrée par la privation de ses prérogatives de classe, mais encore d'un groupe que l'antisémitisme rampant de la « société néo-baroque », l'échec de la résistance libérale au fascisme, et surtout ses expériences vécues du génocide autant que de la Libération par l'Armée Rouge ont « poussée vers la gauche » d'une manière décisive, y compris, dans beaucoup de cas, vers l'option communiste à proprement parler. Quant aux frustrations subies, on comprend qu'elles aient été nombreuses et sévères. L'influence politique de cette élite n'a jamais répondu à ses aspirations et/ou à sa puissance économique et professionnelle. Le *numerus clausus* universitaire et l'agitation anti-juive quasi-constante dans les facultés ont privé dès 1920 ses jeunes membres des conditions d'études normales dans leur pays, obligeant beaucoup d'entre eux (pas loin de 50% environ vers la fin des années vingt selon les estimations)¹³ à l'expatriement provi-

¹² D'après le recensement de 1941 pas moins de 18% de la population apparentée furent baptisés et le taux des mariages judéo-chrétiens oscillait autour de 20% pour les fiancés juifs convolant dans les dernières années avant la première loi anti-juive de 1938. Sur mes nombreuses recherches sur ce thème les travaux suivants permettent de faire le point : « Vers une théorie des mariages mixtes. Le cas de la nuptialité judéo-chrétienne en Hongrie dans l'ancien régime », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 57-58, juin 1985, pp. 47-68 ; « La conversion des Juifs à Budapest après 1945 » *ibid.*, 56, mars 1985, pp. 58-62 ; « The movement of Jewish Baptisms in Hungary since the Shoah, a sociohistorical study », *Yearbook of the Central European University*, 1984 (sous presse).

¹³ Voir à ce propos l'étude classique du statisticien contemporain (antisémite militant de son état) Alajos Kovács, « Magyarországi zsidó hallgatók a hazai és külföldi főiskolákon », (Des étudiants juifs de Hongrie dans les universités nationales et étrangères), *Magyar statisztikai szemle*, 1938, 9, pp. 897-902, surtout p.899. Je renvoie également à mes propres travaux à ce sujet : « Funktionswandel der österreichischen Hochschulen in der Ausbildung der ungarischen Fachintelligenz vor und nach dem Ersten Weltkrieg », in V.Karady, W.Mitter (hsg.), *Bildungswesen und Sozialstruktur in Mitteleuropa* Cologne, Vienne, Bohlau, 1990, pp. 177-207 ; « Egyetemi antiszemitizmus és érvényesülési kényszerpályák. Magyar-zsidó diákság a nyugat-európai főiskolákon a numerus clausus alatt », (Antisémitisme universitaire et carrières contraintes, les étudiants juifs de Hongrie dans l'enseignement supérieur à l'étranger sous le numerus clausus), *Levéltári szemle*, 1992, 3, pp. 21-40.

soire ou prolongé. Si l'ensemble du groupe fut entravé dans ses entreprises de mobilité sociale pendant toute cette période, les interdictions professionnelles contenues dans les lois scélérates anti-juives de 1938-1944 l'ont réduit à l'état de paria dépourvu de ses droits humains parfois les plus élémentaires (tel par exemple le libre choix des partenaires sexuels ou matrimoniaux). Sans même évoquer les souffrances et humiliations endurées pendant la Shoah, les traumatismes dus à la perte d' êtres chers, etc., tout ceci suffit pour décrire l'état de frustration des rares survivants (guère plus d'un tiers des persécutés) et l' « *effet de poussée* » que celui-ci a pu exercer pour les orienter vers le communisme.

Mais le communisme a exercé de multiples types d'*attraction* aussi sur les rescapés de la Shoah. C'était tout d'abord le régime libérateur. Aucune des victimes survivantes n'a pu oublier ce passé récent et le salut apporté par l'Armée Rouge, même si beaucoup auraient souhaité devoir la libération à une autre puissance et en jouir dans d'autres circonstances. Deuxièmement, le régime a réellement offert aux Juifs — tout en en fixant de nouvelles conditions plutôt sévères — l'intégration sociale sans réserves que l'ancien régime leur avait, on le sait, toujours plus ou moins brutalement refusée, rejetant les futures victimes (surtout dans ses dernières phases) dans une altérité radicale. Enfin, et peut-être principalement, le communisme proposait un nouveau contrat social levant par là toutes les discriminations antérieures qui entravaient la mobilité sociale des Juifs (quitte à en imposer d'autres, inédites jusqu'alors, mais ne visant pas spécifiquement les Juifs). Dans ce contrat — grande première historique — toutes les carrières politiques, militaires, administratives et techniques de l'État se sont ouvertes devant les Juifs.

Or l'ouverture de la fonction publique avait une signification beaucoup plus grande dans le régime communiste que sous l'ancien régime. Certes, pour les survivants de la Shoah, il s'agissait de la réparation d'une injustice historique, la fin des frustrations séculaires eu égard à leurs chances « normales » d'ascension sociale. De la sorte, nombre de brillants intellectuels ou universitaires juifs que le règne antisémite a condamnés au chômage ou relégué à des emplois subalternes trouvent d'un seul coup un poste correspondant à leur niveau de formation et vocation, tels d'anciens professeurs du lycée israélite ou experts du parti socio-démocrate qui accèdent à des chaires de faculté à la faveur du changement de régime. C'était aussi, et beaucoup plus directement pour les jeunes gens rentrés des camps, un moyen de revanche à la fois abstraite revanche sur un destin social jusqu'alors mauvais — et concrète sous forme d'une possibilité de combattre leurs anciens persécuteurs et leur système idéologique grâce à l'exercice de la violence légitime au nom de l'État stalinien. C'était la toute première fois que les Juifs ont pu répondre avec les armes des institutions étatiques, plus particulièrement avec celles de ses appareils de coercition, à la violence antisémite même potentielle. Enfin, plus généralement, l'entrée dans la fonction publique a pris une importance démesurée dans le cadre de l'organisation de l'État stalinien qui a exproprié et étatisé le secteur économique privé, développé la bureaucratie politique, administrative et économique et donné une liberté d'action et un pouvoir incommensurablement accrus aux appareils de l'État comparés avec la situation prévalant sous l'ancien régime. Si, auparavant, le privé garantissait des carrières somme toute équivalentes, voire

parfois présentant un attrait supérieur aux carrières du public, désormais l'État est la seule source de pouvoir économique et politique, donc le seul maître de la promotion sociale et professionnelle, dont on a tout intérêt à profiter des largesses, si elles sont accessibles.

Or les Juifs survivants disposent d'atouts presque « naturels » pour en tirer avantage. Il s'agit avant tout d'*atouts politiques acquis par imputation* par ces antifascistes avérés, de par leur destin tragique, qui ne sauraient être soupçonnés d'avoir partie liée avec l'ancien régime mais, au contraire, qui peuvent se prévaloir d'une présomption de dévouement au « régime de la Libération ». A cela s'est ajouté, pour certains anciens militants des mouvements antifascistes (communistes de divers acabit, socio-démocrates, sionistes de gauche) leur « capital politique » proprement dit accumulé pendant les années d'opposition et/ou de clandestinité (au moins sous la forme de participation à des réseaux dont une fraction aura un pied dans le pouvoir communiste), même si certaines formes de ce capital (le sionisme par trop prononcé, la social-démocratie prise à la lettre, le communisme égalitariste et libertaire d'obédience non moscovite) pouvaient plutôt desservir leurs détenteurs pendant le règne du sectarisme stalinien ... Pour être profitable le « passé de gauche » demandait une « reconversion politique » de ses titulaires en forme de soumission aveugle à la « volonté du Parti ». Indépendamment de cela, c'est un agrégat qui se distingue par un niveau d'éducation certifié et une culture politique informelle nettement supérieures à la moyenne, même à classe sociale égale.¹⁴ Il est donc apte à satisfaire sans formation supplémentaire au besoin aigu de personnel du nouveau régime (on parle communément de « pénurie de cadres ») qui se produit par suite du limogeage des fonctionnaires considérés comme « politiquement non fiables », ainsi que par le brusque gonflement des appareils de répression, d'administration économique et autres de l'État stalinien.

Ces effets de « poussée » et « d'attraction » ont constitué un ensemble de conditions objectivement favorables à l'adhésion des survivants à l'idée et aux pratiques communistes. Toutefois il convient d'évoquer également les « contre-atouts » c'est-à-dire les arguments et données allant à l'encontre d'un tel engagement. Il s'agit pour l'essentiel du passé « bourgeois » du groupe, des engagements idéologiques antérieurs pris en faveur de l'assimilation de type nationaliste ou sioniste ou encore du poids des traditions religieuses et de l'ensemble des investissements économiques, sociaux et symboliques qui s'y trouvent rattachés. Dans tous ces registres, dont j'ai tenté ailleurs

¹⁴ Sur les problèmes de la sur-scolarisation juive en Hongrie avant et après la Shoah, voir mes études : « Jewish enrollment patterns in classical secondary education Old Regime and Inter-War Hungary », *Studies in Contemporary Jewry*, I, 1984, pp.225-252 ; « Assimilation and Schooling : national and denominational minorities in the universities of Budapest around 1900 », in Gy.Ránki (ed.), *Hungary and European Civilization*, Bloomington, Indiana University Press, 1989, pp.285-319 ; « Juifs et Luthériens dans le système scolaire hongrois », op.cit. ; « Jewish overschooling in Hungary : its sociological dimension », in V.Karady, W.Mitter, *Bildungswesen und Sozialstruktur*, op.cit., pp. 209-246.

l'étude détaillée,¹⁵ le régime communiste a représenté une menace pour les intérêts investis par certaines fractions de l'agrégat survivant. La bourgeoisie établie, qu'elle fût industrielle, financière ou commerçante, était vouée à l'expropriation complète (y compris à la confiscation de ses biens immobiliers) voire à la mise au ban de la nouvelle société en tant qu' « ennemi de classe ». Il en alla de même des professions libérales (tels qu'avocats, notaires, etc.) lorsqu'elles ne réussissaient pas à se faire opportunément « requalifier » en tant qu' « intellectuels progressistes ». La répression, souvent sauvage, s'abattait dès la consolidation du pouvoir communiste (1949) sur les Sionistes, sur les Libéraux en tout genre (ainsi les membres de la franc-maçonnerie) et sur tous les « mal-pensants » eu égard à la ligne du Parti. Quant à la communauté religieuse, les trois organisations jusqu'alors autonomes furent unifiées de force dès 1951 et la vie religieuse réduite au minimum toléré, comme pour les autres cultes, sous le régime stalinien prônant un athéisme officiel.

Ces conditions permettent de mieux comprendre les implications singulières de la reconversion dans l'élite communiste d'une partie des survivants juifs appartenant aux anciennes classes bourgeoises.

Cette reconversion s'est déroulée tout d'abord très sélectivement, les critères en étant souvent fort contingents, au hasard des trajectoires individuelles, bien qu'on puisse identifier aussi quelques critères objectifs. Il s'agissait évidemment surtout de ceux qui disposaient d'un « capital politique » de bon aloi (selon la définition communiste) et des jeunes « sans passé politique » mais susceptibles d'être directement élevés dans le culte et dans le dévouement aux idéaux de la « nouvelle société ». Pour beaucoup de ces derniers, orphelins sans attaches au retour des camps, ayant tout perdu, le « mouvement » (communiste) faisait efficacement fonction de famille de remplacement. C'est d'ailleurs ces jeunes-là qui parvenaient le mieux à camoufler des « origines bourgeoises » devenues compromettantes en vue d'une carrière dans l'appareil. Un fils de grand locataire de terres pouvait aisément se faire passer pour un « fils de petit paysan » une fois les ascendants disparus et les cadastres ne donnant pas d'indications sur l'importance des locations.

Une sélection négative s'exerçait en effet contre les « bourgeois » avérés, les sionistes ou ceux qui pouvaient être suspectés ou convaincus de sympathies « occidentales » ou « cosmopolites » (équivalant aux penchants démocratiques dans les représentations communistes). Cela ne signifiait toutefois pas pour les coupables visés une exclusion complète des carrières communistes. Seulement l'intégration dans l'appareil devait reposer sur des efforts réussis de « compensation » supplémen-

¹⁵ Cf. surtout les travaux cités dans la note 10 ci-dessus, ainsi que certains de mes autres travaux : « Szociológiai kísérlet a magyar zsidóság helyzetének elemzésére 1945 és 1956 között » (Essai d'analyse sociologique de la situation des Juifs hongrois entre 1945 et 1956), in Péter Kende (sous la direction de), *Zsidóság az 1945 utáni Magyarországon*, Paris, Cahiers Hongrois, 1984, pp.38-185. Une partie de cette étude a été publiée en anglais par Randolph R. Braham sous le titre : « Some Social Aspects of Jewish Assimilation in Socialist Hungary, 1945-1956 », in *The Tragedy of Hungarian Jewry*, Social Science Monographs, Boulder, New York, 1986, pp. 73-132. On ne peut pas oublier dans ce contexte l'essai classique du grand politologue István Bibó, disponible en français : « La question juive en Hongrie après 1944 » in *Misère des petits États d'Europe de l'Est*, Paris, L'Harmattan, 1986, pp. 211-392.

taires, un redoublement de la « vigilance idéologique » exigible des cadres ou encore un surcroît de manifestations de bonne foi et de convictions. De plus, de tels cadres étaient davantage exposés aux purges rituelles marquant régulièrement les grandes heures de l'agitation artificielle que le communisme a entretenue dans l'opinion publique afin de justifier et imposer ses orientations (les « changements de la ligne »). Pour ces cadres-là l'effort de « faire oublier leurs origines » est devenu une stratégie de survie d'autant plus contraignante que le régime n'a pas cessé de développer tout un jeu politique construit sur le fantasme du complot, consistant à découvrir et à dénoncer des « ennemis de l'intérieur » dans le cadre du combat contre « l'impérialisme » ou les « fauteurs de guerre ». Or, de par leur éducation à l'occidentale, leur passé de classe, leurs goûts culturels, leurs relations éventuelles avec des parents établis en occident ou en Israël (cas d'espèce beaucoup plus fréquent chez des Juifs que chez d'autres en raison des riches traditions d'émigration contrainte propres à ce groupe) etc., ces cadres reconvertis couraient plus de risques de faire l'objet d'une chasse aux sorcières, cette pratique si familière des régimes staliniens. D'où un volontarisme probablement plus marquant que la moyenne dans les manifestations d'engagement communiste dans ce groupe.

La nature de la trajectoire en termes de mentalité, d'habitus de classe, de spiritualité, que les descendants de la bourgeoisie juive reconvertis au communisme ont dû parcourir, fait qu'ils figurent à coup sûr parmi les recrues du Parti qui, brièvement parlant, ont accompli « le plus grand saut » dans l'espace social pour réaliser leur nouvel engagement. En d'autres termes la conversion de classe vers le communisme représente une rupture radicale avec l'héritage culturel qui a ignoré, jusque là, les figures du militantisme brutal demandé aux membres de l'appareil. De ce fait, les cadres juifs ont développé et cultivé à l'excès l'esprit de cette rupture avec leurs propres traditions, ce qui produisait des comportements allant délibérément à l'encontre des « manières juives », jusqu'à leur vouer autant qu'à ceux qui les assumaient encore, une haine et un mépris à nul autre pareil — tout cela dans le cadre des mêmes attitudes négatives obligées qui furent réservées aux « ennemis de classe » présomptifs. Ce problème de l'obligation ressentie de renier ses racines et attaches socio-culturelles s'est posé aux cadres juifs avec d'autant plus d'acuité que non seulement ils provenaient de milieux « bourgeois » mais encore parce que bien des membres survivants de leur famille ont pu opter pour le Sionisme, sont tombés victimes de la terreur stalinienne ou restés simplement à l'écart voire hostiles à la mystique bolcheviques. L'entrée en communisme a probablement davantage divisé les familles, les cercles d'amis ou des groupes de camaraderie ici qu'ailleurs où les générations (groupes d'âge) ont formé encore des agrégats aux taux d'éducation, degrés d'assimilation, échelle d'acculturation, rapports à la tradition juive (notamment à la pratique religieuse), expériences politique et historique, niveaux de politisation très différents.

Etant donné le caractère souvent volontariste et en quelque sorte stratégique de cet engagement, la conversion au communisme dans ce milieu est demeurée un acte souvent non dépourvu d'ambiguïté dans plusieurs sens. Il était d'abord un choix contraint entre plusieurs, notamment face au sionisme. Ensuite il restait conditionné par la réalisation des promesses utopiques du stalinisme. Une fois que les déforma-

tions et abus du régime se sont révélés à l'évidence, une partie de ces cadres se sont résolument retournés contre les idoles qu'ils avaient auparavant adorées. On peut situer historiquement le moment de désillusion autour de l'année charnière de 1953, début de la déstalinisation où intervient le clivage décisif entre les cadres déçus et leurs compagnons qui ont persévéré dans l'appui au régime. A force de déchirements, les premiers continueront leur chemin de Damas jusqu'à la préparation de la Révolution de 1956, dont ils formeront les principaux activistes intellectuels. Cette voie sera poursuivie, grâce au front populaire révolutionnaire réalisé en 1956 entre anciens cadres juifs déçus et autres forces anti-bolcheviques, ainsi que dans les prisons du régime kadariste. Les mêmes ou leurs cadets des générations montantes de fils d'anciens cadres constitueront également, des décennies après, le noyau dur de la nouvelle dissidence anti-communiste. Enfin l'ambiguïté s'exprime aussi dans d'autres retournements qui surviendront avec le temps, tel le passage au sionisme et à la sortie en Israël ou dans l'émigration occidentale, sans parler de l'émigration intérieure marquée par le retrait de la vie politique. Enfin l'ambiguïté de l'engagement communiste s'objective aussi dans le tabou du judaïsme qu'impose à tous, autant aux Juifs qu'aux non Juifs, le régime même. Après 1948, la laïcité officielle aidant, toute référence au judaïsme disparaît de la vie publique hongroise, de l'historiographie, des journaux, de l'enseignement, etc. Le tabou est observé dans les familles des cadres juifs aussi où les jeunes ignorent tout de leurs origines, y compris des membres de famille disparus dans la Shoah. Pareille dénégation de la judaïté, en raison de son caractère contraint, n'a fait qu'exacerber l'importance de l'enjeu identitaire pour ceux-là mêmes qui faisaient semblant de l'ignorer.